

PLAN CLIMAT - RAPPORT DE DEVELOPPEMENT DURABLE 2015 VILLE DE TOULOUSE

15-812

ENVIRONNEMENT -

-

Mesdames, Messieurs,

Le décret d'application n° 2011-687 du 17 juin 2011 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010, dite « Grenelle 2 », portant engagement national pour l'environnement, rend obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable pour toutes les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. La présentation du rapport, par le maire ou le président de l'assemblée exécutive, doit être faite en préalable aux débats sur le projet de budget.

La Ville de Toulouse conçoit cette obligation réglementaire comme un moyen de mettre en débat « la durabilité » de l'action de la collectivité territoriale.

Conformément au décret, le rapport 2015 de la collectivité passe en revue son action sous le prisme du développement durable et montre les méthodologies mises en œuvre pour en assurer l'amélioration continue. Il s'agit ainsi d'analyser la stratégie de développement durable dans les politiques publiques locales de la collectivité et le programme « administration exemplaire ». La grille conventionnelle des 5 finalités du développement durable a été retenue et utilisée parallèlement à celle du Plan Climat :

- le changement climatique et la protection de l'atmosphère ;
- la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- des dynamiques de développement, de production et de consommation responsables.

Le rapport 2015, sur la situation en matière de développement durable de la Ville de Toulouse, est annexé à la présente délibération et mis au débat au sein du Conseil.

En conséquence et si tel est votre avis, j'ai l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous proposer la délibération suivante :

Article 1 : Le conseil municipal prend acte de la présentation du rapport sur la situation en matière de développement durable dans les termes présentés en annexe.

Article 2 : Le conseil municipal prend acte de la tenue du débat portant sur la situation de la collectivité en matière de développement durable.

Délibération du Conseil Municipal

publiée par affichage en Mairie le 15/12/2015

reçue à la Préfecture le 15/12/2015

publiée au RAA le

**LES CONCLUSIONS DU RAPPORT SONT ADOPTEES
POUR EXTRAIT CONFORME**

LE MAIRE,

Pour le Maire,

L'Adjointe Déléguée

Elisabeth TOUTUT-PICARD

Rapport développement durable 2015 de la Ville de Toulouse

Conseil municipal du 11 décembre 2015



Transition climatique et emploi : ensemble, Toulouse et la Métropole relèvent le défi dans la croissance verte !

Les faits marquants de l'année

La **Ville de Toulouse** a pris une part essentielle dans l'amélioration des politiques publiques et des méthodes d'action de la Métropole, au cours de la période novembre 2014 – novembre 2015. Les faits nouveaux suivants sont à souligner :

- La **consolidation de la gouvernance transversale de la Métropole** a notamment permis :
 1. de porter les actions toulousaines au niveau métropolitain à travers **le Club 21**, une instance informelle qui s'appuie sur la Commission Environnement Développement durable Énergies, en travaillant sur les projets et réalisations des communes pour proposer, éventuellement, des orientations ou actions métropolitaines ;
 2. d'élaborer un nouveau projet : Toulouse Métropole labellisé **territoire à énergie positive et croissance verte** (TEPCV).
- Dans la **perspective de la COP 21 de Paris**, la **mobilisation des acteurs a été particulièrement forte sur Toulouse**, avec une communication ciblée importante auprès de tous les publics toulousains, à travers :
 1. l'organisation de la Semaine européenne du développement durable à Toulouse, en juin, et du Forum citoyen pour le Climat le 20 novembre pour porter les propositions et solutions des citoyens du territoire et lancer la révision du Plan Climat - #toulouseclimat2015 ;
 2. le soutien et la participation à des événements toulousains : Alternatiba Toulouse, Place to B (projet porté par le Centre des jeunes dirigeants - CJD) notamment ;
 3. le soutien et participation à différents événements nationaux et internationaux à Toulouse, en France et à l'étranger, dont : Alternatiba, Arche de Noé, Train du Climat, ...-
- Les progrès notables de plusieurs actions phares du Plan Climat sont particulièrement importants à Toulouse : l'**éclairage urbain** (recours aux nouvelles technologies plus sobres et plus respectueuses de l'environnement), extension des **réseaux de chaleur urbain** (recours aux énergies renouvelables et de récupération), augmentation significative de l'**usage des transports en commun** (réduction des émissions de gaz à effet de serre) et des modes doux de mobilité, lancement de l'**Atelier solidaire d'Empalot** (solidarité énergétique), élargissement des outils permettant aux copropriétés de réaliser des **rénovations énergétiques** importantes (performance énergétique), **dispositif Agil'T** pour accompagner les démarches de responsabilité sociétale des entreprises (mobilisation de secteurs économiques pour l'emploi)...
- La recherche d'une **excellence environnementale** et de lutte contre le changement climatique dans plusieurs projets et démarches qui ne sont pas en soi dans le champ du développement durable : valorisation du **patrimoine toulousain** et candidature de Toulouse au rang des villes inscrites au **Patrimoine mondial de l'Unesco**, **PLUi-H, Smart City**, politique de la ville en faveur des quartiers sensibles, etc.
- Pour rendre la collectivité exemplaire, en termes de **sobriété énergétique**, la Ville de Toulouse a réalisé une synthèse dynamique des diagnostics énergétiques et mis en place avec succès le « challenge énergie » en interne. Elle s'engage dans la lutte contre le **gaspillage alimentaire** (événements culturels responsables, cantines scolaires, fontaines d'eau, ...).

Table des matières		
Les faits marquants de l'année	p.2	Depuis les années 2000, la France a renforcé son engagement dans le développement durable par la révision de la Constitution, avec la Charte de l'environnement, puis, de façon opérationnelle, par la promulgation des lois « Grenelle » et l'adoption d'une stratégie nationale de développement durable.
Document de synthèse		
I. Le Plan Climat de Toulouse Métropole : un cap à atteindre collectivement	p.4	C'est dans ce cadre que le décret d'application de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement rend désormais obligatoire la rédaction d'un rapport sur la situation en matière de développement durable pour toutes les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre de plus de 50 000 habitants. Cette obligation réglementaire met au centre des débats entre élus « le cheminement vers la durabilité » de l'action publique de la collectivité territoriale. Ce support au dialogue est donc un exercice où la collectivité territoriale, ses élus, ses services et toutes les personnes associées à sa rédaction (acteurs locaux, population) selon les instances participatives mises en place, peuvent faire preuve d'innovation et de créativité pour exposer les interactions entre actions, politiques et programmes et leurs effets en termes de développement durable.
II. Organisation et gouvernance	p.5	
III. Le Plan Climat en actions : des avancées significatives	p.5	
IV. L'intégration du développement durable dans les autres politiques publiques	p.11	
V. L'exemplarité de l'administration	p.13	
VI. Les perspectives	p.18	
Conclusion	p.18	
Tableau de bord – le Plan Climat en chiffres	p.19	
***		Le rapport annuel « développement durable » propose ainsi, conformément à la législation :
Rapport détaillé	p.23	1. d'une part, au regard du développement durable,
1. Un fait nouveau majeur : la transversalité de la gouvernance	p.24	- un bilan des politiques, programmes et actions publiques (cf. parties III et IV), dont celles conduites au titre de la gestion du patrimoine, du fonctionnement et des activités internes (partie V) ;
1.1. Une gouvernance politique transversale du développement durable	p.24	
1.2. La communication ciblée sur les actions de développement durable	p.25	- les orientations et politiques à venir permettant d'améliorer la situation (partie VI)
2. Les avancées significatives des actions du Plan Climat en 2014-2015	p.29	2. d'autre part, une analyse des processus de gouvernance mis en œuvre par la collectivité pour élaborer, mener et évaluer son action (partie I).
Cible 1 : Energies		
Cible 2 : Mobilités durables		
Cible 3 : Développer la solidarité énergétique		
Cibles 4 et 5 : Construire, rénover et aménager durable		
Cible 6 : Préserver les ressources naturelles – atténuer les impacts		
Cible 7 : Impliquer tous les acteurs du territoire		
3. L'intégration du développement durable dans les autres politiques publiques de la collectivité	p.45	Par conséquent, ce rapport met en perspective, pour la collectivité, le bilan de son action et les options stratégiques retenues pour les années à venir, qui sont incluses dans la maquette budgétaire.
4 La consolidation de l'exemplarité de l'administration	p.52	***
5. Les perspectives	p.58	
En guise de conclusion	p.62	

Document de synthèse

Le Plan Climat de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole : un cap à atteindre collectivement

Des enjeux climatiques élevés

Comme sur l'ensemble de la métropole, la forte progression démographique toulousaine, qui est le signe de sa puissante attractivité, crée naturellement une pression carbone que les politiques publiques et les actions et comportements des acteurs doivent plus que compenser.

En effet, pour toutes les communes de Toulouse Métropole, les enjeux climatiques sont élevés : le bilan carbone des émissions de gaz à effet de serre (GES) indique que sont émis chaque année environ 3,4 millions de teqCO_2 , soit l'équivalent de 12 milliards de km parcourus par une voiture citadine, ce qui représente 30 000 fois le tour du monde.

[Les émissions de la métropole lilloise sont 3 fois plus élevées et celles la métropole bordelaise un peu supérieures pour des populations moindres.]

Le réchauffement climatique à Toulouse a été de + 1,3 °C en moyenne de 1945 à 2007, contre 0,9 °C au niveau national et 0,74 °C au niveau mondial.

Le territoire métropolitain enregistre une diminution de 16% des précipitations entre 1977 et 2007 ; **l'ensemble du Sud-Ouest est le territoire français qui connaîtrait le plus fort réchauffement d'ici 2100**, avec notamment une forte augmentation des étés chauds et secs.

L'« éco-système » Plan Climat toulousain : 3 axes, 7 cibles stratégiques et 86 actions

Le Plan Climat Énergie Territorial de Toulouse Métropole forme un « éco-système » qui comporte **3 axes stratégiques** : la réduction ou atténuation des émissions de gaz à effet de serre sur 2012-2020, l'adaptation du territoire au changement climatique sur 2014-2025, la consolidation d'une administration exemplaire.

Pour atteindre ces objectifs, **7 cibles stratégiques** ont été co-construites avec les acteurs du territoire : développement des énergies renouvelables et de récupération, lutte contre la précarité énergétique, développement des transports en commun et modes actifs de mobilité, rénovation énergétique des bâtiments, urbanisme durable, développement territorial sobre en ressources et faible impact environnemental, mobilisation de l'ensemble des acteurs du territoire.

La stratégie comporte **86 actions** dont **20 actions phares**. Elle intègre un **programme administration éco-responsable** exemplaire et plusieurs relevant de l'adaptation du territoire au changement climatique, afin de maintenir son attractivité et saisir les opportunités d'innovation économique et sociale face au changement climatique.

Des objectifs européens ambitieux

L'objectif d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre se décline selon les 3 objectifs européens dits « 3 fois 20 » :

- réduire de 20 % la consommation d'énergies fossiles pour réduire d'autant les émissions de GES ;
- diminuer de 20 % la consommation énergétique, ce qui correspond à un objectif de sobriété et d'efficacité énergétiques ;
- atteindre 20 % de consommation en énergies renouvelables.

Le PCET fixe ainsi un cap à atteindre collectivement. Chacune des 7 cibles stratégiques comporte des actions phares. Il constitue le corps principal de la politique publique de développement durable de la collectivité. S'y ajoutent la méthode utilisée par la collectivité pour la mettre en œuvre et les autres politiques publiques qui intègrent des éléments du développement durable.

Organisation et gouvernance

La ville de Toulouse a particulièrement porté, au sein de Toulouse Métropole, la nécessité d'une forte **transversalité de la gouvernance politique et technique de l'action générale et des projets de développement durable**.

La Commission métropolitaine Environnement, Développement durable, Énergies (EDDE)

La nouvelle gouvernance de Toulouse Métropole a créé une Commission thématique dédiée au développement durable intitulée « Environnement, Développement durable, Énergies ». Cette instance est chargée de donner des avis sur les projets de délibérations soumis au Conseil de Métropole relevant des thèmes qu'elle porte. Elle permet aussi de présenter à l'attention de ses membres des sujets et informations non soumis à délibération. Présidée par Mme Elisabeth Toutut-Picard, Maire-Adjointe de Toulouse, elle a pour vice-présidents Mme Martine Susset, Conseillère déléguée de Toulouse et MM. Jacques Diffis (maire de Pin-Balma) et François Lépineux (maire de Brax).

La grande majorité des actions portées par cette Commission ont concerné la Ville de Toulouse.

De son côté, la **commission thématique spécifique à la Ville de Toulouse**, « Espace urbain », a porté des délibérations relevant du développement durable sur les compétences propres communales. Les dossiers ont eu notamment pour sujet le soutien aux associations toulousaines et à l'organisation par la Ville de la Semaine européenne du développement durable.

Le Club 21 métropolitain, une démarche innovante et transversale

La Commission EDDE a créé en septembre 2014 une instance dénommée « Club 21 » visant à s'appuyer sur ladite commission mais en travaillant sur les projets et réalisations des communes pour proposer, éventuellement, des orientations ou actions métropolitaines.

C'est une instance informelle **d'échanges et de débats** concernant tous les sujets du développement durable. Elle permet une large prise de parole et la production de « livrables » concrets par les élus eux-mêmes, qui peuvent être accompagnés de personnels de leurs services. Pour ce faire, elle fonctionne en groupes de travail restreints sur des sujets très ciblés. Elle se réunit aussi ponctuellement en séance plénière.

La démarche du Club 21 est basée sur le volontariat. **Démarche originale, innovante, transversale**, dont les animateurs sont Mme Toutut-Picard, M. Lépineux et M. Diffis, elle réalise ses travaux par inscription dans quatre premiers groupes de travail : « Énergie/Eclairage public », « Énergie/Bâtiments publics et précarité énergétique », « Agriculture métropolitaine », « Biodiversité ».

Une méthode de travail générale a été conçue puis mise en œuvre par chaque groupe de travail (GT). Chacun s'appuie sur des référents politiques (élus) et techniques. Un **espace collaboratif** « Club 21 » a été créé pour mettre en commun les travaux des groupes, des documents importants, les séances plénières, etc... Un Forum général annuel de restitution et d'échange aura lieu, programmé au premier trimestre 2016, sous la présidence de Jean-Luc Moudenc.

En juin dernier, le Président de Toulouse Métropole a écrit aux maires du territoire pour leur confirmer le rôle transversal du Club 21 et son soutien aux travaux de cette instance. Il souligne notamment que *« pour assurer une plus grande cohérence de nos actions à l'échelle métropolitaine, il est indispensable de mettre en œuvre une gouvernance favorisant la transversalité de la réflexion et des actions entre nos communes. C'est ainsi que nous réussirons à construire ensemble un projet métropolitain répondant aux objectifs du développement durable. »*.

Le Plan Climat toulousain en actions : des avancées significatives

Les actions engagées sont regroupées selon les sept cibles déclinées *supra*. Tous les indicateurs disponibles et les données indiquées ci-après sont présentés dans le tableau en pages 17 à 21 de cette synthèse.

Cible 1 : Énergies

La ville de Toulouse est particulièrement mobilisée sur cette thématique, soit à travers ses compétences directes, soit à en tant que territoire d'application majeure des politiques énergétiques métropolitaines.

Développement des énergies renouvelables

A Toulouse, deux **centrales hydroélectriques**, Ramier et Cavaletade, sont en activité à Toulouse ; elles produisent 29 millions de kWh d'électricité renouvelable par an, soit l'équivalent des **trois quarts de la consommation** de l'éclairage public de la ville de Toulouse.

Les fournisseurs d'énergie retenus par Toulouse Métropole, dans le cadre d'une consultation dédiée, pour ses achats d'électricité, devront fournir une part notable d'électricité verte (distribuée à partir de production d'énergie renouvelable et de récupération). La Ville de Toulouse a décidé d'acheter une part minimale de 50 % d'électricité verte.

L'Autorité organisatrice de l'énergie (AOEn) de Toulouse Métropole, à la suite de son schéma directeur des énergies renouvelables sur le territoire de 2014, a identifié un champ d'actions sur 7 axes : alimentation énergétique et réseaux de chaleur, solaire, géothermie, biomasse, méthanisation, projets éco-citoyens, action transversale. Une part significative des projets listés pourrait être réalisée d'ici 2017.

L'une des réussites les plus importantes en matière d'énergie renouvelable et de récupération porte actuellement sur le **réseau de chaleur urbain de Toulouse**, tel qu'il existe et plus encore tel qu'il existera dans son extension complète. (Voir action sur Toulouse Montaudran Aérospace – cibles 4 et 5)

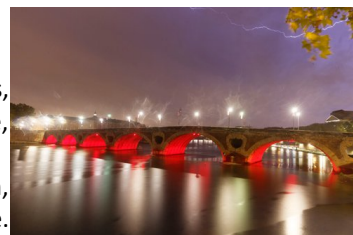
Éclairage public

La Ville de Toulouse a mis en place un **Plan Lumière**.

L'objectif est d'**éclairer mieux**, à consommation énergétique et à budget constants, pour améliorer la qualité de vie et le sentiment de sécurité, valoriser le patrimoine, participer à la transition énergétique.

Sur l'espace public à Arnaud-Bernard, la Daurade, rue Pargaminières, à Saint-Cyprien, Esquirol, Jean-Rieux... de nombreux sites ont déjà bénéficié d'une meilleure luminosité. Près de 90 lieux suivront au cours des quatre prochaines années : en centre-ville ou au cœur des quartiers, les sites ont été choisis après consultation des habitants.

Le boulevard Lascrosses, la rue Bayard, les allées Charles-de-Fitte et l'avenue Camille-Pujol comptent parmi les réalisations programmées en 2015. Les voies piétonnes et cyclistes ont bénéficié d'une attention particulière (contre-allées des grands boulevards, allées François Verdier, passages piétons, piste qui longe le canal du Midi...)



Cible 2 : Mobilités durables

Développement des transports en commun

Le réseau métropolitain est en extension et consolidation de qualité du service rendu aux usagers. **123 millions de déplacements** sur le réseau global de TC ont été comptabilisés en 2014, totalisant 174 millions de validations. De même, le nombre d'abonnés ne cesse d'augmenter.

Depuis avril 2015, la nouvelle ligne de tram T2 offre une liaison directe entre le centre-ville de Toulouse et l'aéroport de Toulouse-Blagnac et permet d'aller travailler près des grandes entreprises implantées à Blagnac sur la zone aéroportuaire.

Le plan de déplacements urbains (PDU) a été mis en révision en 2015, sous forme d'un « Projet Mobilités 2025-2030 » valant révision du PDU 2012 a été lancé afin de répondre à trois enjeux : l'attractivité des territoires, l'accessibilité aux zones d'emploi, l'évolution des déplacements.

Mobilités douces et alternatives

A Toulouse, les modes de déplacements plus respectueux de l'environnement sont particulièrement favorisés, dans le cadre des compétences métropolitaines correspondantes.

Pistes cyclables

Sont aménagés aujourd'hui, **près de 550 km de réseau cyclable**, plus 102 km de double sens cyclable en zones à vitesse apaisée (zone 30, zone de rencontre, aire piétonne), 20 km de jalonnement vélo, 366 km d'itinéraires du réseau vert jalonnés, sans oublier 1373 places de stationnement vélo en ouvrage, donc sécurisé.

Vélô Toulouse

La quasi-totalité du réseau Vélô Toulouse se situe sur la ville centre de la métropole. En 2014, ont été enregistrées **4,3 millions de locations de vélos**. Vélô Toulouse est un moyen de transport sûr avec un vélo robuste, simple, facile à utiliser, à coût modique puisque, avec ou sans abonnement, la première demi-heure est gratuite et la deuxième à 0,50

centimes d'euros. Ce concept économique, respectueux de l'environnement, est aussi bénéfique pour la santé.

Covoiturage et auto-partage

La plate-forme Internet de covoiturage de Tisséo a aujourd'hui **4 000 inscrits**, dont au moins 800 covoitureurs actifs. **1200 conducteurs** sont abonnés au service d'autopartage de Toulouse Métropole. Les agents de Toulouse Métropole disposent d'un site Internet spécifique.

Soutenue par Toulouse Métropole, la jeune pousse Coovia a été créée en 2013 et propose une application indiquant à un covoitureur abonné les liaisons directes à sa disposition, en covoiturage, transports en commun et VélôToulouse. Le passager gagne du temps et le conducteur reçoit une rémunération. La start up indique qu'elle a **3500 usagers** et 1200 trajets déclarés quotidiennement.

Pour l'autopartage, le service actuel compte 39 voitures, réparties sur 22 stations. Le nombre de conducteurs abonnés est d'environ 1 200.

Enfin, Toulouse Métropole engage un projet de développement de l'électromobilité : expérimentation en 2013-14 avec mise en places de 4 bornes de charge normale et 3 stations de charge multistandards.

Cible 3 : Développer la solidarité énergétique

Le logement est le principal consommateur d'énergie du territoire de Toulouse Métropole (28 % de la consommation finale) et le second secteur émetteur de GES (22%) après celui du transport de voyageurs.

En 2007, **13 % des ménages de Midi-Pyrénées étaient en situation de précarité énergétique**, soit 164 000 ménages, c'est-à-dire qui consacrent plus de 10 % de leurs revenus à leurs factures énergétiques, hors transports. Environ 200 000 ménages supplémentaires étaient aux portes de la précarité énergétique (effort énergétique compris entre 7 % et 10%), soit 16 % des ménages de la région. Une étude lancée en 2016 devrait mieux cerner cette réalité dans le territoire métropolitain.

L'Espace Info Énergie de Toulouse Métropole

L'espace info énergie (EIE) dispense des conseils gratuits pour les particuliers sur la maîtrise de l'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables relatives à l'habitat. En outre, l'EIE contribue fortement au guichet unique mis en place labellisé Point Rénovation Info Service (PRIS) : pour conseiller les habitants du territoire sur l'accès aux financements disponibles en matière de rénovation énergétique. L'EIE intervient à travers des permanences délocalisées dans le territoire métropolitain ; à Toulouse, elles ont lieu dans toutes les maisons de la citoyenneté.

Au total, ce sont plus de **4000 personnes** qui sont sensibilisées chaque année par l'EIE. Parmi elles, environ 2000 personnes bénéficient d'un accompagnement individualisés, dont 60 % « passent aux actes », en réalisant des travaux adaptés à leurs besoins.

En 2015, a été mise en place et lancée l'opération de « **CoachCopro** » : plateforme internet pour accompagner la rénovation énergétique des copropriétés.

L'Atelier Solidaire d'Empalot

A Toulouse, un espace aménagé au rez-de-chaussée d'une barre du quartier d'Empalot a été inauguré fin mai 2015, pour former les habitants aux travaux d'économie d'énergie dans leur logement et pour lutter contre la précarité énergétique.

L'Atelier Solidaire est un concept inédit de maîtrise de l'énergie, construit pour et avec les habitants des quartiers sensibles ; c'est un **projet unique en France** à ce jour.

L'association les Compagnons bâtisseurs fait vivre ce lieu depuis l'été 2015, au travers de la pédagogie sur la sensibilisation aux éco-gestes, la formation au bricolage, l'auto apprentissage et également du prêt de matériel et l'accès à des matériaux à bas coûts.

Quartiers en politique de la ville en transition énergétique : projet Unis-Cité / MédiaTerre

Les **objectifs** de ce projet, qui se déploie dans les quartiers toulousains Empalot et Grand Mirail à Toulouse, ainsi qu'à Colomiers, sont multiples :

- Contribuer à changer durablement les comportements et responsabiliser les individus (limiter les emballages, trier ses déchets, économiser les énergies).
- Sensibiliser les habitants à revenus modestes, aux comportements éco-citoyens par des animations collectives pour leur faire prendre conscience des enjeux environnementaux.
- Accompagner de façon personnalisée les foyers qui le souhaitent dans une démarche éco-citoyenne et leurs apporter des connaissances qui soient directement utilisables dans leur vie quotidienne pour essayer de maîtriser leurs charges.

- Créer ou dynamiser le lien social au sein des quartiers notamment via les animations de quartiers et les stands de sensibilisation.

En outre, l'association a développé dans les quartiers en politique de la ville où elle intervient (à Toulouse et Colomiers), une première action que l'on pourrait qualifier de « mini défi familles à énergie positive ».

Sur l'ensemble des actions du Plan Climat dédiées à la lutte contre la précarité énergétique et au conseil aux habitants métropolitains, c'est environ 1 million d'euros économisé chaque année par les résidents concernés.

Cibles 4 et 5 : Construire, rénover et aménager durable

En matière de **construction**, il est programmé environ **5 000 logements** par an, privés et sociaux, économes en énergie. De nombreux projets de Toulouse Métropole participent à « fabriquer » la ville durable d'aujourd'hui et de demain, parmi lesquels de grands projets structurants.

En matière de **rénovation énergétique**, Toulouse Métropole poursuit sa dynamique de réhabilitation de logements sociaux et d'aide aux copropriétés privées en difficultés (plus de 1500 logements au total par an).

Le projet d'aménagement du centre-ville de Toulouse

Une mission confiée à l'architecte catalan Joan Busquets porte sur **les espaces publics du centre-ville**, jusqu'en 2020. L'idée phare est de constituer un centre-ville rénové et apaisé, pour lequel la rue Bayard sera le prolongement naturel de la rue d'Alsace-Lorraine jusqu'au parvis de la gare Matabiau. Cette feuille de route doit être réalisée en cohérence avec la candidature de Toulouse au titre de Patrimoine mondial de l'Unesco.

En 2015, le quai de Tounis a accueilli une terrasse flottante où s'est installé un restaurant pour la période estivale. Des équipements d'amarrage seront mis en place début 2016. Des aménagements qui annoncent le grand retour de l'activité nautique de la Garonne. La place basse de la Daurade et la partie haute de Saint-Pierre seront achevées mi 2016, le quai de l'Exil Republicain (ancien quai Viguerie) en juin 2017. La rive droite sera équipée de pistes cyclables dans la continuité des quais Lombard et Saint-Pierre, vers le Bazacle au Nord, vers la rue de Metz au Sud.

Le nouveau quartier dédié à l'innovation technologique : Toulouse Montaudran Aérospace (TMA)

A Toulouse, par sa nature spécifique, TMA est un concentré de plusieurs volets « durables » de l'aménagement, de l'énergie et de la construction. Au sud-est de la ville, ce projet construit, sur 56 hectares, **l'un des plus grand écoquartiers européens de l'innovation** en lien avec l'aéronautique et l'espace. Un projet d'envergure riche en termes de mixité de fonctions, de lien social, d'ouverture aux autres, regroupant à la fois fonction universitaire, plate-forme de recherche, quartiers résidentiels, lieux de loisirs et de promenades. TMA sera un espace ouvert et accueillant, un site sur lequel les transports en commun et les déplacements doux seront facilités.

Le projet de Grand Parc Garonne

Ce projet vise à reconquérir les bords du fleuve sur 32 kilomètres de linéaire. Il concerne fortement Toulouse, plus six autres communes : Blagnac, Beaulieu, Fenouillet, Seilh, Gagnac-sur-Garonne et Saint-Jory. Il se déploie sur 2 640 ha, portant un programme de valorisation du fleuve, avec 4 objectifs essentiels :

- développer les cheminements piétons et cyclistes, permettant de poser un nouveau regard sur les quartiers riverains ;
- valoriser le patrimoine naturel ;
- renforcer les usages liés à l'eau (navigation, sports nautiques) ;
- développer de nouveaux espaces de culture et de convivialité (observatoire, guinguette...).

D'ici 2020, plusieurs opérations d'aménagement seront menées pour un montant de 28,7 millions d'euros. Elles s'orchestreront autour de trois grands espaces : Garonne aval, Toulouse centre, île du Ramier.

Ainsi, au moins indirectement, le Grand Parc Garonne constituera l'un des **espaces majeurs de la métropole capteur de CO₂**.

Le référentiel d'aménagement et urbanisme durables (RAUD)

Ce Référentiel s'adresse aux élus, services de la collectivité et professionnels partenaires. Il définit une feuille de route « profil développement durable » du projet d'aménagement à partir de 11 cibles de l'opération-type. Il permet une démarche de progrès pour faire évoluer les pratiques, et fait aussi place à la discussion, à l'innovation, à l'initiative. Il recommande de réaliser un diagnostic partagé, de définir les ambitions de la collectivité et décline des traductions opérationnelles. Il fixe des orientations répondant aux enjeux et objectifs locaux et propose une approche multithématique basée sur l'avancement opérationnel des projets. Il est en cours de validation officielle.

Le centre de l'écoconstruction

Toulouse Métropole promeut le recours aux écomatériaux et souhaite ainsi créer sur son territoire un centre de l'écoconstruction. Une étude d'opportunité et de faisabilité menée en collaboration avec les acteurs économiques du territoire a permis de valider les besoins, les vocations et le modèle économique.

L'objectif est de créer un lieu animé par les acteurs économiques qui serait une **vitrine et une plate forme-technique pour la formation à l'écoconstruction** et ce dans tous les métiers liés à l'acte de construire.

C'est à Toulouse, à partir d'un bâtiment existant de l'Université Paul Sabatier, qu'une étude de faisabilité technique et financière d'écორénovation propose d'accueillir le futur centre de l'écoconstruction. Le projet est porté par Toulouse Métropole. Un partenariat se dessine entre l'université, le CERCAD, la Caisse des Dépôts, l'ADEME et la Région. L'écორénovation du bâtiment est estimé à environ 2 000 000 € ; elle est en cours de finalisation. Le budget de fonctionnement devra être à l'équilibre. Les bâtiments seraient disponibles à partir de 2018.

Cible 6 : Préserver les ressources naturelles – atténuer les impacts du changement climatique et adapter le territoire

Optimisation du tri sélectif et réduction des déchets traités : la nécessaire prévention

La gestion des déchets est un enjeu clé pour Toulouse Métropole, en termes d'environnement, de santé et d'économie. La réduction des déchets joue également en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et, par les écogestes mis en œuvre par les citoyens, sur les comportements favorables à l'adaptation du territoire.

Par sa politique de gestion durable des déchets, la collectivité s'engage à promouvoir leur réduction à la source et à améliorer la collecte sélective en vue de leur valorisation. C'est l'objectif majeur du Plan local de prévention des déchets (PLPD).

Il s'agit de **réduire de 7 % la production des ordures ménagères et assimilées**, par habitant, en 5 ans. Ce programme de 10 actions s'adresse aux habitants, aux entreprises et à la collectivité elle-même. En 2014, la Métropole a poursuivi le déploiement de son plan d'action, en lançant des actions nouvelles, notamment **la lutte contre le gaspillage alimentaire**.

Emploi et réemploi des produits recyclés

C'est à Toulouse, quartier la Glacière, que Toulouse Métropole a créé une « Ressourcerie », gérée sous conventionnement triennal 2013-2016 avec l'association la Glanerie. **35 emplois d'insertion sont créés sur le site**, plus 10 emplois d'encadrants.

Cet équipement permet d'organiser un cercle vertueux de valorisation des déchets, basé sur des collectes en déchetterie, précisément sur 6 déchetteries de Toulouse Métropole. Ces déchets sont ensuite ramenés dans les locaux de la Glanerie, où des agents « valoristes » les prennent en charge. Une fois réparés et remis au goût du jour, ces objets trouvent ensuite leur place dans le magasin de cette Ressourcerie, située 37 impasse de la Glacière à Toulouse. Toulouse Métropole encourage et accompagne cette démarche de valorisation des déchets et de création d'emploi, notamment par un soutien financier et logistique.

Agriculture durable

- Les espaces cultivés occupent **25 % du territoire métropolitain** et le soutien à l'agriculture métropolitaine s'inscrit dans la définition du projet de développement du territoire métropolitain.

Toulouse Métropole soutient l'activité maraîchère et les circuits de production-vente de produits agricoles locaux. Un travail est en cours sur un projet agricole métropolitain visant à contribuer à l'alimentation des habitants de la métropole, à relocaliser emplois et économie, à contribuer à la qualité environnementale et paysagère du territoire.

A Toulouse, les espaces cultivés se développent sous diverses formes, en termes de politique publique.

- Les jardins partagés : 11 jardins sont aujourd'hui ouverts, soit 20 000 m² et 500 jardiniers environ. Depuis cette année, les jardins partagés sont intégrés dans le programme de renouvellement urbain (quartiers du Grand Projet de Ville). Ces espaces de culture, souvent vivrière, et de lien social, sont : Sept-Deniers, Monlong, Jardins de l'amitié du Tintoret, St Cyprien, Le p'tit paradis de Naudin, Le Verrier, Le jardin des 4 vents de Jolimont. Arènes Romaines, Reynerie, Jardin des Castors (Hers), Ginestous.
Tous s'appuient sur la charte municipale des jardins partagés votée en 2009. Ils sont créés et gérés de manière concertée, ouverts au public et selon des pratiques éco-responsables. Certains sont en secteur d'habitat social et sont accompagnés par le Centre Social, d'autres ont vu le jour dans le centre de la ville.
Un fait nouveau en 2015 : l'intégration des jardins partagés dans le programme de renouvellement urbain

(quartiers du GPV).

- Le soutien de Toulouse Métropole à l'agriculture urbaine biologique, avec l'acquisition de la ferme BordeBio, à Toulouse, quartier des Izards, et l'accompagnement à l'installation de nouveaux exploitants depuis 2012.

Les exploitations maraîchères



- La délibération de prescription du PLUi-H met en avant la nécessité de s'appuyer sur le potentiel économique, social et environnemental de l'agriculture pour développer le territoire métropolitain.

Le bio et les produits locaux dans les cantines

La ville de Toulouse intègre dans les repas distribués aux enfants dans les cantines environ **20 % de produits bio et/ou locaux**. Sa cuisine centrale fournit 33000 repas/jour aux 202 écoles de la ville. Ces repas à la cantine sont ainsi de qualité et constituent un moment de partage et de convivialité.

Cible 7 : Impliquer tous les acteurs du territoire

Small Business Act et dispositif Agil'T

Toulouse Métropole et la Mairie de Toulouse, avec 566 millions d'euros par an d'achats de fournitures, travaux et services, se sont engagées dans une **politique d'achat responsable à faible impact environnemental et à forte valeur ajoutée en matière d'insertion par l'emploi**.

C'est pourquoi, en cohérence avec le Small Business Act et dans le cadre de l'appel à projet « Ecogestes à destination des entreprises », Toulouse Métropole s'est engagée au côté de la CCIT, de la CMA 31 et de SYNETHIC pour accompagner les TPE/PME.

Le dispositif gratuit baptisé **Agil'T** (Agir Local à Toulouse) permet d'accompagner des petites et moyennes entreprises pour les aider à structurer, évaluer et valoriser leur démarche de responsabilité sociétale et leurs engagements. Les démarches renforçant en plus l'intégration du développement durable sont valorisées. L'opération a fait l'objet d'une identité visuelle et d'un plan de communication.

Le conseil aux habitants

L'Espace Info Énergie (EIE) de Toulouse Métropole réalise un travail de conseil auprès des habitants afin de les accompagner dans l'efficacité énergétique de leur logement, par la réalisation de travaux ou l'adoption de comportements économes. En intervenant sur le premier secteur consommateur d'énergie du territoire et en permettant aux habitants de réduire leurs factures d'énergie, l'action de l'EIE répond aux cibles phares du Plan Climat, de la politique de l'habitat et de la politique de la ville. L'intérêt et l'efficacité de l'Espace Info Énergie sont élevés : Toulouse Métropole a été le premier territoire de France deux années consécutives sur le défi FAEP ; sur plus de 4 000 contacts annuels ces dernières années, 2000 donnent lieu à des entretiens individuels, dont 60 % passent à l'acte pour des travaux de rénovation énergétique. Les actions développées avec les copropriétés et les bailleurs sociaux rencontrent un véritable intérêt auprès de ces partenaires.

En plus du siège de l'EIE, qui est à **Toulouse**, des **permanences délocalisées** se déroulent dans toutes les maisons de la citoyenneté de la ville centre.

Dispositif « Mieux vivre chez soi »

Dans le cadre des aides à la personne fournies par la Ville de Toulouse, le soutien auprès de personnes vulnérables porte sur le dispositif municipal « Mieux vivre chez soi », qui apporte une aide à l'amélioration de l'habitat des personnes âgées. **En février 2015, il a été étendu aux personnes en situation de handicap**. Concrètement, avec ce dispositif, la Ville de Toulouse apporte son **soutien financier**, avec plusieurs autres acteurs institutionnels publics, pour les demandes d'aides à la réalisation des travaux d'aménagements spécifiques et d'adaptations ergonomiques, qui rendent le logement accessible et adapté aux besoins de chacun. C'est une action qui fait partie du **volet social des politiques d'adaptation**. En 2015, plus de 100 dossiers ont été finalisés, engendrant des travaux allant de 2 000 à 50 000 euros, selon les cas, avec une participation de la Ville pouvant aller de 500 à 11 000 euros (5 000 euros en moyenne).

L'opération Gourmet bag

Le « Gourmet bag », c'est le « Doggy bag » à la française ! Dans les pays anglo-saxons, lors de repas pris au restaurant, si l'assiette n'est pas terminée, le consommateur peut emporter ses restes de repas, dans un contenant prévu à cet effet fourni par le restaurateur : le « Doggy bag ». Ce concept est désormais testé en France et le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt l'a renommé « Gourmet bag ».

Un panel de **huit restaurants** de l'agglomération toulousaine est impliqué dans l'opération « Gourmet bag ». Après une phase de test, une analyse sera réalisée par un laboratoire d'études, en vue de développer une stratégie qui permettra d'étendre et de généraliser la pratique du « Gourmet bag ».

L'implication des associations d'Éducation à l'environnement et au développement durable

Le Plan Climat Énergie territorial (PCET) de la Toulouse Métropole vise notamment à « impliquer tous les acteurs et mobiliser tous les moyens d'action nécessaires », pour atteindre de façon optimale les objectifs retenus. Une action phare de cette cible consiste à « renforcer et réaliser un programme d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) sur Toulouse Métropole », en mobilisant les partenaires associations et les crédits de subventions disponibles. Pour 2015, Toulouse Métropole a acté le versement de subventions à **10 associations d'EEDD** porteuses de 11 actions.

L'intégration du développement durable dans les autres politiques publiques

Toutes les politiques publiques de la collectivité ont vocation à être partie active du développement durable impulsé par Toulouse Métropole. Le rapport 2015 présente des exemples parmi les plus nouveaux et les plus significatifs.

L'opération générale « Cœur de quartier »

Le but de l'opération "Cœurs de quartiers", qui se déploie entièrement à Toulouse est:

- d'une part, de revitaliser l'activité commerciale et artisanale de proximité notamment par la diversification de l'offre commerciale ;
- d'autre part, de redynamiser la vie locale.

Un projet Cœur de quartier se traduit par un plan d'actions pouvant concerner plusieurs volets: l'aménagement, le stationnement, le paysage urbain, la commercialité, les services urbains, la sécurité publique, ...

Les 33 cœurs de quartiers retenus par le Maire de Toulouse pour être réalisés sous ce mandat sont tous situés sur la commune de Toulouse. Mais cette opération relève à la fois de la compétence municipale de par sa finalité qui est de revitaliser l'activité commerciale et artisanale, mais aussi de la compétence communautaire s'agissant des travaux d'aménagement de l'espace public.

Selon les cas, différents aspects du développement durable sont intégrés. Par exemple, la place des Pradettes devrait bientôt connaître un nouveau visage, plus convivial et plus sécurisé. La **convivialité**, élément souvent oublié du développement durable, sera donc ici un point fort.

La prise en compte des îlots de chaleur urbains (ICU)

Pour atteindre les objectifs stratégiques du Plan Climat, il est nécessaire d'intégrer les enjeux énergie/climat dans le principal document de planification urbaine de la collectivité, le futur PLUi-H. Ils portent notamment sur la recherche de performance énergétique, de confort climatique urbain et de développement structuré des énergies renouvelables et de récupération.

En 2015, un travail a été réalisé pour identifier les leviers permettant d'intégrer les enjeux énergie/climat du territoire dans ce futur PLUi-H. Cette démarche est menée par la Métropole, avec l'appui de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine (AUAT).

Parallèlement, pour produire des constats opérationnels et des livrables réalistes, un partenariat avec l'Université permettra de caractériser localement ce phénomène et proposer des mesures adaptées dans la perspective du PLUi-H.

Le Canal et les voies d'eau : moyen de transport écologique et espace nautique et ludique

Avec ses composantes patrimoniales et culturelles, naturelles et environnementales, économiques et sociales, le Canal du midi est une voie d'eau qui s'inscrit complètement dans le développement durable du territoire métropolitain lorsqu'elle le traverse. La Ville de Toulouse organise de nombreux événements et animations pour le promouvoir, tels que Canal en fête.

La santé publique

La bonne santé des populations de la métropole fait indéniablement partie des actions d'« épanouissement humain » prôné par le développement durable.

- Toulouse Métropole souhaite mettre en exergue les **questions alimentaires** dans tous les quartiers et communes de la Métropole. A Toulouse, dans cet objectif, la Semaine du développement durable, l'aménagement des espaces de vie en espaces de convivialité (repas et fêtes de quartier, par exemple), les animations associatives constituent un atout indirect pour développer la culture alimentaire, la sensibilisation aux questions environnementales, à la biodiversité et à la gestion des déchets via le compostage. Un jardin partagé peut servir d'appui pour éduquer et responsabiliser les habitants.
- **La gestion des risques environnementaux** est l'un des piliers majeurs de la politique de santé publique de la Métropole. Selon leur nature et leur importance, les phénomènes de pollution, nuisance ou risque impactent différemment les populations et/ou les territoires.
 - a) **La lutte contre les nuisances sonores** : une nouvelle cartographie du bruit révisé la cartographie précédente en y ajoutant les 12 nouvelles communes. Elle est attendue à la fin de l'année 2015.
 - b) **Améliorer la qualité de l'air** : l'ORAMIP (Observatoire de l'Air en Midi Pyrénées) a la charge de la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région. Toulouse Métropole, qui contribue à son financement, dispose grâce à cet observatoire de toutes les données en matière de pollution de l'air, notamment le nombre de personnes exposées à des dépassements de seuil pour chaque polluant.
 - c) **Réhabiliter les sols pollués en fonction des usages attendus** : Toulouse Métropole est une des premières agglomérations à réaliser un inventaire historique urbain, exhaustif sur l'ensemble de son territoire, dans le cadre d'un investissement modeste. Il s'agit d'un système géographique qui répertorie, à l'échelle du cadastre, tout établissement actuel ou historique dont l'activité aurait pu avoir un impact sur les sols et/ou les eaux souterraines. La cinquième et dernière phase de couverture du territoire sera achevée en 2016.
 - d) **La prévention des inondations** : au 1^{er} janvier 2016, la Métropole sera compétente en matière de prévention des inondations. La Ville de Toulouse dispose à elle seule d'un patrimoine important qui est directement concerné : les digues, les parties urbaines des cours d'eau tels que l'Hers. C'est l'ensemble des moyens permettant de limiter les risques inondation qui serviront à élaborer un plan d'actions prioritaires.

On rappelle que la police des risques environnementaux est du ressort du maire, ici donc de la Ville de Toulouse.

Les actions sociétales et culturelles

La culture est partie intégrante de l'identité toulousaine et de l'attractivité de Toulouse. Ce domaine est souvent intégré au pilier sociétal et à la finalité « épanouissement humain » du développement durable. Parmi les grandes orientations culturelles figure depuis 2015 la thématique du **patrimoine**. Dans le cadre de l'appel à projets pour le **Passeport pour l'art** (parcours culturels gratuits pour les enfants), le dispositif est généralisé et intègre des sites du développement durable municipal, partie aujourd'hui très prisée par les écoles, les enseignants et les enfants. Le festival musical **Rio Loco est** devenu l'archétype du positionnement du développement durable au cœur des événements de la Ville et de la Métropole de Toulouse.

Cohésion sociale et solidarité

Dans ces domaines, Toulouse Métropole agit pour mettre en commun des intelligences, et à travers un travail de partenariat associant étroitement les habitants, les associations et les collectivités, elle contribue à l'avènement d'une **métropole solidaire et durable**. Cette compétence se développe en actions préventives : soutien à l'emploi pour les personnes exclues du monde du travail au travers du **Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE)**, prévention de la délinquance et des conduites à risques, ainsi que des ruptures avec les liens familiaux, **soutien à l'économie sociale et solidaire (ESS)**.

L'ESS, c'est un ensemble d'entreprises, coopératives, associations et mutuelles, autant de structures qui de par leurs démarches, permettent de concilier des problématiques d'intérêt collectif à des activités économiques, tout en restant fidèle aux **notions de démocratie et de développement durable**.

La démarche Smart City

Toulouse Métropole a lancé la démarche "Smart City" en associant les habitants pour bâtir ce nouveau **modèle de ville intelligente**. La collectivité organise une consultation en ligne et des ateliers d'échange, à destination des acteurs locaux.

La ville intelligente, c'est une **ville moderne, plus facile à vivre, plus collaborative et moins chère**. Une ville qui prend le parti des technologies les plus performantes, de la libéralisation des données à grande échelle, pour faciliter la vie des citoyens et rendre l'action publique plus efficace.

Elle concerne tous les domaines du quotidien et toutes les compétences de la collectivité. Toulouse Métropole travaille en particulier sur quatre thèmes : la mobilité, l'énergie, l'autonomie (personnes fragilisées) et les e-services (tourisme, culture...).

La politique de la ville en faveur des quartiers sensibles

A Toulouse principalement, mais aussi à Blagnac, Colomiers et Cugnaux, une quinzaine de quartiers de l'agglomération accueillent beaucoup de ménages à faibles revenus. Le pilier du contrat de ville « cohésion sociale » y est manifestement très fort.

De plus, à travers des actions sur les sports, loisirs, culture et vie de quartier, santé et préventions, et sur l'accès aux droits et aux services, la finalité sur l'« épanouissement individuel et collectif » du développement durable est très présente.

Ainsi, trois des cinq orientations stratégiques du contrat de ville de Toulouse Métropole 2015-2020 sont particulièrement porteuses d'éléments de « durabilité » :

1°) *Réduire significativement les principaux écarts de situation et de développement constatés entre les quartiers prioritaires et la métropole*

2°) *Rééquilibrer l'offre de logement entre les quartiers prioritaires et le reste de la métropole*

3°) *Restaurer la « convivença » toulousaine, en ciblant les relations au sein des quartiers prioritaires et entre ces quartiers pour travailler sur la mise en valeur des territoires et de leurs habitants,*

Tous ces projets d'« excellence environnementale » dans les quartiers sensibles visent à fournir un « **outillage** » fortement complémentaire et articulé aux orientations stratégiques de la politique métropolitaine de la ville durable.

L'exemplarité de l'administration

Le Plan Climat comporte un programme « administration exemplaire », qui est en soi l'une de ses actions phares. Ce programme développe 44 actions destinées à l'administration elle-même. Les actions indiquées ci-après illustrent son avancement significatif.

La maîtrise des dépenses énergétiques des bâtiments du patrimoine

Une synthèse vient d'être effectuée en 2015 sur tous les audits énergétiques réalisés ces dernières années, portant :

- pour la Ville de Toulouse, sur les bâtiments de plus de 400 m², sur toutes les piscines et sur 4 grands sites de travail des personnels ; ce qui correspond à 60 % de la consommation.
- pour Toulouse Métropole, sur 7 bâtiments totalisant une surface de 10 500 m².

Cette synthèse a permis de :

- réaliser un état des lieux du bâti (surtout isolation thermique et menuiseries) et des équipements techniques (chaufferies) ;
- déterminer le profil de consommation de la collectivité et les travaux à réaliser chaque année jusqu'en 2020, en fonction du budget voté.

Les cibles des travaux prioritaires sur lesquels la collectivité doit porter ses efforts budgétaires sont ainsi déterminés, constituant la **stratégie énergétique** de la collectivité. Le plan d'action porte ainsi pour 2016-2020 sur :

- 12 millions € pour les chaufferies,
- 7,5 millions € pour l'isolation par l'intérieur des murs,
- 13,8 millions € pour la rénovation des appareils électriques,

soit un objectif de 11,5 % d'économies sur cette période.

Les campagnes de sensibilisation aux économies d'énergie, le « **challenge énergie** », événement majeur en 2014-2015, a démarré sur plusieurs sites de travail des agents de la collectivité.

L'ambassadeur énergie affecté à chaque site place des affiches (cf. ci-contre) dans des endroits adaptés (lieux de passage, salles de réunion, secrétariats, ..) pour rappeler les bonnes pratiques.

A la suite d'une campagne ciblée, il s'agit de pérenniser les améliorations constatées.



Plan de mobilité des employés (PME)

La loi du 1er juillet 2010 dispose que les entreprises et administrations, quelle que soit leur taille, ont l'obligation de mettre en place un plan de mobilité valorisant les modes de transports alternatifs à la voiture. La Mairie de Toulouse et la Communauté urbaine participent financièrement aux diverses formules d'abonnements souscrites par les agents pour les trajets domicile-travail. En adoptant une ou plusieurs de ces formules, les agents vont largement s'y retrouver financièrement. En effet, la collectivité rembourse 50% des abonnements annuels ou mensuels souscrits auprès de Tisséo, du réseau Arc en ciel et de la SNCF. Et la prise en charge est effective sur la totalité du déplacement, tous modes confondus, dans la limite de 77,96 euros par mois. La prise en charge de VélÔToulouse atteint même 100 % si l'employé s'engage à ne pas utiliser son véhicule pour les trajets domicile-travail.

De plus, la collectivité prend en charge l'abonnement au service de covoiturage pour l'ensemble de son personnel. Il en est de même pour les frais d'adhésion (50€) et l'abonnement mensuel (10€) au service d'autopartage. Il ne reste donc à la charge de l'abonné que le coût généré par l'utilisation de la voiture.

Alimentation de proximité et restauration scolaire

En matière de cantine scolaire, la Ville de Toulouse privilégie les produits locaux, labellisés, et/ou bio. Elle tente de développer, et donc impulser sur le territoire, les circuits courts.

La **Régie agricole de Toulouse** produit lentilles et jus de raisin pour la Cuisine Centrale, avec un projet de verger pour produire pommes et poires toujours pour cette même Cuisine. Toute la production de la Régie est bio.

Le Plan local de prévention des déchets (PLPD) interne

Depuis 2012, Toulouse métropole son PLPD, programme qui doit permettre de réduire de 7 % la production des ordures ménagères et assimilées dans le territoire. Il comporte un volet interne, destiné à prévenir les déchets des activités des collectivités Ville de Toulouse et Toulouse Métropole.

Le PLPD interne relève d'un programme d'action qui porte sur :

- la réduction des déchets dangereux,
- la consommation raisonnée de papier : avec plus de 33kg/an/agent, soit l'équivalent de 13 ramettes, le papier représente les ¾ des déchets de bureau ;
- l'intégration de la réduction des déchets dans tous les marchés publics concernés (cf. commande publique responsable ci-dessous) ;
- la réduction des gaspillages, avec la volonté de réduire tous les produits jetables.

Commande publique et événements écoresponsables

- **Les achats durables** : la politique générale des achats de Toulouse Métropole vise à « conjuguer nos efforts pour tout acheter mieux ».

Avec plus de 560 millions d'achats par an, la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole constituent l'un des tous premiers pôle local d'acheteurs dans le territoire. Levier économique, la commande publique est ainsi, également, un levier pour l'emploi local. Environ le tiers des marchés publics comportent aujourd'hui des clauses de développement durable, selon les produits ou prestations acquis.

Une large gamme d'actions vise ainsi à favoriser l'accès des PME à la commande publique.

- **Les événements écoresponsables**

Développer les événements écoresponsables de la collectivité, en utilisant la **charte des événements écoresponsables**, est l'une des actions phares du Plan Climat. Pour la vision développement durable de l'événement, il s'agit à la fois :

- d'utiliser les événements comme vitrine de l'engagement de la collectivité dans la « durabilité » ;
- de produire des événements à faible impact environnemental et à forte valeur ajoutée sociale

En 2015, plus d'une douzaine d'événements ont été accompagnés pour garantir l'application de leurs engagements dans le domaine de l'écoresponsabilité : Canal en fête, Toulouse Plage, Rio loco, Semaine européenne du développement durable, Semaine européen de de réduction des déchets, Semaine de la mobilité, Défi famille énergie positive, marché de Noël, Sport et santé, Marathon.

En 2016, pour l'**Euro 2016**, il s'agit de faire en sorte que la manifestation tende vers le respect de la charte des événements responsables de la Ville et de la Métropole. La « durabilité » de l'événement est recherchée par l'UEFA et le ministère français chargé des sports.

Les systèmes d'information et de communication

La collectivité poursuit ses efforts en matière de **dématérialisation**, et plus largement de ce que l'on pourrait appeler l'« éco-informatique » de l'administration.

L'élargissement continu de l'open data ou de la « libéralisation » des données nécessite une investigation permanente sur ce qui peut être ouvert au public. C'est nécessairement un travail précis, « de fourmi », mais qui porte ses fruits car aujourd'hui Toulouse Métropole est l'une des collectivités françaises qui a mis le plus de données en ligne !

De leur côté, les systèmes de communication vers le grand public utilisent largement les **outils numériques** (dématérialisation) et les **réseaux sociaux**.

La compensation des émission de gaz à effet de serre par la collectivité

La double collectivité Toulouse Métropole et Ville de Toulouse émet dans son fonctionnement quotidien des gaz à effet de serre, à travers les déplacements et présences des agents, des élus, des visiteurs. Au total, ces émissions sont évaluées à **62 000 tonnes eq. CO2** par an.

Malgré des efforts importants, notamment dans le cadre du programme « administration exemplaire », les réductions des émissions de GES ne seront pas suffisantes pour atteindre l'objectif du Plan Climat : moins 20 % en 2020. Comme d'autres acteurs économiques du territoire, la collectivité souhaite compenser une partie de ses propres émissions en soutenant des projets vertueux sur son périmètre d'action en termes de réduction des émissions de GES.

L'action 83 du Plan Climat prévoit ainsi la création d'un **fonds de compensation territorial volontaire**. La finalité de ce fonds est triple :

- encourager les initiatives économiques locales, privées et publiques, pour créer et entretenir une dynamique territoriale vertueuse et démultipliable, pour inscrire le territoire métropolitain dans la transition énergétique et écologique ;
- financer des projets générant des bénéfices en matière de lutte contre le changement climatique et d'impacts environnementaux, sociaux et économiques favorables pour le territoire ;
- être complémentaire à l'action de la Région, qui vise essentiellement à porter la compensation sur des plantations végétales dans le territoire régional.

Ce fonds dénommé "**innovations et solidarités climat**" a permis d'attribuer des financements à des projets clairement définis en fonction de trois critères d'intervention :

- sobriété : éco-gestes, comportements économes, économie de matière première et de ressources naturelles ;
- efficacité énergétique : réhabilitation énergétique, équipements de chauffage, véhicules performants...;
- énergies renouvelables: production, consommation.

Les années 2014 et 2015 ont été considérées comme expérimentales et les décisions de soutien adoptées en Conseil de la Métropole.

Les perspectives

La révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie territorial

Le Plan Climat Énergie Territorial (PCET) 2012-2020 de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole, adopté à l'unanimité en avril 2012 par le Conseil municipal, doit obligatoirement être révisé pour répondre à deux actes législatifs et réglementaires :

- réviser le bilan carbone patrimoine et services : *Décret n°2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat-énergie territorial*
- adopter un Plan Climat Air Énergie Territorial avant le 31 décembre 2016 – *Loi de transition énergétique pour la croissance verte*.

La révision sera engagée autour de 3 axes contribuant au projet politique de la Métropole :

- la préservation de la qualité de l'air ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la transition énergétique pour la croissance verte.

Un **profil climatique** a été réalisé par Météo France afin de caractériser le changement climatique sur le territoire. Fin 2015, une étude prospective permettra de disposer d'un **portrait de l'impact du changement climatique sur notre territoire aux horizons 2015-2050**.

Toulouse Métropole s'est engagée dans un prédiagnostic pour l'obtention du label Cit'ergie porté par l'ADEME. Un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) interne doit être réalisé pour analyser les consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre du patrimoine et des services de Toulouse Métropole.

Une dynamique participative doit être impulsée en interne et sur le territoire.

- En interne

Le Plan Climat est une démarche transversale qui implique l'ensemble des services. Un processus adéquat sera donc mis en place.

- Sur le territoire

Un « **Forum Citoyen pour le Climat** » présente le 20 novembre 2015 le bilan et les perspectives du PCET et les modalités de la révision du Plan Climat en PCAET.

Suite à ce lancement, des modalités de concertation précises seront définies. En effet, les acteurs et citoyens seront mobilisés. C'est en effet la somme des actions de tous, issues de la sphère professionnelle ou privée, qui permettra d'atteindre les objectifs territoriaux.

Gouvernance et communication

Comité de pilotage, comité de suivi avec l'élue pilote, et comité technique seront mis en place et réunis selon une périodicité appropriée.

Un groupe de travail communication élaborera une stratégie de communication dès le lancement de la révision pour accompagner celle-ci puis le PCAET sur toute sa durée.

Adapter le territoire au changement climatique sur 2014-2030

Le Plan Climat actuel comporte déjà des mesures relatives à l'adaptation du territoire face à ses vulnérabilités dues au changement climatique. Depuis son adoption, de nouvelles actions sont venues compléter le programme en cours.

Mais il apparaît nécessaire de construire un véritable plan d'adaptation, fondé sur une prospective débattue et validée.

Enjeux et objectifs

Selon les modèles climatiques, le **sud-ouest serait la région qui connaîtrait le plus fort réchauffement en France** : +3°C en cas de réchauffement planétaire de 2°C en 2100. Le climat de Toulouse se rapprocherait de celui du sud de

l'Espagne actuellement sans en avoir les caractéristiques d' « adaptation », naturelles, urbaines et humaines.

Le projet Plan local d'Adaptation au Changement climatique (PLACC), action phare du PCET, vise à :

- identifier précisément les impacts sur le territoire du changement climatique ;
- réduire les vulnérabilités des populations, des activités économiques et des ressources naturelles face à ces impacts ;
- favoriser la résilience du territoire.

Approche méthodologique

Les impacts du changement climatique se traduisent pour le territoire à la fois en **menaces** (raréfaction des ressources, difficultés d'approvisionnement du territoire en énergie, conséquences sanitaires, etc.) mais aussi en **opportunités** : développement de nouvelles filières économiques, diversification du mix énergétique, etc.

Les enjeux et les leviers d'action pour la collectivité seront donc traduits sous cet angle et définis selon une approche croisant les vulnérabilités et les types d'intervention de la collectivité.

Dans ce cadre, une démarche a été engagée, avec notamment en septembre 2014, la signature de l'initiative Mayors Adapt et en novembre la signature d'une convention avec Météo France portant sur l'accompagnement de la réalisation du plan local d'adaptation : analyse du climat passé et projections climatiques, définition d'indicateurs pertinents.

En outre, au 1er janvier 2016, la Métropole sera compétente en matière de **gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations**. Plus généralement, la problématique de la ressource en eau devra abordée dans toutes ses composantes.

Mettre en œuvre la convention « TEPCV »

Lauréat de l'appel à projet « Territoire à énergie positive pour la croissance verte » (TEPcv), Toulouse Métropole a signé avec le ministère du Développement durable, le 22 juillet dernier, une convention-cadre présentant un programme d'actions éligibles.

Celui-ci doit se finaliser à travers une convention particulière d'appui financier. Des ajustements sur la convention-cadre ont permis d'aboutir à programme d'actions éligibles à un financement à 80 %.

Intégrer le programme d'actions « Villes respirables »

Toulouse Métropole est lauréate, parmi 20 autres collectivités françaises, de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans ». Les démarches dans le cadre de ce projet portent sur les secteurs du transport et de la mobilité, de l'agriculture et du logement, afin de contribuer à une amélioration de la qualité de l'air.

Pendant cinq ans, Toulouse Métropole bénéficiera d'un appui financier et méthodologique de la part des services de l'État et de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie).

Réviser, nourrir et intégrer les documents d'urbanisme et réglementaires

Le PLUiH

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLUi-H de TM devront tenir compte des spécificités du territoire métropolitain, avec le développement durable comme fil conducteur. Parallèlement, le SCOT de la grande agglomération toulousaine est mis en révision.

La révision du PDU

La population de Toulouse Métropole est en progression constante (10 000 supplémentaires chaque année) et les déplacements ne cessent d'augmenter. Cette augmentation entraîne mécaniquement une hausse tendancielle d'environ 3 % des émissions de gaz à effet de serre.

L'actuel Plan de Déplacements Urbains de l'agglomération toulousaine a été adopté en juin 2001. Avec un coût d'investissement global de l'ordre de 2 407 M € (Millions d'Euros), dont 1 495 M € pour les transports en commun et plus de 911 M € pour le volet routier, le PDU approuvé apparaît comme très ambitieux.

En mai 2015, le SMTC (syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine) a délibéré pour engager l'élaboration du « Projet Mobilités 2020-2025-2030 », élaboration valant révision du PDU en cours. Cette délibération définit les modalités de la concertation publique qui sera mise en œuvre.

Une nouvelle cartographie du bruit

Une cartographie du bruit renouvelée concernant le territoire de Toulouse Métropole doit être réalisée prochainement. Dès son approbation, l'élaboration du **Plan de Prévention au Bruit dans l'Environnement** (PPBE) sera entreprise.

Conclusion

Les **cibles stratégiques** du Plan Climat couvrent ensemble une large part des 5 finalités du développement durable*. Sur la période novembre 2014-novembre 2015, des avancées significatives ont été enregistrées vers la réalisation des objectifs stratégiques. On note notamment :

- des points forts

- Une **démarche globale et transversale** de développement durable, avec un panel d'actions et une mise en cohérence avec les documents de planification en cours ;
- Plus de 80 % des actions engagées ; au sein des services de la collectivité, 30 directions impliquées ;
- Grâce aux actions impulsées par le Plan Climat, Toulouse Métropole est lauréate de l'appel à projets national « Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte » ;
- La trajectoire de diminution des émissions de gaz à effet de serre semble engagée ; avec le processus de révision en 2016, les observations restent à consolider avec des données plus récentes.

- des axes d'amélioration

- Conforter la mobilisation indispensable de tous les acteurs (élus, administration, société civile) pour atteindre les objectifs à l'échelle du territoire ;
- Affirmer au plus haut niveau l'engagement de la collectivité et la nécessaire implication des services ;
- Consolider une véritable stratégie de sensibilisation et de communication, pour rendre lisible aux yeux des citoyens les enjeux du PCET, les actions mise en œuvre, et leurs résultats ;
- Engager une révision avec un nombre d'actions concentré, des objectifs chiffrés et un budget dédié ;
- Renforcer le plan d'actions sur les thématiques : qualité de l'air, transition énergétique pour la croissance verte et adaptation au changement climatique.

* Cf. rapport détaillé : la lutte contre le changement climatique ; la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ; la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ; l'épanouissement de tous les êtres humains ; une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

Tableau de bord – le Plan Climat en chiffres

	Indicateurs	Données	Evolution : favorable (F) / stable (S) / difficile (D)
Population	TM Ville de Toulouse Emploi total	727 000 habitants (2011 ; INSEE 2014) 447 000 habitants (idem) 460 000 emplois 96 000 étudiants	Augmentation annuelle du <u>solde net</u> : + 7000 hab/an
Superficie	Total TM <i>Dont espaces agricoles</i>	45 880 ha <i>25 % superficie du territoire</i>	<i>S : réduction annuelle maîtrisée</i>
Climat (Émissions GES et consommations d'énergie)	Objectifs sur 2005-2020 : - réduction de 20 % les émissions GES - augmenter de 20 % l'efficacité énergétique – consommations en énergies fossiles	3,4 millions teqCO ₂ /an – selon la méthode ADEME	S à déterminer avec la révision du PCET
	Élévation moyenne des températures 1945-2007	+1,3 °C	Pas de données récentes
Énergie	Consommation totale du territoire (énergie finale)	1,4 million tep / an	F : en baisse probable Pas de données récentes ; nouvelle évaluation à venir dans le cadre de la révision du PCET
	Production d'EnRR	Objectif : passer de 4 à 8 % hors transports	F : en légère hausse (l'importance relative du stock de <u>consommation</u> en fossiles ne permet pas une hausse significative en part de renouvelables malgré les actions des collectivités et des habitants ; l'extension des RCU sera finalisée en 2020, représentant 1 % de la consommation en 2012).
	Hydroélectricité	Objectif : porter de 10 à 15 %	F : objectif atteint : l'usine de La Cavaletade augmente d'1/3 la production totale
	Réduire de 20 % la consommation énergétique des bâtiments communaux et communautaires		Un logiciel de gestion énergétique permettra de mesurer précisément ces objectifs. Programme de réhabilitation du patrimoine sur 10 ans.
Mobilités	Objectif : 23 % de part modale transport en commun (TC)	9 % en 2004 13 % en 2013	TC : Favorable. Baisse d'environ 68 000 teqCO ₂ /an sur 2004-2013 en moyenne

	10 % pour le vélo (PDU)		Vélo : chiffrage à vérifier
	Voyages validés sur le réseau TC	169 millions en 2013 + 5,5 % 2013/2012 + 33 % sur 5 ans	F : Augmentation de la fréquentation globale
	Vélo	531 km réseau cyclable aménagés en 2014 / 487 km en 2011	F : accroissement net de la longueur du réseau et améliorations qualitatives
	Vélo Toulouse	2014 : 4,3 millions locations 2013 : 3,5 millions locations 2012 : 3,1 millions	F : hausse tendancielle très nette
	Total Plan vélo	Réduction moyenne totale des émissions GES : 110 000 teqCO2/an	F : baisse moyenne de 3 % des émissions GES/an
	Stations de charge de véhicules électriques	7 bornes	Démarrage de l'action
Rénovation énergétique	Logement social	1138 logements (2013) 1 400 teqCO2 évité	F – la rénovation sociale et privée tend à réduire la part du parc thermiquement non adapté
	Logement privé (copropriétés fragiles*) *indicateur combinant revenus des occupants, situation géographique, âge des immeubles,...	479 logements (2012-2013) 430 teq CO2 évités	F – la rénovation sociale et privée tend à réduire la part du parc thermiquement non adapté
	Prévention de la précarité énergétique - Espace Info Énergie	4000 personnes (p) sensibilisées/an 2000 p/an en entretien individuel, dont 60 % de passage à l'acte (1200 p/an)	F : en hausse depuis 2013 (3ème conseiller de l'EIE depuis 2013)
	Défi Familles à énergie positive	550 familles participantes sur 2 éditions Économie moyenne par édition : 600 000 kWh/an 110 teqCO2/an 17 % sur facture énergétique 300 euros/famille/an	Prochaine édition : 2016-2017 F : objectif inscrit au PCET largement atteint : 500 familles sur 2012-2020
	Total lutte contre la précarité énergétique et conseil aux habitants métropolitains	Environ 1 million d'euros économisé chaque année par les résidents concernés	S : une étude pour préciser les données sur la précarité énergétique sera lancée en 2016
Aménagement, urbanisme	Nombre d'écoquartiers Nb EcoQuartiers labellisés	9 en phase opérationnelle 2 en 2015	F : progression annuelle des réalisations dans les écoquartiers
	Superficie totale TM en aménagement durable effectif	5,7 %	2015 : première année d'estimation précise de la donnée
Environnement	Consommation d'eau	Toulouse :	F : diminution régulière depuis

		28,8 M m3 en 2012 26,4 M m3 en 2014 Toulouse Métropole : 44,0 M m3 en 2012 41,3 M m3 en 2014	2012
	Qualité de l'air : % nombre de jours d'indice bon à très bon :	66 % en 2012 (65 % en 2011)	F : Amélioration sensible du dioxyde d'azote en proximité trafic liée à la piétonisation de la rue Pargaminières
Déchets	Réduction du tonnage produit	- 0,6 % depuis 2011	S : stabilité globale à rapporter à la croissance démographique nette (cf. ci dessus)
	Sensibilisation au tri sélectif	16 000 personnes en 2014 5413 composteurs distribués pour les maisons individuelles 50 immeubles équipés de composteurs collectifs 235 bornes textiles installées	F : indicateurs en augmentation continue
Produits locaux et bio dans les cantines de Toulouse	% en moyenne annuelle	20 %	F : objectif inscrit au PCET largement atteint : 20 %
Développement des éco-matériaux et de l'écoconstruction	Part des écomatériaux intégrés dans la rénovation des bâtiments publics TM et VT	Non déterminé	En voie de progrès, actions lancées : critères de performance dans les marchés publics en 2015 et projet de centre de l'éco-construction pour la montée en compétence du secteur en cours pour une finalisation en 2017
Économie	Répartition sectorielle des émissions : - Résidentiel (construction et utilisation) - Industrie - Tertiaire - Transports voyageurs - Transports marchandises - Agriculture	22 % des émissions de GES 17 % des émissions de GES 13 % des émissions de GES 27 % des émissions de GES 19 % des émissions de GES 0,5 % des émissions de GES	S : répartition en % globalement peu évolutive
	Plans de déplacements d'entreprises ou inter-entreprises (PDE/PDIE) et d'administration (PDA)	135 démarches engagées depuis 2012 1440 teq CO2/an	F, à confirmer avec la révision du PCET
	Dispositif Agil'T	40 entreprises engagées en 2015 (RSE) 6 entreprises récompensées en 2015 (performance DD)	2015 : première année du dispositif Dépense totale de 30 000 euros pour les récompenses, intégrant la « compensation » estimée des émissions de l'administration en 2014
	Emplois dans les filières vertes, dont l'écorénovation	Estimation 2012 : entre 320 et 400 emplois par an sur le bassin d'emploi toulousain, à partir de 2015	F : à partir de la montée en régime de plusieurs dispositifs ; à confirmer avec la révision du PCET

Administration exemplaire	Émissions de GES (Patrimoine et Services au sens strict)	62 400 teqCO ₂ , dont : 31 % bâtiments 38 % services pub. 13 % déplacements	A déterminer avec la révision du PCET
	Consommation en GWh en 2012 - Électricité - Gaz - Réseau de chaleur	10,1 3,8 1,2	
	Émissions GES des bâtiments :	31 % des émissions des collectivités	Donnée structurelle sur TM+Toulouse +9 communes
	Audits énergétiques du parc public des communes membres	360 bâtiments / 300 000 m ²	
Mobilisation des associations	Total subventions versées EEDD et divers PCET	<u>TM</u> 2012 : 106 000 euros 2013 : 133 720 2014 : 204 850 2015 : 154 500 <u>VT</u> 2012 : 128 795 2013 : 110 491 2014 : 69 900* 2015 : 57 000*	Indicateur de dépenses insuffisant. Autres indicateurs à établir avec la révision du PCET * Chiffres 2014 et 2015 non comparables avec les années précédentes ni entre eux : plusieurs actions n'étant plus imputées sur les lignes subventions mais autres.

RAPPORT DETAILLE

Compléments sur les actions présentées

Le développement durable est habituellement représenté par trois sphères qui se recouvrent partiellement : celle du développement économique, celle du domaine social/sociétal, celle de la protection et la valorisation de l'environnement.

Mais il n'est pas la somme de ces trois sphères, il correspond à leur intersection simultanée.

Il s'inscrit dans une vision d'allocation optimale des ressources et de réponse aux besoins des citoyens à long terme et de façon continue : selon la définition donnée dans le rapport Brundtland de 1987, *le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins*.

C'est donc un mode de développement qui peut se perpétuer parce qu'il ne détruit pas les ressources écologiques et qu'il favorise la préservation des structures et systèmes sociaux permettant le progrès à la fois individuel et des groupes humains.

Toutefois, ramené à l'échelle d'un territoire localisé, cette notion de développement court le risque d'être à la fois trop abstraite et insuffisante. C'est pourquoi, en France, l'habitude a été prise de caractériser le développement durable territorial en cumulant plus précisément **5 finalités** et **5 démarches** méthodologiques.

1/ les 5 finalités

1. la lutte contre le changement climatique ;
2. la préservation de la biodiversité, la protection des milieux et des ressources ;
3. la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
4. l'épanouissement de tous les êtres humains ;
5. une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

L'ensemble de ces finalités renvoient à la nécessaire « responsabilité » du territoire vis-à-vis de lui-même, des autres territoires et des autres êtres vivants, dont il dépend ou auquel il est indissolublement lié.

2/ les 5 éléments de méthode

Un autre ensemble caractérisant le développement durable porte sur les éléments de méthode : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue. Ici également, ces méthodes sont conditionnelles, c'est-à-dire que si elles ne sont pas appliquées, le projet dans son ensemble voire l'action particulière ne peut être constitutive de développement durable.

1. Un fait nouveau majeur : la transversalité de la gouvernance

Dans la recherche d'un développement durable, il ne s'agit plus seulement de penser "global" et agir "local", mais aussi penser et agir « **transversal** », en mutualisant, et être en capacité d'évaluer, participer et concerter. Les collectivités locales ont un rôle tout particulier à jouer pour impulser le mouvement autour d'elles, de le coordonner autour d'objectifs communs et de le réguler si nécessaire. Mais la mobilisation collective est indispensable et doit aller au-delà de la simple contestation ou approbation.

De ce point de vue, la période 2014-2015 est marquée par un fait majeur au sein de Toulouse Métropole : la consolidation de la gouvernance politique et technique de l'action générale et des projets de développement durable.

1.1. Une gouvernance politique transversale du développement durable

- Au niveau de la gouvernance de la Métropole

La Commission Environnement Développement durable Énergies (EDDE)

Depuis sa prise de fonction en avril 2014, la nouvelle gouvernance de Toulouse Métropole a créé une Commission thématique dédiée au développement durable, parmi les 15 commissions créées, intitulée « Environnement,



Développement durable, Energies ».

Cette instance est chargée de donner des avis sur les projets de délibérations soumis au Conseil de Métropole relevant des thèmes qu'elle porte. Elle permet aussi de présenter à l'attention de ses membres des sujets et informations non soumis à délibération.

Présidée par Mme Elisabeth Toutut-Picard, elle a pour vice-présidents Mme Martine Susset et MM. Jacques Diffis et François Lépineux.

Depuis décembre 2014, la Commission a travaillé sur les délibérations suivantes :

La grande majorité des actions portées par cette Commission ont concerné la Ville de Toulouse.

Le Club 21 métropolitain, une démarche innovante et transversale

La Commission EDDE a créé en septembre 2014 une instance dénommée « Club 21 » visant à s'appuyer sur ladite commission mais en travaillant sur les projets et réalisations des communes pour proposer, éventuellement, des orientations ou actions métropolitaines.

C'est une instance informelle **d'échanges et de débats** concernant tous les sujets du développement durable. Elle permet une large prise de parole et la production de « livrables » concrets par les élus eux-mêmes, qui peuvent être accompagnés de personnels de leurs services. Pour ce faire, elle fonctionne en groupes de travail restreints sur des sujets très ciblés. Elle se réunit aussi ponctuellement en séance plénière.

La démarche du Club 21 est basée sur le volontariat. **Démarche originale, innovante, transversale**, dont les animateurs sont Mme Toutut-Picard, M. Lépineux et M. Diffis, elle réalise ses travaux par inscription dans quatre premiers groupes de travail : « Energie/Eclairage public », « Energie/Bâtiments publics et précarité énergétique », « Agriculture métropolitaine », « Biodiversité ».

En juin dernier, le Président de Toulouse Métropole a écrit aux maires du territoire pour leur confirmer le rôle transversal du Club 21 et son soutien aux travaux de cette instance. Il souligne notamment que : *« Pour assurer une plus grande cohérence de nos actions à l'échelle métropolitaine, il est indispensable de mettre en œuvre une gouvernance favorisant la transversalité de la réflexion et des actions entre nos communes. C'est ainsi que nous réussirons à construire ensemble un projet métropolitain répondant aux objectifs du développement durable. »*

- Au niveau de la gouvernance de la Ville de Toulouse

La **commission thématique spécifique à la Ville de Toulouse**, « Espace urbain », a porté des délibérations relevant du développement durable sur les compétences propres communales. Les dossiers ont eu notamment pour sujet le soutien aux associations toulousaines et à l'organisation par la Ville de la Semaine européenne du développement durable.

Elle a eu affaire avec les délibérations traitant principalement les dossiers suivants :

- le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour des sites ESSO SAF et STCM à Fondeyre.
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 et le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2016-2021
- l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

1.2. La communication ciblée sur les actions de développement durable

La communication sur le développement durable, autrement dit, *comment sensibiliser l'opinion au développement durable, impliquer les professionnels et les citoyens, convaincre tous les décideurs du territoire ?* constitue un accompagnement indispensable, dans la durée d'un plan climat. En effet, toutes les évolutions impulsées par la collectivité n'auront de sens et n'atteindront des résultats significatifs qu'avec l'engagement du plus grand nombre pour réussir ensemble la ville durable.

Année du climat, 2015 a vu se développer une stratégie de communication nouvelle axée sur deux éléments forts :

- la « COP 21 de Paris
- la mobilisation des réseaux sociaux

Toulouse engagée dans la COP 21 de Paris à travers les solutions et initiatives locales

Du 30 novembre au 11 décembre 2015, la France accueille 195 nations pour la 21^e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP 21), à Paris. Cette échéance est cruciale : elle doit aboutir à l'adoption d'un accord universel pour limiter le réchauffement climatique à 2°C, sur la base de propositions des États.

Pour Toulouse et sa métropole, cette perspective a donné lieu tout au long de l'année 2015 à un ensemble coordonné d'actions visant essentiellement à valoriser la richesse des initiatives locales concrètes, collectives ou individuelles, qui pourraient être inscrites à « l'Agenda des solutions ».

Sur la base de son Plan Climat, Toulouse Métropole s'est fortement engagée dans le processus COP 21. La collectivité a mobilisé des initiatives et intelligences locales, correspondant à un triple enjeu : information et pédagogie ; implication concrète des habitants et des acteurs du territoire, comme l'enjoint la satisfaction des objectifs stratégiques du plan climat ; image et notoriété pour la capitale de l'aéronautique et de l'espace, mais aussi capitale de la météorologie et du climat. Il s'agit ainsi de donner un espace et une parole à tous les acteurs.

4 temps forts marquent cet « embarquement » de tous dans la COP 21.

1- la semaine du développement durable à Toulouse et dans la Métropole

La finalité de la semaine 2015 de la collectivité dédiée au développement durable peut être représentée par ce slogan : *le climat change, on change quoi ?*

Deux grands témoins ont parrainé cette opération :

- **Joël Collado**, prévisionniste météo, chroniqueur à Radio France et résident à Toulouse : qui a participé à l'émission « Les Experts » de France Bleu le 2/06 et à la conférence sur les « défis climatiques » en clôture de la semaine le 5/06 au Muséum ;
- **Jean Jouzel**, climatologue et glaciologue, prix Nobel de la Paix (Giec, 2007), directeur de recherche à l'institut P.-S. Laplace.

L'événement a été organisé autour du **lancement d'un appel à initiatives**, permettant de le co-construire en partie avec les contributeurs retenus, incluant des artistes pour en faire une préfiguration de la « **fête du climat et de l'énergie** ».

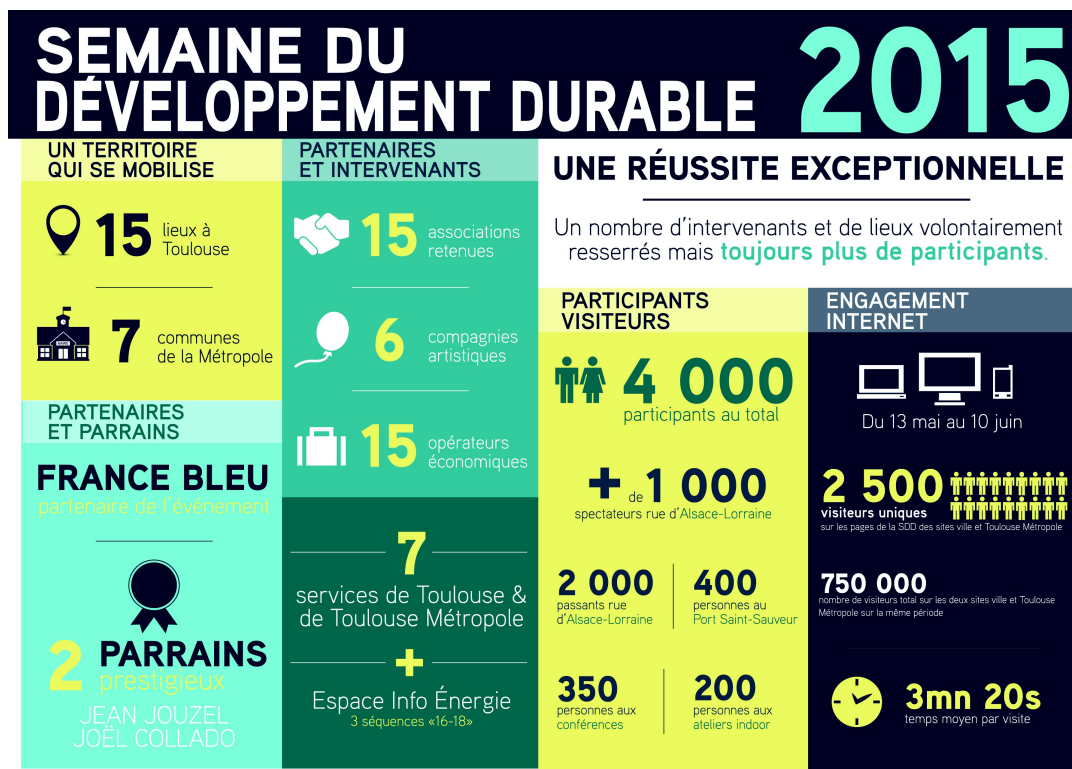
A cette occasion, a été créé **un nouvel espace d'exposition** créant le questionnement et mettant en avant les solutions et les bonnes pratiques de la collectivité. Une véritable nouvelle scénographie a été réalisée, « recyclable » sur d'autres événements de même nature.

En plus de l'espace d'exposition et des stands d'animation installés en plein centre de la métropole, rue Alsace-Lorraine/square Charles-de-Gaulle, **5 moments institutionnels marquants** se sont déroulés :

1. Ouverture de la semaine par E. Toutut-Picard lors d'une conférence de presse le 28/05
2. Inauguration de l'atelier solidaire d'Empalot le 30/05 par J.-L. Moudenc
3. Clôture du Défi Familles à Énergie Positive le 30/05
4. Lancement du dispositif Agil'T le 1/06 sous la forme d'une conférence de presse : 40 entreprises signataires
5. Signature de la convention avec Météo France et clôture de la semaine par E. Toutut-Picard le 5/06 au Muséum d'histoire naturelle

Enfin, ont été organisés plus **d'une cinquantaine d'événements**, à travers l'appel à initiatives lancé auprès de partenaires institutionnels et associatifs, associations de quartier, acteurs économiques, universitaires, artistes... auxquels s'ajoutent les événements organisés dans et par les **communes** de la Métropole.

Le **bilan général** est **très positif** comme le montre l'illustration ci-dessous.



2- le soutien à l'événement Alternatiba organisé par un collectif d'associations

Il s'agit d'un « Village des Alternatives » proposant des ateliers participatifs, des démonstrations pratiques, des conférences et tables rondes, des cercles socratiques, des expositions, des stands montrant quelques **solutions** possibles pour s'attaquer aux causes et aux conséquences du changement ou « dérèglement » climatique.

Le projet Alternatiba Toulouse s'est construit autour d'une quinzaine de grands thèmes ou domaines d'activité présentés sous forme de villages installés sur l'espace, aux allées Jules Guesde et au Grand Rond. Chaque « village » a son propre comité d'organisation et son autonomie.

Repas partagés, animations ludiques, spectacles, concerts, déambulations artistiques ont donné à cet événement un caractère de **fête populaire**.

La Ville de Toulouse, avec en appui les services de Toulouse Métropole a largement soutenu cet événement, qui s'est déroulé les 12 et 13 septembre et a connu un très grand succès -cf. infra.

3- l'accueil à Toulouse du Train du Climat

Un groupe de 4 chercheurs toulousains a eu l'idée d'organiser un tour de France en train sur le thème du « climat » et de fédérer la communauté de chercheurs autour de cette animation. Ce « train du climat » a fait escale dans 19 villes, dont Toulouse le 13 octobre, et des chercheurs rompus au travail de médiation, nommés « les Messagers du Climat », animent conférences et débats, commentent l'exposition proposée dans le train et vont à la rencontre de la population.

Toulouse Métropole a activement contribué au passage du train dans notre ville et a organisé, le jour de l'étape dans la capitale occitane, plusieurs animations à cette occasion :

- une exposition réalisée par l'équipe « Plan Climat », présentée sur le parvis de la gare ;
- un stand "Climat" autour de thèmes relatifs à la mobilité durable.

Cette manifestation a connu un grand succès. Par exemple, les inscriptions aux moments officiellement dédiés aux élèves de la métropole ou aux agents de la Ville et de Toulouse Métropole ont affiché complets !

De très nombreux visiteurs et curieux ont ainsi pu découvrir l'exposition «Le Climat change ! On change quoi ?», sur le parvis de la gare.

Les principales actions engagées par Toulouse Métropole en matière d'énergies, d'éclairage, de mobilités, d'emplois, de déchets,... étaient présentées. L'animation phare a été le simulateur d'éco-conduite. Celui-ci sensibilise aux bons gestes à adopter lorsque l'on est conducteur (optimiser le passage des vitesses, respecter les limitations, maintenir une vitesse constante et anticiper en utilisant le frein moteur).

Enfin, un spectacle ambulant, «Triporteur, trottinettes et feuille de choux» de la compagnie Clowns pour de Rire, était également proposé dans l'enceinte de la gare, et a interpellé les passants avec humour sur le sujet du réchauffement climatique.

4- les événements mobilisateurs du monde économique et des citoyens

Deux autres événements importants sont programmés en novembre 2015 dans le le cadre de l'engagement métropolitain « COP 21 ».

1,2,3 Climat

Le 9 novembre à Entiore (Quint-Fonsegrives), le média ToulécoGreen a organisé un événement économique important, soutenu par Toulouse Métropole qui en prend en charge une partie importante.

Forum citoyen pour le Climat

Le 20 novembre, Toulouse Métropole et la Ville de Toulouse ont organisé un forum interactif où sont appelés à présenter leurs initiatives, idées et volontés de débat les citoyens toulousains. Cette réunion doit ainsi adopter un **format très participatif** qui valorise les actions du territoire.

La mobilisation de la population à travers les réseaux sociaux

La participation des acteurs locaux et des habitants implique de rechercher l'intérêt commun qu'ont les acteurs pour le futur de leur territoire et les conditions d'un mieux vivre ensemble.

La communication de la collectivité vers les parties prenantes et de celle des parties prenantes vers Toulouse Métropole, utilise tous les moyens numériques, le web et les sites Internet de la Métropole et de la Ville de Toulouse. Plus largement, la stratégie de communication repose pour beaucoup sur les outils digitaux.

Il convient de souligner les résultats importants de **l'engagement numérique**. Mais les moyens techniques plus classiques comme le **film vidéo** et la **radio**, des **panneaux d'exposition** (avec cette année une nouvelle scénographie), sous forme de cubes, les **stands** de présentation et d'animation, des kakemonos, ont été également fortement utilisés et très attractifs.

Les budgets mobilisés

Il n'est pas facile de déterminer le budget réel de la collectivité couvrant l'ensemble des investissements et du

fonctionnement en matière de développement durable. On peut cependant globaliser les ressources budgétaires directement affectées aux programmes strictement environnement, plan climat et énergies, et les recettes générées par les projets correspondants.

Au niveau métropolitain, les projets relatifs aux actions de développement durable émanent à la PPI (programmation pluriannuelle des investissements) métropolitaine -PPIM- pour 6,3 millions d'euros sur la période 2015-2020.

On y trouve les dépenses afférentes au plan de prévention du bruit dans l'environnement, l'inventaire historique urbain, les travaux sur équipements d'agriculture urbaine, la biodiversité, la valorisation de milieux naturels et des berges de Garonne, les risques environnementaux, la qualité de l'air, le projet du plan climat relatif à un centre de l'ecoconstruction, les actions développées par l'Autorité organisatrice de l'énergie. La PPIM globale de la collectivité atteint un montant supérieur à 250 M € sur la période.

Aux investissements, s'ajoutent les budgets annuels de fonctionnement.

2. Les avancées significatives des actions du Plan Climat en 2014-2015

Le Plan Climat forme un « éco-système » qui comporte **3 axes stratégiques**.

- 1/ la réduction ou atténuation des émissions de gaz à effet de serre sur 2012-2020
- 2/ l'adaptation du territoire au changement climatique sur 2014-2030
- 3/ la consolidation d'une administration exemplaire

L'objectif d'atténuation¹ des émissions de gaz à effet de serre du Plan Climat comporte les 3 objectifs stratégiques dits « 3 fois 20 » :

1. Réduire de 20 % la consommation d'énergies fossiles pour réduire d'autant les émissions de GES ;
2. Diminuer de 20 % la consommation énergétique, ce qui correspond à un objectif de sobriété² ;
3. Atteindre 20 % de consommation en énergies renouvelables (EnR).

Pour chacun des 3*20 cités, l'ensemble des experts des émissions territoriales de GES confirme que même si le rôle d'une collectivité locale est très important et structurant, il est clair qu'elle ne peut s'engager seule à obtenir les résultats attendus sur son territoire. Il n'est donc pas possible de prétendre que le PCET aboutira à tel volume de réduction des émissions ou d'augmentation de la consommation et de la production des EnR, dans la mesure où de nombreuses décisions pour y parvenir échappent à son influence directe.

Il fixe ainsi **un cap à atteindre collectivement**.

Toulouse Métropole a ainsi décidé de faire une actualisation complète des émissions de GES et du progrès réalisé en termes d'énergies renouvelables au moment de la révision du Plan Climat, en 2016.

Cible 1 : Énergies

Développement des énergies renouvelables

Deux centrales hydroélectriques, Ramier et Cavaletade, sont en activité à Toulouse ; elles produisent 29 millions de kWh d'électricité renouvelable par an, soit l'équivalent des trois quarts de la consommation de l'éclairage public de la ville de Toulouse.

- 1 Le terme « atténuation » est issu des négociations internationales et désigne plutôt l'impact global des émissions de gaz à effet de serre. Il comporte donc aussi un sens de « réparation » ou « adoucissement » (traduction de l'anglais *mitigation*). On ne retrouve pas ces nuances dans le terme « réduction », à visée d'abord quantitative.
- 2 A l'origine, le PCET de Toulouse Métropole avait retenu l'objectif d'accroissement de 20 de l'efficacité énergétique du territoire. Mais cette notion d'efficacité énergétique, issue des objectifs européens, s'est avérée très difficile, voire impossible à calculer, faute d'instruction d'application et d'explicitation des hypothèses retenues. Les données reprises pour le territoire métropolitain semblent indiquer qu'une stabilisation de l'« efficacité énergétique locale » permettrait d'atteindre l'objectif. Elle a été convertie dans la pratique dans l'idée de sobriété et donc de réduction globale de la consommation énergétique.

De plus, les fournisseurs d'énergie retenus par Toulouse Métropole, dans le cadre d'une consultation dédiée, pour ses achats d'électricité, devront fournir une part notable d'électricité verte à la collectivité.

L'Autorité organisatrice de l'énergie (AOEn) de Toulouse Métropole, à la suite de son schéma directeur des énergies renouvelables sur le territoire de 2014, a identifié un champ d'actions sur 7 axes : alimentation énergétique et réseaux de chaleur, solaire, géothermie, biomasse, méthanisation, projets éco-citoyens, action transversale.

Une part significative des projets listés pourraient être réalisée d'ici 2016 ou 2017.

On estime qu'entre 10 à 14 % des achats d'énergie par les acteurs du territoire, quels que soient les lieux de production, relève de l'énergie verte en 2014.

Réseaux de chaleur urbain

Spécificité de la Ville Toulouse, 2 réseaux de chaleur urbain (RCU) desserviront prochainement près de 60 000 habitants, totalisant 60 Kilomètres de réseau.

Il s'agira de 2 réseaux indépendants alimentés par la chaleur issue de l'incinération des ordures ménagères produite par l'usine du Mirail. C'est donc une production de chaleur à partir d'énergie dite de récupération : EnRR.

Le réseau historique du Mirail alimenté à 99.9 % en énergie fatale dessert le quartier du Mirail, la Reynerie, Bellefontaine et s'étendra à terme à la Cartoucherie et au quartier Bagatelle.

Le réseau Plaine Campus s'étendra à terme à Empalot, Montaudran, Malpère et Rangueil. (Voir action sur Toulouse Montaudran Aérospace – cibles 4 et 5)

Éclairage public

Il était de compétence communale jusqu'au 31 décembre 2014. La Ville de Toulouse a mis en place un **Plan Lumière**.

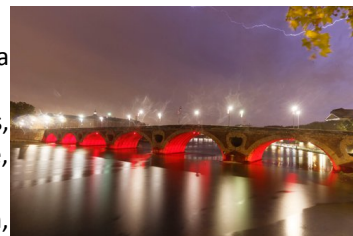
L'objectif est d'**éclairer mieux**, à consommation énergétique et à budget constants, pour améliorer la qualité de vie et le sentiment de sécurité, valoriser le patrimoine, participer à la transition énergétique.

Sur l'espace public à Arnaud-Bernard, la Daurade, rue Pargaminières, à Saint-Cyprien, Esquirol, Jean-Rieux... de nombreux sites ont déjà bénéficié d'une meilleure luminosité.

La ville de Toulouse installe progressivement des LED (diodes électroluminescentes) pour l'éclairage de la ville, plus économes et avec une durée de vie plus longue.

Près de 90 lieux suivront au cours des quatre prochaines années : en centre-ville ou au cœur des quartiers, les sites ont été choisis après consultation des habitants.

Le boulevard Lascrosses, la rue Bayard, les allées Charles-de-Fitte et l'avenue Camille-Pujol comptent parmi les réalisations programmées en 2015. Les voies piétonnes et cyclistes ont bénéficié d'une attention particulière (contre-allées des grands boulevards, allées François Verdier, passages piétons, piste qui longe le canal du Midi...)



Cible 2 : Mobilités durables

Développement des transports en commun

Le réseau métropolitain est en extension et consolidation de qualité du service rendu aux usagers.

123 millions de déplacements sur le réseau global de TC ont été comptabilisés en 2014, totalisant 174 millions de validations. De même, le nombre d'abonnés ne cesse d'augmenter.

Si, pour contrer l'augmentation du flux des voitures et préserver l'environnement, le métro et le retour du tramway dans l'agglomération constituent la traduction directe de cette volonté, le transport collectif de surface est également un contributeur.

Pour réduire le temps de déplacement, les bus en site propre bénéficient pour une partie de leur trajet de voies réservées en site propre avec priorité de passage aux carrefours. Un couloir dédié aux bus est ainsi créé de manière à les préserver des aléas de la circulation générale, et garantir ainsi une plus grande vitesse commerciale et une régularité accrue.

Actuellement les deux tronçons de bus en site propre (TCSP RN113 et TCSP secteur est) comptabilisent plus de 15 km de couverture pour un total de 20 stations.

A noter que depuis avril 2015, la nouvelle ligne de tram T2 offre une liaison directe entre le centre-ville de Toulouse et l'aéroport de Toulouse-Magnan et permet d'aller travailler près des grandes entreprises implantées à Magnan sur la zone aéroportuaire.

Il convient d'ajouter que la collectivité intervient régulièrement pour mettre des quais en accessibilité, aménagement favorisant l'utilisation des TC, à travers une convention avec Tisséo.

Le plan de déplacements urbains a été mis en révision en 2015 : un Projet Mobilités 2025-2030 valant révision du PDU 2012 a été lancé afin de répondre à trois enjeux : l'attractivité des territoires, l'accessibilité aux zones d'emploi, l'évolution des déplacements.

Mobilités douces et alternatives

- Pistes cyclables

Sont aménagés aujourd'hui, près de 550 km de réseau cyclable. Sont également aménagés 102 km de double sens cyclable en zones à vitesse apaisée (zone 30, zone de rencontre, aire piétonne), 20 km de jalonnement vélo, 366 km d'itinéraires du réseau vert jalonnés, sans oublier 1373 places de stationnement vélo en ouvrage, donc sécurisé.

Une piste cyclable est une voie de circulation réservée aux cyclistes, séparée physiquement de la chaussée.

Le réseau vert est un réseau d'aménagements cyclables pour la pratique du vélo loisir ou familial.

A noter qu'une application cartographique de signalisation du réseau cyclable de Toulouse Métropole a été créée par l'association Vélo Toulouse en 2009 et a remporté en 2013 le prix Innovation du concours "Talent du Vélo 2013". Cette récompense est le signe de la qualité de l'action lauréate : développement de l'usage quotidien du vélo, projet remarquable et exemplaire, et par leur engagement en faveur de la mobilité durable et équitable.

Cette application cartographique de signalisation du réseau cyclable de Toulouse Métropole vise à améliorer la qualité du réseau cyclable. Sur <http://assovelotoulouse.mooveatis.fr>, les cyclistes signalent les problèmes de voirie, les dysfonctionnements du réseau, proposent des solutions, intègrent des photos... Les membres de l'association, modérateurs et experts, valident le problème et le transmettent à la communauté urbaine. Cette même interface d'administration est accessible par la Communauté urbaine (sans les informations personnelles de l'utilisateur) qui apporte une réponse. Depuis 5 ans, entre 20 et 30 remarques par an ont été validées par l'association et traitées par Toulouse Métropole.

- Vélô Toulouse

En 2014, ont été enregistrés 4,3 millions de locations de vélos.

Vélô Toulouse est un moyen de transport sûr avec un vélo robuste, simple, facile à utiliser. Un autre atout est son coût modique puisque, avec ou sans abonnement, la première demi-heure est gratuite et la deuxième à 0,50 centimes d'euros. Ce concept économique, respectueux de l'environnement est aussi bénéfique pour la santé.

- Au-delà, la ville de Toulouse a mis en avant, un **accès simple à toutes les informations nécessaires** aux cyclistes : La Maison du Vélo, Vélo Ecole, les parkings à vélo, les rand-vélo, l'application mobile géovélo, ou encore les associations 2 pieds 2 roues et l'Organisation Bus Cyclistes. La nouvelle carte des itinéraires cyclables vient de paraître.

Toulouse Métropole, à travers ses pôles territorialisés, intervient dans toutes les communes du territoire, dans le cadre du plan vélo, pour réaliser tous les aménagements nécessaires en faveur des modes doux (bandes et pistes cyclables, zone 30, zone de rencontre, aménagements en faveur de l'accessibilité...). La pose d'aménagements modérateurs de vitesse contribue également à la réduction des vitesses pratiquées.

- Covoiturage et auto-partage

La plate-forme Internet de covoiturage de Tisséo a aujourd'hui 4 000 inscrits, dont au moins 800 covoitureurs actifs. 1200 conducteurs sont abonnés au service d'autopartage de Toulouse Métropole.

Soutenue par Toulouse Métropole, la jeune pousse Coovia a été créée en 2013 et propose une application indiquant à un covoitureur abonné les liaisons directes à sa disposition, en covoiturage, transports en commun et VélôToulouse. Le passager gagne du temps et le conducteur reçoit une rémunération. La start up indique qu'elle a 3500 usagers et 1200 trajets déclarés quotidiennement. En 2015, Coovia vient de créer un site Internet, permettant aux abonnés de personnaliser leurs besoins. Elle intervient progressivement auprès des entreprises comme Airbus. Elle envisage d'« exporter » ses outils dans d'autres villes de France.

Pour l'autopartage, le service actuel compte 39 voitures, réparties sur 22 stations. Le nombre de conducteurs abonnés est d'environ 1 200.

Enfin Toulouse Métropole a engagé un projet de développement de l'électromobilité : expérimentation en 2013-14 avec mise en places de 4 bornes de charge normale et 3 stations de charge multistandards.

- Circulation et stationnement

La Ville Toulouse a permis de voir se développer une « nouvelle vie » rue Pargaminières et dans l'ensemble du secteur piétonnier de la ville.

Dans les autres communes de Toulouse Métropole, il faut relever les principales actions suivantes :

- création de zones 30
- mise aux normes des pistes et bandes cyclables (ainsi que piétons / cycles)
- mise en accessibilité des traversées piétonnes (SDAVE)
- mise aux normes des stationnements

- Pédibus

De compétence communale, le **ramassage scolaire à pieds des enfants des écoles primaire et maternelle** ou pédibus rencontre une demande en développement dans le territoire. A Toulouse, ce service de modes doux de mobilité offert aux usagers couvre une petite vingtaine de « lignes », plus ou moins actives selon les porteurs de projet et les années.

Charte de livraison

En 2015 a été adoptée une charte pour la livraison des marchandises en véhicules électriques, en centre-ville de Toulouse, dans le but de réduire les nuisances atmosphériques et sonores.

Cible 3 : Développer la solidarité énergétique

Actuellement, les dépenses énergétiques des logements s'élèvent en moyenne à 1 117 euros par an et par ménage dans les logements collectifs et à 1 481 euros dans les habitations individuelles, soit plus de 400 millions d'euros par an pour l'ensemble du territoire.

Le logement est le principal consommateur d'énergie du territoire de Toulouse Métropole (28 % de la consommation finale) et le second secteur émetteur de GES (22%) après celui du transport de voyageurs.

En 2007, **13 % des ménages de Midi-Pyrénées étaient en situation de précarité énergétique** soit 164 000 ménages, qui consacraient plus de 10 % de leurs revenus à leurs factures énergétiques.

Plus de 200 000 ménages supplémentaires étaient aux portes de la précarité énergétique (taux de précarité compris entre 7 % et 10%) c'est à dire 16 % des ménages de la région.

Le chauffage des logements génère près des 2/3 de la consommation d'énergie finale et les ¾ des émissions de GES du secteur « logement ».

Les consommations d'électricité pour les usages spécifiques sont également en forte croissance (climatisation, informatique et loisirs, électroménager). Elles représentent 31 % des dépenses domestiques des ménages.

Mais bien au-delà de l'urgence environnementale, les enjeux sociaux sont considérables et amenés à prendre de plus en plus d'importance dans un contexte de hausse des prix de l'énergie. Il est primordial de développer le conseil et la pédagogie en matière d'énergie afin d'accompagner les habitants dans la réalisation d'économies d'énergie dans les logements. Cela peut par exemple se concrétiser par des programmes de formation aux éco-gestes, un conseil neutre et gratuit sur les travaux d'amélioration énergétique et les dispositifs d'aide existants.

L'Espace Info Energie de Toulouse Métropole

L'espace info énergie (EIE) dispense des conseils gratuits pour les particuliers sur la maîtrise de l'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables relatives à l'habitat.

En outre, l'EIE contribue fortement au guichet unique mis en place, labellisé point rénovation info service (PRIS) pour

conseiller les habitants du territoire sur l'accès aux financements disponibles en matière de rénovation énergétique. L'EIE intervient à travers des permanences délocalisées dans le territoire métropolitain. A Toulouse, elles se tiennent dans toutes les maisons de la citoyenneté.

Au total, ce sont plus de 4000 personnes qui sont sensibilisées chaque année par l'EIE.

Plus de 2000 reçoivent un conseil personnalisé ; on estime qu'environ 60 % d'entre elles « passent aux actes », en réalisant des travaux adaptés à leurs besoins.

En 2015, a été mise en place et lancée l'opération de « CoachCopro » : plateforme internet pour accompagner la rénovation énergétique des copropriétés.

Les autres actions notables de l'EIE, sous convention avec Toulouse Métropole, concernent la formation des acteurs sociaux, des nuits de la thermographie, des projets avec les bailleurs sociaux, les copropriétés... Par exemple, la formation des travailleurs sociaux a été dispensée en 2 sessions en 2015 (25 personnes inscrites).

Il reste que le dispositif EIE est aujourd'hui sous-dimensionné. Un projet est en cours pour mettre en place une véritable « plate-forme » mutualisée et collaborative entre plusieurs acteurs sur le territoire pour la rénovation énergétique des logements de la métropole.

L'atelier solidaire d'Empalot

Un espace aménagé au rez-de-chaussée d'une barre du quartier d'Empalot a été inauguré fin mai 2015 pour former les habitants aux travaux d'économie d'énergie dans leur logement et pour lutter contre la précarité énergétique.

L'Atelier Solidaire est un concept inédit de maîtrise de l'énergie, construit pour et avec les habitants des quartiers sensibles ; c'est un projet unique en France à ce jour.

L'association les Compagnons bâtisseurs fait vivre ce lieu depuis cet été 2015, au travers de la pédagogie sur la sensibilisation aux écogestes, la formation au bricolage, auto apprentissage et également du prêt de matériel et l'accès à des matériaux à bas coûts.



Quartiers en politique de la ville en transition énergétique : projet Unis-Cité / MédiaTerre

MédiaTerre est un projet national porté localement par l'association Unis-Cité Midi-Pyrénées, qui vise à rendre le consommateur plus responsable vis-à-vis de son mode de consommation et de son impact sur l'environnement.

Des volontaires en service civique agissent auprès des locataires d'habitat social, souvent touchés par la précarité énergétique. Pour la collectivité, l'association intervient dans les quartiers politique de la ville, à Toulouse (Empalot, Grand Mirail) et Colomiers.

Les **objectifs** de MédiaTerre sont multiples :

- Contribuer à changer durablement les comportements et responsabiliser les individus (limiter les emballages, trier ses déchets, économiser les énergies).
- Sensibiliser les habitants à revenus modestes aux comportements éco-citoyens, par des animations collectives pour leur faire prendre conscience des enjeux environnementaux.
- Accompagner de façon personnalisée les foyers qui le souhaitent dans une démarche éco-citoyenne et leurs apporter des connaissances qui soient directement utilisables dans leur vie quotidienne pour essayer de maîtriser leurs charges.
- Créer ou dynamiser le lien social au sein des quartiers, notamment via les animations de quartiers et les stands de sensibilisation.

En outre, l'association a développé une première action que l'on pourrait qualifier de « mini défi familles à énergie positive ».

De façon plus générale, un tel projet est un moyen de consolider la transition énergétique engagée par Toulouse Métropole dans ses quartiers en politique de la ville.

Le projet couvre largement l'ensemble des finalités du développement durable. Il est notamment :

- **Social** : Projet en direction des publics les plus éloignés du développement durable ; démarche impliquant les quartiers d'habitat social et mobilisant la jeunesse dans sa diversité ; création de liens entre la jeunesse et les familles et entre les familles d'un même quartier.
- **Environnemental** : Réduction de l'impact de la consommation des ménages sur l'environnement grâce à l'échange autour de connaissances et de gestes directement applicables dans la vie quotidienne.
- **Économique** : Projet contribuant à une maîtrise des charges.

→ Au total, sur l'ensemble des actions du Plan Climat dédiées à la lutte contre la précarité énergétique et au conseil aux habitants métropolitains, c'est environ 1 million d'euros qui est économisé chaque année par l'ensemble des résidents concernés par ces démarches.

Cibles 4 et 5 : Construire, rénover et aménager durable

Il s'agit d'une compétence métropolitaine.

Au-delà de l'indispensable respect des normes en vigueur, la construction et l'urbanisme durables impliquent d'intervenir de manière innovante pour « fabriquer » la ville durable d'aujourd'hui et de demain. De nombreux projets de Toulouse Métropole sont dédiés à cette dynamique. Les actions présentées ci-dessous ne sont que quelques illustrations de l'action permanentes de la collectivité.

En matière de **construction**, il est programmé environ 5 000 logements par an, privés et sociaux, économes en énergie. De nombreux projets de Toulouse Métropole participent à « fabriquer » la ville durable d'aujourd'hui et de demain, parmi lesquels de grands projets structurants.

En matière de **rénovation énergétique**, Toulouse Métropole poursuit sa dynamique de réhabilitation de logements sociaux et d'aide aux copropriétés privées en difficultés (plus de 1500 logements au total par an).

Plusieurs opérations exemplaires en matière de haute qualité énergétique et écologique sont réalisées chaque année. Faute de pouvoir les citer toutes, il convient de rappeler que la collectivité met en œuvre de grands projets structurants, qui sont autant de pôles de réalisation concrète de cette qualité « durable » recherchée.

6 % de la superficie du territoire métropolitain en « aménagement durable »

Spécifiquement pour le présent rapport, les services de Toulouse Métropole (Aménagement) ont procédé au calcul de toutes les surfaces dédiées à l'aménagement durable : Ecoquartiers, Grands projets et notamment Grand Parc Garonne, ZAC, gros PUP, PAE récents, opérations en cours. Des périmètres ont été déduits quand des superpositions ont été constatées.

Sur cette base, un pourcentage moyen a été estimé pour évaluer nos opérations d'aménagement "en restructuration durable".

Ces surfaces sont mesurées à l'aide de l'outil de SIG et peuvent légèrement différer de surfaces portées dans les actes de création desdites opérations. De même, la surface mesurée de Toulouse-Métropole diffère légèrement de celle donnée par des organismes comme l'INSEE - mais cela ne change pas le rapport global.

Ainsi, nous arrivons à une surface globale d'un peu moins de 6 % de la superficie du territoire, pouvant être considérée en restructuration durable « validée ».

Parmi les **projets structurants métropolitains**, ceux ci-dessous peuvent être particulièrement cités.

Le projet global d'aménagement du centre-ville de Toulouse

Une mission confiée à l'architecte catalan Joan Busquets porte sur **les espaces publics du centre ville**, jusqu'en 2020. Cette feuille de route doit être réalisée en cohérence avec la candidature de Toulouse au titre de Patrimoine mondial de l'Unesco.

L'idée phare est de constituer un centre-ville rénové et apaisé, dans lequel la rue Bayard sera le prolongement naturel de la rue d'Alsace-Lorraine jusqu'au parvis de la gare Matabiau.

En particulier, la place basse de la Daurade et la partie haute de Saint-Pierre seront achevées mi 2016, le quai de l'Exil Républicain (ancien quai Viguerie) juin 2017.

La rive droite sera équipée de pistes cyclables dans la continuité des quais Lombard et Saint-Pierre, vers le Bazacle au Nord, vers la rue de Metz au Sud.

Des équipements d'amarrage seront mis en place pour début 2016. Le quai de Tounis accueille une terrasse flottante avec un restaurant. Des aménagements qui annoncent le grand retour de l'activité nautique de la Garonne.

Le nouveau quartier dédié à l'innovation technologique : Toulouse Montaudran Aérospace (TMA)

Sur l'ensemble de la métropole, la collectivité implante des Zones d'aménagement concerté (Zac) qui regroupent nouveaux logements et nouvelles zones d'activités. Les projets d'implantation de nouveaux quartiers, une quinzaine environ, s'inscrivent dans une dynamique de développement et de renouvellement urbain ainsi que dans une volonté de cohérence et de continuité avec les quartiers environnants.

Par sa nature spécifique, TMA est un concentré de divers volets « durables » de la construction et de l'aménagement, avec 7 caractéristiques fortes :

- une nouvelle centralité au service des riverains ;
- un pôle de développement économique et de recherche métropolitain, qui, notamment, va constituer un lien urbain fort avec le campus de l'Université Paul Sabatier, lui-même en « éco-restructuration ».

Cette composante économique et de recherche est portée à travers le pôle de compétitivité mondial Aérospace Valley. Ce grand projet structurant va rassembler en un même site les acteurs publics et privés de la recherche et de l'innovation des secteurs aéronautique, spatial, systèmes embarqués, ville intelligente et numérique ;

- un réseau efficace ouvert à la circulation générale, avec, en particulier, des liaisons interquartiers ;
- une desserte par un réseau de transport en commun, avec bus, LMSE, métro (ligne b actuelle, future ligne Toulouse Aérospace Express, à l'étude) ;
- un réseau local piétonnier et cyclable, avec, en particulier, des franchissements piétons-cycles ;
- 80 000 m² de surface plancher dédié à l'habitat pour les familles, étudiants et chercheurs ;
- étudié et promu par l'Autorité organisatrice de l'énergie (AOEn) de Toulouse Métropole, un réseau de chaleur très innovant desservant les logements et les bureaux : récupération de la chaleur émise par le super calculateur de l'Espace Clément Ader avec compléments caloriques issus de l'incinération des ordures ménagères sur le site de Monlong.

Située au Sud-Est de Toulouse, sur le site de l'ancien aérodrome technique de Montaudran, dans le prolongement de la piste mythique de l'Aéropostale, la ZAC métropolitaine Toulouse Montaudran Aérospace est au cœur du projet urbain global de Plaine Campus dont l'ambition est de constituer l'un des plus grands campus technologiques européens.

Toulouse Montaudran Aérospace s'inscrit dans une dynamique de développement durable à plusieurs titres.

La finalisation du programme d'équipements publics est la principale nouvelle composante des avancées du projet en 2015.

Ce programme comprend des superstructures, des infrastructures de déplacement pour la circulation générale, les transports en commun, les cyclistes et les piétons et divers réseaux techniques. Ces équipements seront réalisés sous diverses maîtrises d'ouvrage dont notamment OPPIDEA, concessionnaire de la ZAC, Toulouse Métropole, SNCF Réseau, la Ville de Toulouse et les divers concessionnaires ou délégataires en matière de réseaux.

La transversalité technique, soulignée dans la première partie de ce rapport est ainsi concrètement à l'œuvre.

Il est d'ailleurs à noter que sur le plan programmatique, les équipements s'inscrivent en complément des équipements alentours existants ou à venir qui comprennent notamment :

- trois écoles existantes : Montaudran, Anatole France et Guillaumet
- une crèche et un relais d'assistantes maternelles inaugurés le 4 mars 2015 sur la ZAC Saint-Exupéry Montaudran,
- la Halle des Machines en construction,
- une réhabilitation du Château Espinet Raynal et des halles attenantes à vocation d'espace culturel dédié à l'aéronautique civile et ses pionniers, permettant également aux associations des quartiers existants et à venir de bénéficier de créneaux d'utilisation,
- un nouvel établissement pour les personnes âgées dans le quartier.

Il convient de rappeler l'excellence énergétique visée dans le projet : le supercalculateur de Météo France, le Bullx B700, installé au sein de l'espace Clément-Ader, fournira une puissance de calcul multipliée par douze avec un million de milliards d'opérations par seconde.

Isolé dans une salle de 900 m², il nécessite la gestion de la température de la pièce et la sécurisation du lieu.

De ces obligations techniques, sont nées une innovation principale : la récupération de chaleur des machines. Elle permet de chauffer l'Espace Clément Ader et, par la suite, l'ensemble du quartier au travers d'une boucle d'eau, avec le complément calorifique issu de l'incinération des ordures ménagères du site de Monlong.

Le projet urbain Grand Parc Garonne

Ce projet vise à reconquérir les bords du fleuve sur 32 kilomètres de linéaire. Il concerne Toulouse et six autres communes : Blagnac, Beauzelle, Fenouillet, Seilh, Gagnac-sur-Garonne et Saint-Jory, soit 3 000 hectares. Il se déploie sur 2 640 ha, portant un programme de valorisation du fleuve. Il comporte 4 objectifs essentiels :

- développer les cheminements piétons et cyclistes, permettant de poser un nouveau regard sur les quartiers riverains ;
- valoriser le patrimoine naturel ;
- renforcer les usages liés à l'eau (navigation, sports nautiques) ;
- développer de nouveaux espaces de culture et de convivialité (observatoire, guinguette).

D'ici 2020, plusieurs opérations d'aménagement seront menées pour un montant de 28,7 millions d'euros. Elles s'orchestreront autour de trois grands espaces : Garonne aval, Toulouse centre, île du Ramier.

Ainsi, au moins indirectement, le Grand Parc Garonne constituera un des espaces majeurs de la métropole capteur de CO₂.

Le référentiel d'aménagement et urbanisme durables (RAUD)

Le Référentiel d'Aménagement et d'Urbanisme Durables (RAUD) développe une culture commune entre élus, services de la collectivité et professionnels partenaires. Il offre une démarche de progrès pour faire évoluer les pratiques. Il fait aussi place à la discussion, à l'innovation, à l'initiative et à l'action. Il définit une feuille de route « profil développement durable » du projet d'aménagement à partir de 11 cibles de l'opération-type.

Il recommande de réaliser un diagnostic partagé, de définir les ambitions de la collectivité et décline des traductions opérationnelles.

Il fixe des orientations répondant aux enjeux et objectifs locaux et propose une approche multithématique basée sur l'avancement opérationnel des projets.

Le centre de l'écoconstruction

Dans le cadre de son Plan Climat Énergie Territorial et de sa stratégie de transition énergétique pour une croissance verte, Toulouse Métropole souhaite promouvoir le recours aux écomatériaux et créer sur son territoire un centre de l'écoconstruction.

Une étude d'opportunité et de faisabilité menée en collaboration avec les acteurs économiques du territoire a permis de valider les besoins, les vocations et le modèle économique.

L'objectif est de créer un lieu animé par les acteurs économiques qui serait une vitrine et une plate forme-technique pour la formation à l'écoconstruction et ce dans tous les métiers liés à l'acte de construire.

Les enjeux de ce projet sont les suivants :

- Réduire l'empreinte carbone de la construction
- Rendre visible et lisible l'émergence de filières économiques innovantes autour des éco matériaux
- Impulser la montée en compétences des métiers liés à l'acte de construire
- Donner une suite opérationnelle au programme européen ECOHABTAT
- Créer une plate-forme technique de formation

Actuellement une étude de faisabilité technique et financière d'écორénovation d'un bâtiment de l'université pour accueillir le futur centre est portée par Toulouse Métropole. Un partenariat se dessine entre l'université, le CERCAD, la Caisse des dépôts, l'ADEME et la Région. Le coût d'investissement pour l'écორénovation du bâtiment est estimé à environ 2 000 000 € ; il est en cours de finalisation.

L'étude menée propose un budget de fonctionnement à l'équilibre. Des financements FEDER seraient mobilisables. Le projet a également été présenté dans le cadre de l'appel à projet TEPCV dont Toulouse Métropole est lauréate ainsi que dans les fiches CPER. Les bâtiments seraient disponibles en 2018.

Le budget doit servir, au titre du développement économique pour la croissance verte, à financer :

- l'écovénement et les équipements sous la forme d'une subvention d'investissement à l'université (30 % du coût total)
- l'ingénierie de projet (conventions de partenariats et de financement), sur 3 ans.

Cible 6 : Préserver les ressources naturelles – atténuer les impacts du changement climatique

Optimisation du tri sélectif et réduction des déchets traités : la nécessaire prévention

La gestion des déchets est devenue un enjeu clé pour Toulouse Métropole, en termes d'environnement, de santé et d'économie. La réduction des déchets joue également en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et, par les écogestes mis en œuvre par les citoyens, sur les comportements favorables à l'adaptation du territoire.

Par sa politique de gestion durable des déchets, Toulouse Métropole s'engage à promouvoir leur réduction à la source et à améliorer la collecte sélective en vue de leur valorisation.

C'est l'objectif majeur du Plan local de prévention des déchets (PLPD).

Il s'agit de réduire de 7 % la production des ordures ménagères et assimilées, par habitant, en 5 ans.

Ce programme de 10 actions s'adresse aux habitants, aux entreprises et à la collectivité elle-même.

On citera ici les 5 actions suivantes, particulièrement performantes :

- collecte des textiles : plus de 220 bornes de récupération sont implantées, en complément de la centaine de points de collecte existants ;
- autocollant stop pub : plus de 52 000 ont été distribués dans les mairies ; c'est en moyenne 20 kg de déchets papier qui sont évités chaque année ;
- compostage domestique et compostage en pieds d'immeubles : composteurs individuels à prix réduit ; compostage collectif en pieds d'immeuble, nécessitant un accompagnement poussé des résidents pendant la première année ;
- collecte spécifique des cartons des commerçants du centre-ville de Toulouse ;
- extension de la collecte sélective en porte-à-porte ;
- réalisation d'une déchetterie professionnelle, nouvel équipement réalisé en 2013, qui permet de répondre aux besoins de la nouvelle réglementation, d'offrir un service de qualité aux usagers, améliorer les conditions de travail des agents – en soi, on voit qu'une telle action est particulièrement significative en termes de développement durable « complet ».

Depuis le lancement du PLPD en 2012, on peut observer une diminution des ordures ménagères et assimilées de 5 kg/habitant. L'objectif est une diminution de 25 kg fin 2016.

En 2014, la Métropole a poursuivi le déploiement de son plan d'action, en lançant des actions nouvelles, notamment la **lutte contre le gaspillage alimentaire**. 2 axes ont été développés :

- **la sensibilisation du public**, avec notamment la semaine du développement durable sur le thème des déchets, la participation à Toulouse à Table, la participation ou la réalisation de Disco Soupes, la conception de fiches sur le gaspillage alimentaire et de verres doseurs pour riz, pâtes, céréales, ...
- **le gaspillage alimentaire dans les cantines**. Toulouse Métropole propose aux communes volontaires des accompagnements pour la réalisation d'un diagnostic sur les pertes dans les cantines et pour la définition et la mise en place d'actions. A ce jour 2 communes bénéficient déjà de cet accompagnement.

Pour pouvoir sensibiliser le public à la réduction des déchets, une exposition mobile et 4 modules de jeux ont été développés. Ces outils sont utilisés lors de la participation de Toulouse Métropole à des événements, mais sont également destinés à être prêtés aux communes ou tout autre acteur du territoire qui souhaiterait communiquer sur la réduction des déchets.

Les actions lancées les années précédentes sont bien évidemment poursuivies :

- **Le compostage** – le taux d'équipement des maisons individuelles était, fin 2014, de 18 %.
- Plus de 1000 composteurs domestiques sont distribués chaque année sur la métropole.

Plus de 500 foyers participent à une opération de compostage en gestion partagée, soit en pied d'immeuble, soit en jardin public.

2014 a vu également le lancement d'un réseau de référents de sites de compostage en gestion partagée ou en cantine. Ce réseau a pour objectif de maintenir la dynamique de compostage sur le territoire, en mettant en relation les référents afin qu'ils puissent échanger entre eux et ne pas se sentir isolés. Concernant le compostage dans les cantines, 5 structures ont été équipées.

- **Le stop pub** – 30% des boîtes aux lettres de Toulouse Métropole sont équipées d'un stop pub.

- **Le textile** – le déploiement des bornes de collecte de textile sur le territoire a continué pour atteindre les objectifs fixés par l'éco-organisme. En 2014, ce sont plus de 1 600 tonnes de textile qui ont été collectées par Le Relais.

Dans ce domaine, comme souvent en matière de développement durable, la communication est essentielle. Mais pour réussir, il s'agit ici surtout d'une **communication de proximité** : information et sensibilisation des habitants (tous âges confondus) aux questions et aux enjeux du tri et du recyclage des emballages ménagers. Elle comporte les éléments qui suivent.

L'appui sur les ambassadeurs du tri

La Métropole s'appuie sur une équipe de 19 ambassadeurs du tri. Ces agents assurent la communication de terrain :

- en rencontrant les habitants nouvellement dotés ou ceux dont le bac a été refusé à la collecte. En 2014 ils ont ainsi expliqué ou rappelé les consignes de tri à plus de 16 000 personnes.

- en participant à des événements organisés par Toulouse Métropole ou les communes, comme par exemple la Semaine du Développement Durable, la Semaine Européenne de la Réduction des déchets, les journées natures ou celles des nouveaux arrivants, ...

Ils sensibilisent également les enfants en intervenant directement dans les écoles (à leur demande) ou en assurant les visites du centre de tri de Toulouse Métropole. En 2014 ce sont 66 interventions dans les écoles et 19 visites qui ont été réalisées.

L'offre à destination des écoles : une mallette pédagogique a été développée en partenariat avec l'Inspection d'Académie de la Haute Garonne, Eco-Emballages et Eco-Folio. Elle est à destination des enseignants des cycles 2 et 3. Elle se compose de différents documents :

- 1 livret pédagogique à destination de l'enseignant contenant toutes les données nécessaires pour pratiquer les activités et répondre aux questions des élèves ;

- des activités de groupe :

- 1 affiche aimantée avec papiers et emballages présents dans les classes et recyclables,

- 4 petites poubelles à monter avec des objets à découper et à trier dans le bac adéquat ;

- 10 fiches d'activités individuelles plastifiées devant être photocopiées ;

- 1 dépliant à donner à chaque élève en fin d'animation ;

- 1 feuille de correspondance.

Emploi et réemploi des produits recyclés

Toulouse Métropole a créé une « Ressourcerie », gérée sous conventionnement triennal 2013-2016 avec l'association la Glanerie. 35 emplois d'insertion sont créés sur le site.

Cet équipement permet d'organiser un cercle vertueux de valorisation des déchets, basé sur des collectes en déchetterie, précisément sur 6 déchetteries de notre communauté urbaine. Ces déchets sont ensuite ramenés dans les locaux de la Glanerie, où des agents valoristes les prennent en charge. Une fois réparé et remis au goût du jour, ces objets trouvent ensuite leur place dans le magasin de cette Ressourcerie, situé 37 impasse de la Glacière à Toulouse.

Toulouse Métropole encourage et accompagne cette démarche de valorisation des déchets et de création d'emploi, notamment par un soutien financier et logistique.

Préservation de la biodiversité et partage des connaissances

La ville de Toulouse met en œuvre 2 programmes nationaux de sciences participatives pour le suivi et l'évolution du nombre des papillons dans les espaces verts de la ville et dans les jardins privés des Toulousains. Il s'agit en effet préserver et valoriser une biodiversité « accessible », connue et reconnue par tous.

Toulouse Métropole a mis en place **un groupe de travail entre les communes membres** pour échanger sur les expériences communales et réfléchir à un plan d'actions partagées, sinon mutualisées, dans le cadre du **Club 21** depuis 2015.

L'exposition «Les Savanturiers» pour les 150 ans du Muséum d'Histoire naturelle de Toulouse : ce projet raconte l'aventure du Muséum ouvert en 1865, période où la Fée électricité ne dispensait pas encore sa lumière et où l'écrivain Jules Verne venait de publier son roman d'anticipation «De la Terre à la Lune».

Cette exposition labellisée «d'intérêt national» réunie autour de 150 objets (comme les 150 ans du musée) est un peu comme une immense malle à découvrir. Dans une atmosphère un peu rétro et futuriste à la fois, le visiteur voyage dans un espace-temps indéfini entre hier et demain, accompagné par tous ces explorateurs, scientifiques, collectionneurs qui ont participé à cette collection riche de 2,5 millions d'objets d'ethnologie, zoologie, botanique, paléontologie, minéralogie, préhistoire, entomologie, photographie, etc.

Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) : la nouvelle compétence métropolitaine

La GEMAPI est une compétence instaurée par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014. Elle est obligatoire pour la Métropole et doit être appliquée au 1^{er} janvier 2016. La loi crée un bloc de compétences qui regroupe les missions suivantes : aménagement de bassin hydrographique, entretien des masses d'eau, défense contre les inondations, restauration des milieux aquatiques. La complexité réglementaire et le contexte de la gouvernance de l'eau sur notre territoire rend l'exercice difficile avec de forts impacts financiers, notamment pour la gestion des digues.

Territoire à risque important d'inondation (TRI) : démarche et stratégie locale à définir

La Directive Inondation de 2007 a pour objet d'établir un cadre pour la gestion des risques d'inondation qui vise à réduire les conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique associées aux inondations dans la Communauté.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la DI, l'agglomération toulousaine est identifiée comme Territoire à Risque Important d'Inondation (TRI).

Le « TRI Toulouse » est un territoire composé de 12 communes riveraines de la Garonne (8 de TM) concentrant les enjeux (population, emploi) en zone inondable.

Une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) est obligatoire pour chaque TRI et doit être élaborée pour fin 2016. Elle nécessite une coordination forte des acteurs par un porteur (animateur) identifié pour son élaboration puis pour obtenir une coopération des maîtres d'ouvrage pertinents pour réaliser la programmation des actions sur 2017-2020.

Agriculture durable

Les espaces cultivés occupent 25 % du territoire métropolitain et le soutien à l'agriculture métropolitaine s'inscrit dans la définition du projet de développement du territoire métropolitain.

- Toulouse Métropole soutient l'activité maraîchère et les circuits de production-vente de produits agricoles locaux. Les projets sur la ferme de Salsas à Quint-Fonsegrives, la ferme Bordebio aux Izards à Toulouse, le parc agricole et naturel à Pin-Balma sont autant de directions où la collectivité agit, avec des professionnels et des associations.

- Le Club 21 (cf. ci-dessus) a mis en place un groupe dédié à la thématique agricole. Après avoir dressé un état des lieux du territoire et des actions en cours, les élus d'une dizaine de communes du territoire travaillent désormais de manière collégiale à la proposition d'un projet agricole métropolitain visant à contribuer à l'alimentation des habitants de la métropole, à relocaliser emplois et économie, à contribuer à la qualité environnementale et paysagère du territoire.

- La délibération de prescription du PLUi-H met en avant la nécessité de s'appuyer sur le potentiel économique, social et environnemental de l'agriculture pour développer le territoire métropolitain. Dans ce cadre, le diagnostic agricole de territoire a été approfondi selon deux axes.

Les espaces cultivés sont à ce jour finement localisés et la Métropole dispose d'une cartographie complète des différents types de cultures, grâce à l'exploitation des données issues des déclarations à la Politique agricole commune et d'une enquête de terrain ciblée sur les parcelles en maraîchage.

Parallèlement, des données économiques ont été recueillies pour mieux connaître le poids du système économique lié à l'agriculture sur le territoire, à la fois dans la dimension de production, de transformation, de distribution et de consommation.

Une analyse plus ciblée sur la dimension alimentaire et sur les circuits courts de proximité permettra *in fine* de mettre en exergue le potentiel économique et le rôle à jouer de ce secteur pour l'alimentation de proximité.

A Toulouse, la politique publique de développement des **jardins partagés** s'est concrétisée sur de nombreux sites.

- 11 jardins sont aujourd'hui ouverts, soit 20 000 m² et 500 jardiniers environ. Depuis cette année, les jardins partagés sont intégrés dans le programme de renouvellement urbain (quartiers du Grand Projet de Ville). Ces espaces de culture, souvent vivrière, et de lien social, sont : Sept-Deniers, Monlong, Jardins de l'amitié du Tintoret, St Cyprien, Le p'tit paradis de Naudin, Le Verrier, Le jardin des 4 vents de Jolimont. Arènes Romaines, Reynerie, Jardin des Castors (Hers), Ginestous.
Tous s'appuient sur la charte municipale des jardins partagés votée en 2009. Ils sont créés et gérés de manière concertée, ouverts au public et selon des pratiques éco-responsables. Certains sont en secteur d'habitat social et sont accompagnés par le Centre Social, d'autres ont vu le jour dans le centre de la ville.
- Un fait nouveau en 2015 : l'intégration des jardins partagés dans le programme de renouvellement urbain (quartiers du GPV).

Le bio et les produits locaux dans les cantines

La ville de Toulouse intègre dans les repas distribués aux enfants dans les cantines environ 20 % de produits bio et/ou locaux. Sa cuisine centrale fournit 33000 repas/jour aux 202 écoles de la ville.

De nombreuses autres communes de Toulouse Métropole font de même. Elles estiment toutes que le repas à la cantine doit être de qualité. C'est aussi un moment de partage et de convivialité.

Par exemple, Tournefeuille indique que les menus des repas servis aux enfants sont élaborés par sa cuisine centrale et soumis à l'avis d'une diététicienne qui en contrôle l'équilibre alimentaire et nutritionnel. La ville veille à ce que soient intégrés régulièrement des éléments issus de l'agriculture biologique dans la composition des repas, sans communiquer un pourcentage moyen sur une année.

De son côté, la commune de Quint-Fonsegrives sert 440 repas quotidiennement dans les écoles élémentaire et maternelle. La fourniture et la livraison de la restauration en liaison froide sont déléguées à une entreprise spécialisée en restauration collective. Le choix de cette entreprise s'est fait sur appel d'offre. A partir d'un cahier des charges strict et résolument tourné vers la qualité et l'équilibre alimentaire, la commune a choisi un prestataire qui garantit qualité, traçabilité et équilibre alimentaire.

Elle s'approvisionne auprès de fournisseurs majoritairement régionaux (69%) et auprès de producteurs de fruits en direct. Les viandes de bœuf et de veau sont d'origine exclusivement française. Les viandes de poulet sont Label Rouge avec une garantie de traçabilité. Le porc est d'origine France - Grand Sud-Ouest, Aveyron à 70%. La charcuterie est constituée de produits de qualité sans colorant. Le poisson est garanti sans arête. Exclusion totale de la perche et du panga. Le travail avec des producteurs régionaux est privilégié, les conserves sont exclues.

L'entreprise retenue propose deux desserts bio ou produits laitiers par semaine et 3 semaines de repas 100% bio dans l'année scolaire, soit 12 repas dans l'année.

A Quint-Fonsegrives comme à Tournefeuille, des animations thématiques dans le cadre de projets pédagogiques sont prévues autour des repas.

Bien entendu, ce ne sont que deux exemples ; il n'est pas possible de citer ici toutes les démarches communales. L'intérêt de cette mention est de faire apparaître une volonté commune et un réel marché pour les entreprises de secteur économique.

Cible 7 : Impliquer tous les acteurs du territoire

Impliquer les acteurs économiques : le dispositif Agil'T

Il s'agit d'une compétence métropolitaine.

La moitié des émissions de gaz à effet de serre du territoire relève des activités économiques.

La recherche de sobriété dans nos modes de production et de consommation est indispensable pour s'adapter au dérèglement climatique et à la raréfaction des ressources naturelles.

Toulouse Métropole et la Mairie de Toulouse, avec 566 millions d'euros/an d'achats de fournitures, travaux et services, se sont engagés dans une politique d'achat responsable à faible impact environnemental et à forte valeur ajoutée en matière d'insertion par l'emploi.

En cohérence avec le Small Business Act et dans le cadre de l'appel à projet « Ecogeste à destination des entreprises »,

par délibération du 13 novembre 2014, Toulouse Métropole s'est engagé au côté de la CCIT, de la CMA 31 et de SYNETHIC pour accompagner les TPE/PME, valoriser leurs engagements dans l'économie de ressources et la responsabilité sociétale. L'opération a fait l'objet d'une identité visuelle et d'un plan de communication. Toulouse Métropole porte également le PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi) qui permet un accompagnement individualisé et renforcé pour favoriser l'accès à l'emploi des personnes éloignées du marché du travail. Il est associé à ce dispositif.

C'est pourquoi, afin de répondre aux enjeux climatiques, d'emploi et d'efficacité de la commande publique, Toulouse Métropole, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Haute-Garonne et SYNETHIC, accompagnent depuis 2015 les petites et moyennes entreprises dans leur démarche de responsabilité sociétale, et valoriser leurs engagements. Le **dispositif gratuit Agil'T** (Agir local à Toulouse) a été créé à cet effet. Il permet d'accompagner des petites et moyennes entreprises à structurer, évaluer et valoriser leur démarche de responsabilité sociétale et leurs engagements.

Agil'T a été l'un des socles de la contribution de la Métropole à l'événement 1,2,3 Climat, organisé en collaboration avec la CCI Midi Pyrénées, ECOCERT, l'ARPE, TBS, et Toulécogreen en coordination avec le C3 (Challenge Change Climat), en novembre 2015. Il a pris la forme de tables rondes, de conférences, de stands et de pitches. Les thèmes abordés étaient la RSE, les innovations, les services climatiques.

Dans ses temps forts figure l'attribution par la Métropole de prix « AGIL'T », d'une enveloppe globale 30 000 euros, pour encourager les actions et démarches exemplaires de développement durable des entreprises engagées dans le dispositif AGIL'T.

Un jury constitué de la CCIT, de la CMA 31, de SYNETHIC, des services de Toulouse Métropole (DAEDE, DRIF), élargi à d'autres acteurs, a sélectionné les propositions d'actions les plus pertinentes.

En 2015, près de 40 entreprises ont signé une charte d'engagement et ont été accompagnées dans l'élaboration d'un plan d'action RSE. Les premiers plans d'actions opérationnels sont officiellement signés en juin et s'intégreront dans la communication COP21.

Impliquer les associations et les habitants

Le conseil aux habitants

L'Espace Info Énergie (EIE) de Toulouse Métropole réalise un travail de conseil auprès des habitants afin de les accompagner dans l'efficacité énergétique de leur logement, par la réalisation de travaux ou l'adoption de comportements économes. En intervenant sur le premier secteur consommateur d'énergie du territoire et en permettant aux habitants de réduire leurs factures d'énergie, l'action de l'EIE répond aux cibles phares du Plan Climat, de la politique de l'habitat et de la politique de la ville.

L'intérêt et l'efficacité de l'Espace Info Énergie sont élevés : Toulouse Métropole a été le premier territoire de France deux années consécutives sur le défi familles à énergie positive ; sur plus de 4 000 contacts annuels ces dernières années, 2000 environ sont constitués de conseils directs (accompagnement apporté par les conseillers énergie), dont 60 % passent à l'acte pour des travaux de rénovation énergétique.

Les actions développées avec les copropriétés et les bailleurs sociaux rencontrent un véritable intérêt auprès de ces partenaires.

L'EIE exerce un véritable rôle éducatif en matière de développement durable, centré sur la transition énergétique. Il fournit aux habitants des 37 communes membres un conseil gratuit, neutre et de qualité, à l'heure où le prix de l'énergie augmente fortement (la facture a augmenté de 49 % pour les personnes se chauffant à l'électricité, et de 56 % pour les personnes se chauffant avec une autre énergie, comme le gaz, entre 2007 et 2014 selon le médiateur national de l'énergie).

Dispositif « Mieux vivre chez soi »

Dans le cadre des aides à la personne fournies par la Ville de Toulouse, le soutien auprès de personnes vulnérables constitue une mission.

Depuis de nombreuses années, la Ville a mis en place le dispositif municipal « Mieux vivre chez soi », qui apporte une aide à l'amélioration de l'habitat des personnes âgées. En février 2015, il a été étendu aux personnes en situation de handicap. Concrètement, avec ce dispositif, la Ville de Toulouse apporte son soutien financier autour des demandes d'aides à la réalisation des travaux d'aménagements spécifiques et d'adaptations ergonomiques, qui rend le logement

accessible et adapté aux besoins de chacun.

C'est une action qui fait partie du volet social des politiques d'adaptation.

L'aide municipale, attribuée en fonction des revenus de chacun, s'adresse à tous les Toulousains de plus de 60 ans, propriétaires occupants ou locataires du parc privé. Les personnes en situation de handicap titulaires d'une carte d'invalidité délivrée par la Maison départementale des personnes handicapées de la Haute-Garonne (MDPH) peuvent également en bénéficier.

Le dispositif prend en compte 2 types de travaux. Tout d'abord, les travaux relatifs à l'adaptation du logement et à l'accessibilité tels que : la salle de bain, la chaise monte escalier, les volets roulants, la motorisation du portail... Puis les travaux liés à l'amélioration de l'habitat, dont bénéficient uniquement les seniors : la réfection de la toiture, le chauffage, l'isolation des combles, le revêtement des sols, la mise aux normes électriques...

En 2015, plus de 100 dossiers ont été finalisés, engendrant des travaux allant de 2 000 à 50 000 euros, selon les cas, avec une participation de la Ville pouvant aller de 500 à 11 000 euros (5 000 euros en moyenne).

L'opération Gourmet bag

Le « Gourmet bag », c'est le « Doggy bag » à la française ! Dans les pays anglo-saxons, lors de repas pris au restaurant, si l'assiette n'est pas terminée, le consommateur peut emporter ses restes de repas, dans un contenant prévu à cet effet fourni par le restaurateur : le « Doggy bag ». Ce concept est désormais testé en France et le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt l'a renommé « Gourmet bag », du fait que la France soit unanimement reconnu comme étant le pays de la gastronomie.

Contrairement à l'idée reçue, ce ne sont pas les moyennes et grandes surfaces qui produisent le plus de déchets alimentaires. Ce sont les consommateurs !

Or, la lutte contre le gaspillage alimentaire constitue une action phare du programme local de Programme local de prévention des déchets (PLPD).

Mais il existe des freins culturels et psychologiques qui n'incitent pas d'un côté les clients à demander un « Gourmet bag » ; de l'autre les restaurateurs à se lancer. Pourtant, les études^{3*} montrent que majoritairement les personnes sont favorables à l'idée d'emporter leurs restes de repas. Ce dispositif, suivi par un laboratoire universitaire en psychologie sociale qui a pour vocation d'inciter les gens à changer de comportement, est donc mis en place pour que les restaurateurs et leurs clients s'approprient cette démarche.

Un panel de huit restaurants de l'agglomération toulousaine est impliqué dans l'opération « Gourmet bag ». Quand le client arrive dans l'un d'entre eux, il voit immédiatement l'affiche qui présente le dispositif. De plus, sur chaque table, un chevalet et un questionnaire expliquent le concept. Les serveurs, qui ont été formés, appliquent des techniques de psychologie sociale qui doivent permettre de faciliter l'adoption du « Gourmet bag » et de conforter les clients dans cette pratique. Ce dispositif sera testé jusqu'au 5 juillet prochain. Une analyse sera ensuite faite par le laboratoire d'études, en vue de développer une stratégie qui permettra d'étendre et de généraliser la pratique du « Gourmet bag ».

L'implication des associations d'Éducation à l'environnement et au développement durable

Le Plan Climat Énergie territorial (PCET) de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole vise, notamment, à « impliquer tous les acteurs et mobiliser tous les moyens d'action nécessaires », pour atteindre de façon optimale les objectifs retenus.

Une action phare de cette cible consiste à « renforcer et réaliser un programme d'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) sur Toulouse Métropole », en mobilisant les partenaires associations et les crédits de subventions disponibles.

La politique EEDD va se structurer pour impulser une dynamique active de partenariats efficaces entre les associations du territoire et la collectivité, et se concentrer sur quelques projets EEDD à fort impact.

2015 reste une année d'adaptation qui permettra d'établir des conventionnements pluriannuels 2016-2018 avec les associations subventionnées.

Pour 2015, au vu des dossiers déposés, la Ville de Toulouse a décidé le versement de subventions aux 10 associations « EEDD » suivantes :

Nom de l'association	Projet 2015	Montant proposé en €	Rappel montant
----------------------	-------------	----------------------	----------------

3 Enquête consommateurs réalisée par la Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt en 2014 : 75 % des personnes interrogées sont favorables à l'utilisation du « Gourmet bag ».

			accordé en 2014 en €
MOBILITE			
1 Km à pied	Pédibus des écoles publiques de Lardenne : Améliorer la participation des familles en organisant des événements festifs, (semaine du Développement Durable, t-shirts, concours dessin, goûter, stand pédibus...) et la communication aux adhérents (e-mail, site Internet). Budget prévisionnel total de l'action : 5 715 euros	1 000	0
BIODIVERSITE			
DIRE	Animation et conduite d'ateliers sur les thématiques biodiversité urbaine, jardins, changement climatique et pollution de l'air. Plusieurs publics visés : habitants, enfants, associations de quartier, pollution de l'air. Divers sites à Bellefontaine : friches urbaines et jardins, centres de loisirs ; plusieurs événements municipaux. Les enfants seront amenés sur les sites. Budget prévisionnel total de l'action : 20 700 euros	3 000	3 000
Le Tambour	4 « parcours-cheminements » au jardin japonais pour 60 enfants de 8-11 ans de 4 centres de loisirs de Toulouse. Visite avec livret-guide comportant plusieurs entrées artistiques et des repères historiques et botaniques. Projet co-réalisé avec l'association Le Trombone. Budget prévisionnel total de l'action : 3 500 euros	3 500	3 500
Tlse Protection aquatique (Association agréée Pêche Protection du Milieu aquatique) Toulouse	Accueil d'enfants tous les mercredis dans un atelier dédié et dans un local spécifique – Extension en eaux vives Pour 2015 : réfection du local ; doublement des participants aux ateliers hebdomadaires (30 enfants, 8-16 ans) et nouveau pôle d'animation pour découverte de la pêche en eaux vives. Renouvellement du matériel pédagogique. Notamment : accueil d'enfants de familles modestes et défavorisées d'Empalot. Budget prévisionnel total de l'action : 9 115 euros	4 000	0
ANIMATION DD TOUT PUBLIC			
Bleue Comme une Orange	Animation scolaire, péri-scolaire, grand public et création d'outils pédagogiques sur l'écomobilité, l'alimentation, l'empreinte écologique, l'écologie pratique (ateliers pratiques de création de produits écologiques). Cette association est dans une phase de transition pour réformer et consolider son projet associatif et élaborer des indicateurs pertinents généralisables. → Une subvention est proposée dans l'attente d'un projet associatif consolidé pour permettre à l'association de prendre un « second souffle » et concentrer ses activités éligibles aux subventions sur l'alimentation et les produits écologiques, et travailler en collaboration avec les associations déjà soutenues par la Ville à Empalot, Bellefontaine, Reynerie, ...	2 000	9 000
Reflets	Reconduction de projets d'éducation à l'environnement Thématiques ciblées : classes d'eau, biodiversité, déchets et cycles de la matière. Budget prévisionnel total de l'action : 22 900 euros	8 500	8 700
ACCOMPAGNEMENT ET DIFFUSION DE PROJET EEDD			
Alternatiba	Organisation d'ALTERNATIBA Toulouse les 12 et 13 septembre 2015 : information, sensibilisation, éducation sur les alternatives économiques, écologiques, sociales et collectives. Près de 100 structures locales présenteront des solutions au dérèglement climatique au travers des démonstrations pratiques, des conférences, des tables rondes, des expos et des stands. Seront aussi présentes : des animations ludiques, concerts, déambulations artistiques et espaces enfants pour ouvrir le concept à un public	8 000	-

	plus large. Un espace « institutionnel » avec présence de Toulouse Métropole et Ville de Toulouse est prévu. La subvention proposée s'ajoute aux prestations en nature fournies par la Ville, de l'ordre de 8000 € également. Budget prévisionnel total de l'action : 206 400 euros		
COPRAE	Organisation du 26^e colloque biennal du COPRAE – Journée bisannuelle d'échanges et de réflexion sur le dérèglement climatique et la croissance le 28/10/2015 salle du Sénéchal <i>+ Mise à disposition de la salle et communication sur les médias de la collectivité</i> Budget prévisionnel total de l'action : 25 386 euros	1 000	0
Elémen'Terre	Accompagnement global à l'éco-responsabilité d'une dizaine d'événements de la Ville Attribution proposée de la subvention sur septembre 2015 – mars 2016, avec comme conditions : - valorisation de l'état actuel des actions écoresponsabilisées ; - accompagnement de 10 événements, avec production de la fiche correspondante pour chaque événement et retour à la collectivité des 10 fiches renseignées. Budget prévisionnel total de l'action : 10 903 euros	3 000	8 200
FReDD – Film, Recherche, Développement durable	Festival FRED – 5^{ème} édition : 30 mars – 15 avril 2015. Thème : la transition énergétique. Titre : « 2021, l'Odyssée énergétique – pour une transition énergétique solidaire ». 35 documentaires présentés, dont 12 en compétition. Président du jury 2015 : Jacques Mitsch, réalisateur toulousain. Manifestation « scientifique, culturelle et citoyenne ». Accueil de scolaires, présentation de films, rencontres-débats. Un conseil scientifique accompagne les actions conduites par l'association. (*) Les 3 éditions précédentes se sont déroulées dans le cadre de la Semaine du développement durable (SDD) de Toulouse ; les éditions 2013 et 2014 ont été retenues sur un appel à projets général pour la SDD, hors subventions. Budget prévisionnel total de l'action : 53 760 euros	6 000	11 000 (*)
TOTAL	TOTAL DES ACTIONS SUBVENTIONNEES : 359.390 €	40 000 €	

Une seconde vague d'allocations de subventions aura lieu en décembre 2015.

Alternatiba Toulouse

Près de 35 000 personnes ont visité cet événement, soutenu par Toulouse Métropole et la Ville de Toulouse, au Grand-Rond et sur les allées Jules-Guesde, les 12 et 13 septembre 2015.

Les stands, animations, conférences et initiatives d'environ 200 associations se sont déroulés dans une ambiance chaleureuse et festive. Le Président Jean-Luc Moudenc et la présidente de la Commission EDDE Elisabeth Toutut-Picard ont ouvert et visité la manifestation, et échangé avec les exposants, animateurs, conférenciers, bénévoles et visiteurs pendant près de 2 heures.

Impliquer les écoles : directeurs, enseignants, parents, enfants

Si les relations avec les écoles et le milieu scolaire et les activités péri-scolaires restent du domaine des compétences communales, plusieurs actions de Toulouse Métropole sont destinées à aider à la mobilisation de ces acteurs, en créant et promouvant des outils adaptés. Ainsi, en est-il de l'action sur le tri par les enfants : « le tri, un jeu d'enfant » est une opération à travers laquelle est mise à la disposition des écoles élémentaires une mallette pédagogique sur le tri des déchets, en partenariat avec l'Inspection d'académie de la Haute-Garonne. Ce support permet aux enseignants de sensibiliser les élèves au tri, à ses enjeux et consignes, de manière autonome ou en complément des animations proposées par les ambassadeurs du tri.

Impliquer toutes les populations de la métropole

Le développement durable doit « embarquer » tous les habitants. A partir de ses propres activités, chaque acteur du développement durable dans le territoire se doit d'atteindre des publics autres que les « initiés » auquel il s'adresse habituellement. Par exemple les acteurs ayant pour mission la connaissance et la protection des ressources naturelles doivent attirer tous les publics.

Dans ce cadre, la mobilisation du Muséum d'Histoire naturelle de Toulouse en faveur des personnes handicapées est à remarquer. Ainsi, outre l'accueil permanent des personnes à mobilité réduite (PMR), a-t-il organisé en décembre 2014, pour la première fois, dans le cadre des rencontres « Ville & Handicap », « les quatre jours de l'accessibilité », notamment à travers des visites dédiées et des animations pour tous.

3. L'intégration du développement durable dans les autres politiques publiques de la collectivité

Toutes les politiques publiques de la collectivité ont vocation à être partie active du développement durable impulsé par Toulouse Métropole. Il n'est donc pas possible de les citer toutes ici. Les exemples qui suivent sont parmi les plus nouveaux et les plus significatifs.

Des changements dans les opérations d'aménagement des quartiers et cœurs de ville

Le territoire de Toulouse Métropole est en profond réaménagement, dont une part notable peut être qualifiée de « durable », c'est-à-dire relevant en tout ou partie des 5 finalités et des 5 méthodes indiquées en introduction. Au total, l'ensemble des opérations d'aménagement durable couvre une superficie de plus de 10 % du territoire métropole, si l'on ne retient que les périmètres des projets et opérations actés et validés à ce jour.

Il n'est donc pas possible d'exposer ici l'ensemble des projets intégrant le développement durable. Seuls quelques cas illustratifs sont présentés. A ces projets, il faut ajouter le Grand Parc Garonne, déjà résumé ci-dessus.

L'opération générale « Cœur de quartier »

Le but de l'opération "Cœurs de quartiers", qui se déploie entièrement à Toulouse est:

- d'une part, de revitaliser l'activité commerciale et artisanale de proximité notamment par la diversification de l'offre commerciale ;
- d'autre part, de redynamiser la vie locale.

Un projet Cœur de quartier se traduit par un plan d'actions pouvant concerner plusieurs volets: l'aménagement, le stationnement, le paysage urbain, la commercialité, les services urbains, la sécurité publique, ...

Les 33 cœurs de quartiers retenus par le Maire de Toulouse pour être réalisés sous ce mandat sont tous situés sur la commune de Toulouse. Mais cette opération relève à la fois de la compétence municipale de par sa finalité qui est de revitaliser l'activité commerciale et artisanale, mais aussi de la compétence communautaire s'agissant des travaux d'aménagement de l'espace public.

La place des Pradettes en est un exemple. Elle devrait bientôt connaître un nouveau visage, plus convivial et plus sécurisé aussi. La **convivialité**, élément souvent oublié du développement durable, est ici favorisée par la pose de barrières en bois pour dissuader les jeunes téméraires de faire du quad. Mais aussi par l'installation de bancs et de tables de pique-nique pour une nouvelle vie de quartier. Cette transformation se façonne dans la concertation avec les habitants, les associations et les promoteurs. Notamment par le biais d'une réunion mensuelle avec riverains et services de l'urbanisme.

La planification urbaine : traiter les îlots de chaleur urbains (ICU)

Pour atteindre les objectifs stratégiques du Plan Climat, il est nécessaire d'intégrer les enjeux énergie/climat dans le principal document de planification urbaine de la collectivité, le futur PLUiH. C'est l'objet de la cible 5 du Plan Climat et plus particulièrement de son action phare « anticiper la prochaine élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal au regard des exigences énergie/climat ».

Le PLUiH a été prescrit par délibération du Conseil de la Métropole le 9 avril 2015. Ses objectifs sont structurés autour du **développement durable comme fil conducteur**. Ils portent notamment sur la recherche de performance énergétique, de confort climatique urbain et de développement structuré des énergies renouvelables et de récupération.

En 2015, un travail a été réalisé pour identifier les leviers permettant d'intégrer les enjeux énergie/climat du territoire dans le futur PLUiH. Cette démarche est menée par la Métropole, avec l'appui de l'AUAT.

Parallèlement, le milieu scientifique local, déjà riche et dynamique sur l'étude des interactions entre le climat, la ville et la consommation/production d'énergie à Toulouse, a été sollicité pour construire des politiques publiques de planification urbaine intégrant les données quantitatives sur le microclimat urbain, le climat et l'énergie, avec une démarche applicable à toutes les villes de France. Pour produire des constats opérationnels et des livrables réalistes, il a été conclu un partenariat avec l'Université. En effet, l'état des connaissances actuelles reste limité sur la question de **l'îlot de chaleur urbain et ses effets**. Or sa réduction constitue un enjeu climatique prioritaire du territoire.

Ce projet de recherche, lancé en 2015, intitulé MAPUCE (Modélisation Appliquée et droit de l'Urbanisme : Climat et Energie) (2014-2018), financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), regroupe plusieurs laboratoires au niveau national, dont le Laboratoire Interdisciplinaire Solidarité, Sociétés et Territoires (LISST) à l'Université Toulouse Jean Jaurès. Des données pertinentes permettront de caractériser localement ce phénomène et proposer des mesures adaptées dans la perspective du PLUiH.

Le canal et les voies d'eau : moyen de transport écologique et espace nautique et ludique

Comme l'écrit la DREAL Midi-Pyrénées, « depuis plus de 3 siècles, le canal du Midi permet de relier la Méditerranée à l'Atlantique. De prouesse technique unique au monde à sa création, il est devenu au fil du temps une composante forte des territoires qu'il traverse et façonne. C'est un patrimoine à valeur universelle, inscrit sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1996 et c'est aussi un levier d'attractivité pour les territoires. A ce titre, il doit faire l'objet de mesures de préservation, afin de préserver son avenir ».

Avec ses composantes patrimoniales et culturelles, naturelles et environnementales, économiques et sociales, c'est donc une voie d'eau qui s'inscrit complètement dans le développement durable du territoire métropolitain lorsqu'elle le traverse.

Afin de promouvoir le Canal du Midi, la Ville de Toulouse organise, en partenariat avec Voies navigables de France, la manifestation « Canal en Fête ». L'édition 2015 s'articule autour du thème « Canaux d'hier et de demain ». Elle met en valeur la barque de poste, datant de 1818 qui permettait le transport de passagers le long du Canal du Midi.

Autre temps fort, une reproduction de la statue Notre-Dame des Eaux a été exposée dans la Chapelle des Bateliers pour rappeler l'histoire de la batellerie dans le quartier St Sauveur ; cette reproduction a été exécutée par les ateliers municipaux.

La santé publique

Une bonne santé individuelle mais aussi globalement des populations de la métropole fait indéniablement partie des actions d'« épanouissement humain » prôné par le développement durable. Dès 1946, l'Organisation Mondiale de la Santé propose d'élargir cette définition de façon positive et décroisée, en considérant la santé comme « *un état de complet de bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* ».

Les politiques publiques territoriales modèlent aussi les conditions de vie.

L'urbanisme joue désormais un rôle fondamental dans l'établissement d'un environnement favorable à la santé, qui ne se limite plus à des actions correctrices et réparatrices. Initié en 1987 par le programme des villes-santé de l'OMS (dont la Ville de Toulouse est membre depuis 1990), le concept d'urbanisme favorable à la santé se focalise ainsi sur les aspects positifs, s'attachant à ce que les objectifs « santé » et « qualité de vie » soient au centre du processus de conception et de décision.

A Toulouse, la situation sanitaire est relativement favorable à l'échelle de la ville mais la moyenne masque les inégalités sociales de santé. Certains territoires sont marqués par la précarité avec indicateurs de santé défavorables. L'obésité est par ailleurs un marqueur des inégalités sociales de santé les plus significatifs. Le taux d'obésité à 3-4 ans les plus élevé se trouvent à Reynerie : 7,8 %, la Farouette (7,5%), Bellefontaine (7,1%), le Mirail (6,3%) et Bagatelle (5,8%) alors que la moyenne de Toulouse est de 4,8 %.

A l'échelle régionale, Midi-Pyrénées est l'une des dix régions les plus touchées, 16,6 % des élèves de 6ème sont en surcharge pondérale, 3,2 % sont obèses. L'obésité en constante augmentation ces dix dernières années concerne près de 14 % des adultes (Profil santé de la ville de Toulouse, diagnostic quantitatif fait par l'Observatoire Régional de Santé de Midi-Pyrénées ORSMIP).

Pour Toulouse, les **questions alimentaires** prennent une place importante, nouvelle, dans tous les quartiers à travers l'aménagement des espaces de vie en espace de convivialité, les événements permettant de développer la culture alimentaire (fêtes et repas de quartiers, événements culturels,...), la sensibilisation aux questions environnementales, à la biodiversité et à la gestion des déchets via le compostage, notamment au cours d'animations associatives. Un jardin partagé peut servir d'appui pour éduquer et responsabiliser les habitants.

La gestion des risques environnementaux est l'un des piliers majeurs de la politique de santé publique de la Métropole. Selon leur nature et leur importance, les phénomènes de pollution, nuisance ou risque impactent différemment les populations et/ou les territoires. Tout phénomène de pollution, nuisance ou risque est incontournable à prendre en compte dès lors que trois facteurs sont réunis dans le temps et dans l'espace : une source / un vecteur / une cible. Selon leur nature et leur importance.

- a) **La lutte contre les nuisances sonores** : une nouvelle cartographie du bruit révisé la cartographie précédente en y ajoutant les 12 nouvelles communes. Elle est attendue à la fin de l'année 2015.
- b) **Améliorer la qualité de l'air** : l'ORAMIP (Observatoire de l'Air en Midi Pyrénées) a la charge de la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région. Toulouse Métropole, qui contribue à son financement, dispose grâce à cet observatoire de toutes les données en matière de pollution de l'air, notamment le nombre de personnes exposées à des dépassements de seuil pour chaque polluant.
- c) **Réhabiliter les sols pollués en fonction des usages attendus** : Toulouse Métropole est une des premières agglomérations à réaliser un inventaire historique urbain, exhaustif sur l'ensemble de son territoire, dans le cadre d'un investissement modeste. Il s'agit d'un système géographique qui répertorie, à l'échelle du cadastre, tout établissement actuel ou historique dont l'activité aurait pu avoir un impact sur les sols et/ou les eaux souterraines. La cinquième et dernière phase de couverture du territoire sera achevée en 2016.
- d) **La prévention des inondations** : au 1^{er} janvier 2016, la Métropole sera compétente en matière de prévention des inondations. La Ville de Toulouse dispose à elle seule d'un patrimoine important qui est directement concerné : les digues, les parties urbaines des cours d'eau tels que l'Hers. C'est l'ensemble des moyens permettant de limiter les risques inondation qui serviront à élaborer un plan d'actions prioritaires.

On rappelle que la police des risques environnementaux est du ressort du maire, ici donc de la Ville de Toulouse.

Lutter contre les nuisances sonores

Une cartographie du bruit a été réalisée en 2011 sur les 25 communes qui composait alors le territoire du Grand Toulouse. Il s'agit d'un diagnostic sur les empreintes sonores des secteurs routier, aérien, ferré et industriel (cartes par thèmes plus cartes de bruit cumulés). Les points Noir Bruit (PNB) sont identifiés dans ce document qui permet aussi de comptabiliser le nombre de personnes ou de bâtiments sensibles exposés à des niveaux sonores supérieurs à la norme.

Une nouvelle cartographie du bruit révisé la cartographie précédente en y ajoutant les 12 nouvelles communes. Elle est attendue à la fin de l'année 2015. Cf. infra.

Améliorer la qualité de l'air

C'est l'ORAMIP (Observatoire de l'Air en Midi Pyrénées) qui a la charge de la surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble de la région. Toulouse Métropole, qui contribue à son financement, dispose grâce à cet observatoire de toutes les données en matière de pollution de l'air :

- données relevées en continu pour chaque polluant sur chacune des 14 stations de mesure réparties sur le territoire ;
 - statistiques des données pour chaque polluant par année avec comparaison aux moyennes nationales ;
 - modélisation de la pollution à partir des valeurs d'émission des différents contributeurs (trafic, chauffage, industrie...). Ces modélisations donnent lieu à l'établissement de cartographies (2D) de concentration moyenne annuelle de chacun des principaux polluants. Ce type de cartographie peut également être établi à horizon +5, + 10...ans en rentrant les données selon les hypothèses projetées.
- Un test de cartographie 3D (tenant compte de la morphologie du bâti) a été réalisé sur un quartier toulousain dans le cadre d'une étude particulière ; avec une modélisation 3D les choix d'aménagement sont ici fortement étayés grâce à l'analyse beaucoup plus fine de la dispersion des polluants. Par contre, la méthodologie à mettre en œuvre est beaucoup plus lourde, et le recours à ce type d'outil ne peut être généralisé ;
- nombre de personnes exposées à des dépassement de seuil pour chaque polluant.

Réhabiliter les sols pollués en fonction des usages attendus

Toulouse Métropole est une des premières agglomérations à réaliser un inventaire historique urbain, exhaustif sur l'ensemble de son territoire, confié à un bureau d'études privé, dans le cadre d'un investissement modeste. Il s'agit d'un système géographique qui répertorie, à l'échelle du cadastre, tout établissement actuel ou historique dont l'activité aurait pu avoir un impact sur les sols et/ou les eaux souterraines.

Le territoire étudié concerne l'ensemble des 37 communes de la CUTM. Le projet est découpé en 5 phases. Les trois premières phases, actuellement finalisées ont notamment concerné le territoire de la ville de Toulouse.

Pour chaque site sensible identifié, des informations sont collectées sur la localisation, l'historique, les activités exercées, l'état environnemental, réglementaire et juridique. Des documents historiques relatifs au site sont associés aux données. Différents organismes sont contactés : les Archives Départementales de la Haute-Garonne, les Archives Municipales, les Services Techniques, les Archives Militaires, la Préfecture de la Haute-Garonne.

Les données recueillies et les documents historiques sont intégrés dans un Système d'Information Géographique. Des informations complémentaires sont ensuite apportées pour chaque site: des polluants potentiels sont associés aux activités, les sites sont hiérarchisés en fonction du risque de pollution, les surfaces et les coordonnées des sites sont intégrées, les références cadastrales des sites sont extraites.

Améliorer la prise en compte des risques technologiques

Le PPRT ESSO est devenu le PPRT FONDEYRE car il comprend dorénavant 2 entreprises classées SEVESO seuil haut, à savoir ESSO SAF et STCM. Le PPRT FONDEYRE a été prescrit le 30 avril 2015 par arrêté préfectoral.

Des réunions de travail ont été organisées entre la Préfecture, la DREAL et la Mairie de Toulouse afin de préparer la concertation et d'établir le planning. Elles se sont tenues : le 3 mars 2015, le 7 avril 2015, le 7 mai 2015 et le 7 juillet 2015. Une visite des 2 entreprises a également été organisée le 22 juin 2015 dans le cadre de la CSS (Commission de Suivi de Site).

Aujourd'hui, l'analyse des études de danger et la rédaction du PPRT est en cours.

Une première réunion publique pour présenter l'état d'avancement du PPRT s'est déroulée le 05 octobre 2015. Le calendrier prévisionnel est le suivant :

- premier trimestre 2016 : première version du PPRT et saisine des collectivités pour avis ;
- deuxième trimestre 2016 : Enquête publique ;
- septembre 2016 : approbation du PPRT.

Développer une démarche concertée autour des champs électromagnétiques

Une démarche territoriale sur les antennes-relais a été engagée courant 2015.

Elle consiste à :

- engager une démarche territoriale commune sur l'implantation des antennes relais de téléphonie mobile sur le

territoire de Toulouse et de la métropole ;

- établir une feuille de route destinée aux maires permettant de traiter les dossiers d'antennes de A à Z ;
- relayer une large information relative aux projets d'antennes auprès des Directions concernées (Démocratie locale, Droit des sols, Patrimoine).

L'avancement de la démarche a été la suivante :

- Création d'un groupe de travail par les 37 communes de Toulouse Métropole afin d'élaborer une stratégie commune permettant de traiter les dossiers d'antennes de A à Z en invitant les opérateurs à un dialogue constructif.
- Le groupe de travail mène une réflexion autour d'un projet de charte métropolitaine afin d'harmoniser les méthodes de concertation et de traitement relatifs aux projets d'antennes relais sur le territoire de Toulouse Métropole.
- Un projet de Charte métropolitaine relative aux antennes relais a été élaboré par ce groupe de travail. Il est en cours de validation par le service juridique.

Il convient de souligner que ce projet comporte des actions novatrices, dont les principales sont :

- implication du Maire, des élus, des riverains et associations de quartiers ;
- consultation des parties intéressées ;
- processus équitable et transparent de prise de décision en partenariat avec les opérateurs de téléphonie mobile.

Les actions sociétales et culturelles

En 2014, le maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, constatait : « la culture est chez elle à Toulouse » et ajoutait : « elle est partie intégrante de l'identité toulousaine. Elle contribue grandement à l'attractivité de notre ville. Le soutien à la culture est aussi une tradition municipale, qui en a fait, de longue date, l'un des budgets les plus importants de la collectivité. Cette tradition se mesure par exemple au nombre de lieux ou d'événements emblématiques dédiés dans notre ville à la culture »

- Parmi les grandes orientations culturelles figure depuis 2015, la thématique du **patrimoine**. L'événement "Forum Toulouse, patrimoine d'avenir" d'octobre a été un révélateur et stimulateur de l'ensemble du projet culturel municipal. Celui-ci vise notamment à placer le patrimoine municipal, mais aussi métropolitain, « **au cœur des enjeux d'une ville du XXI^e siècle** », et donc de la ville durable de ce siècle. Il s'agit aussi de consolider les premières bases de la candidature de Toulouse au Patrimoine Mondial de l'Unesco.

Peu auparavant, en septembre, les Journées européennes du patrimoine ont été l'occasion de porter à connaissance et faire visiter le patrimoine métropolitain dans toutes les communes de la Métropole, par exemple à Balma, Blagnac, Launaguet, Pibrac, ...

- Volet indissociable du développement durable, la politique culturelle peut aussi comporter en elle-même des éléments relatifs à l'environnement et au climat. Ainsi, la Ville de Toulouse lance-t-elle chaque année l'appel à projets pour le **Passeport pour l'art** - Parcours culturels gratuits pour les enfants. Le dispositif est généralisé à l'ensemble des 20 000 élèves de la grande section de maternelle au CM2 depuis l'année scolaire 2013-2014. Le dispositif, créé en 2009, dont l'objectif est de favoriser l'accès des élèves des écoles maternelles et élémentaires aux arts et à la culture, intègre des éléments du développement durable municipal. Cette partie est aujourd'hui très prisée par les écoles, les enseignants et les enfants.

- **Rio Loco**, un festival musical qui est l'archétype du positionnement du développement durable au cœur des événements de la Ville et de la Métropole de Toulouse.

Cinq composantes fortes de cette orientation en 2015 :

- Nécessité de préserver l'espace naturel de la Prairie des Filtres, vitrine de la Ville de Toulouse
- Première expérimentation à grande échelle des gobelets consignés avec l'entreprise d'insertion ECOCUP : 120 000 gobelets mis en circulation
- Réduction significative des déchets plastiques, constatée par le service des déchets en fin d'édition
- Faible impact sur les émissions de gaz à effet de serre, grâce à des systèmes de mobilité adaptés
- Forte valeur ajoutée

A titre d'exemples, on insistera sur les 3 composantes suivantes.

- Le choix d'une mobilité durable est effectif grâce aux actions suivantes :
 - partenariat avec Tisséo,
 - mise en place de racks vélos sur le site,

- incitation au covoiturage
- transport de la presse et des artistes en vélotaxi

Bilan 2014 de cette action : 120 personnes transportées, 262 km parcourus, 80 000 eq.CO2 évités.

- le choix d'un festival accessible à tous :

- site Internet adapté aux malvoyants
- boucle magnétique et signalétique adaptée
- plate-forme PMR pour les spectacles
- 10 % de places de parking réservés
- interprétariat en langue des signes de spectacles jeune public
- sensibilisation des sociétés de gardiennage et personnel d'accueil au handicap
- tarification sociale : 5 euros pour 8 heures de spectacle ; gratuité pour les moins de 12 ans
- forte sensibilisation aux comportements écologiques : village éco-loco, activités pédagogiques sur le ré-emploi, le climat, l'énergie, la santé, escale santé,

Bilan 2014 : plus de 13 ateliers en fonctionnement ; plus de 200 personnes par jour.

- l'objectif de développer l'économie locale : artisanat, restauration, insertion par l'emploi, produits locaux et circuits courts, retombées économiques dans toute la ville, ...

Comme Rio Loco, c'est l'ensemble de la politique culturelle qui s'ouvre à tous les publics. Ainsi, à Toulouse, chaque week-end, les Toulousains peuvent désormais visiter gratuitement les collections permanentes des musées municipaux sur présentation de la carte « Musée libre », à faire établir à l'accueil de l'hôtel de ville (Capitole) à l'aide d'un justificatif de domicile, d'une pièce d'identité et d'une photo.

Le développement économique

La démarche Smart City de Toulouse Métropole

Toulouse Métropole lance la démarche "Smart City" et souhaite associer les habitants pour bâtir ce nouveau modèle de ville intelligente. La collectivité organise une consultation en ligne et des ateliers d'échange, à destination des acteurs locaux.

La ville intelligente, c'est une ville moderne, plus facile à vivre, plus collaborative et moins chère. Une ville qui prend le parti des technologies les plus performantes, de la libéralisation des données à grande échelle, pour faciliter la vie des citoyens et rendre l'action publique plus efficace.

Elle concerne tous les domaines du quotidien et toutes les compétences de la collectivité. Toulouse Métropole travaille en particulier sur quatre thèmes : la mobilité, l'énergie, l'autonomie (personnes fragilisées) et les e-services (tourisme, culture...) ». Surtout, elle s'inscrit dans une vision globale.

La collectivité en est au stade premier de la définition des besoins, auprès des trois catégories d'acteurs suivantes.

Auprès de ses agents...

Quatre thématiques prioritaires (autonomie, mobilité, énergie et e-services) ont été retenues et ont fait l'objet d'ateliers en interne. L'idée de chaque atelier est que les services étudient comment avoir recours aux technologies les plus performantes pour optimiser leur qualité et faciliter la vie des usagers. De nombreuses propositions innovantes ont été émises. Les orientations définitives seront présentées lors de la restitution du schéma directeur Smart City, à l'automne 2015.

des entreprises...

Dans le cadre de la démarche Smart City, Toulouse Métropole mène plusieurs expérimentations avec des startups locales et des industriels. Ainsi, une quarantaine de projets innovants sont accompagnés (tests de prototypes, projets de recherche, services numériques, nouveaux services issus d'applications récentes...) dans les domaines de l'énergie, des transports, du tourisme et de la culture.

et de ses habitants

Entre août et octobre 2015, la Métropole associe les habitants à ses travaux de réflexion autour de la ville « intelligente ». C'est pourquoi elle a organisé, le 15 septembre, des ateliers d'échange, sur inscription et lancé une consultation en ligne jusqu'au 15 octobre : « Venez participer, échanger et partager vos idées pour moderniser l'administration, construire une ville plus participative, favoriser l'économie du partage, rendre la ville plus accessible

dans le domaine de la mobilité mais aussi de la culture, du tourisme ou du patrimoine ».

A titre d'exemple des innovations impulsées et soutenues par la Smart City métropolitaine, on peut citer le Grand prix du défi numérique de Toulouse Métropole en octobre dernier, Calendeev, qui vient d'être lauréat du concours dataconnexions d'Etalab dans la catégorie service de proximité.

Preuve s'il en est des performances et de l'activité entrepreneuriale de notre Métropole dans le domaine du numérique, la société Calendeev a su convaincre et faire connaître son application au-delà des frontières de notre territoire. Calendeev est un agenda de sortie personnalisé qui vous accompagne au quotidien en vous proposant en temps réel les meilleures sorties culturelles, sportives et autres manifestations afin qu'aucun de vos événements favoris ne vous échappe.

Le schéma de développement économique

Le passage en Métropole au 1er janvier 2015, la loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et l'élargissement de la Région, vont modifier très sensiblement les conditions d'exercice de nos compétences en matière de développement économique.

C'est pourquoi Toulouse Métropole a élaboré un schéma de développement économique, d'innovation et de rayonnement définissant le rôle, les positionnements, les actions et les dispositifs de la Métropole sur différentes thématiques :

- croissance et compétitivité des écosystèmes métropolitains ;
- développement industriel ;
- nouvelles pratiques du tourisme, du commerce et de l'artisanat ;
- espaces d'accueil et offre immobilière ;
- services aux entreprises et attractivité métropolitaine.

M. Jean-Luc Moudenc a confié à Mme Dominique Faure, vice-présidente de Toulouse Métropole, en charge du développement économique et de l'aménagement des zones d'activités, la réalisation de ce schéma de développement économique.

Les élus et les services ont travaillé en mode projet pour définir les domaines d'actions les plus pertinents et les partenariats à nouer avec les autres acteurs du développement.

Les Assises du Développement Économique de mars 2015 ont marqué la première étape de l'élaboration du schéma de développement économique. La restitution de ces assises a été présentée en juin dernier.

Le schéma de développement économique est paru en septembre 2015, intitulé « Bâtir ensemble le développement économique de la métropole toulousaine ». Il comporte notamment : parmi 20 projets cibles, répartis en 4 programmes, celui sur « la fabrique à projets de la Smart City » -cf. ci-dessus ; ainsi qu'une nécessaire « prise en compte transversale de la lutte contre le réchauffement climatique dans tous les projets du schéma ».

La politique de la ville en faveur des quartiers sensibles

A Toulouse principalement, mais aussi à Blagnac, Colomiers et Cugnaux, une quinzaine de quartiers de l'agglomération accueillent beaucoup de ménages à faibles revenus. Les 60 000 habitants qui y résident ont un revenu médian inférieur à 60 % de celui de l'agglomération, soit 11 900 € par an, et seulement 8 000 € par an pour certains. Pour résoudre les difficultés de ces quartiers et des ménages qui y habitent, les acteurs publics et privés se mobilisent autour du contrat de ville 2015-2020, qui constitue le nouveau cadre d'action de la politique de la ville (loi du 21 février 2014).

Si le pilier « environnemental » du contrat de ville reste modeste et, surtout, diffus dans l'ensemble des actions inscrites, celui de la cohésion sociale est manifestement très fort.

La cohésion sociale, c'est vivre ensemble en société, en prenant en compte les droits et devoirs de chacun, en valorisant les diversités. Ce pilier regroupe quatre grands domaines d'action :

- éducation ;
- sport, loisirs, culture et vie de quartier ;

- santé et préventions ;
- accès aux droits et aux services.

Les trois premiers domaines répondent également à la finalité de l'« épanouissement individuel et collectif » du développement durable. Ils feront l'objet d'un plan d'actions, décliné sur tous les quartiers prioritaires ou sur quelques uns seulement, en raison de leurs spécificités.

Mais trois des cinq orientations stratégiques du contrat de ville de Toulouse Métropole 2015-2020 sont particulièrement porteuses d'éléments de « durabilité » :

1°) Réduire significativement les principaux écarts de situation et de développement constatés entre les quartiers prioritaires et la métropole

La réduction de la précarité énergétique, cible essentielle du Plan Climat, fait partie de cette orientation, notamment en travaillant sur l'amélioration du reste à vivre. L'ensemble des actions environnementales qui sont menées dans les quartiers sensibles (atelier solidaire d'Empalot, projet Médiaterre porté par l'association Unis-Cité, conseils et mobilisation des habitants et des personnels des bailleurs sociaux sur les écogestes, ...) renforcent les liens sociaux et poussent les habitants les plus concernés à « sortir » de leur espace d'habitat.

2°) Rééquilibrer l'offre de logement entre les quartiers prioritaires et le reste de la métropole

La création de bâtiments sociaux diversifiés et à énergie positive (BEPOS) ou à basse consommation (BBC) s'inscrit directement dans cette perspective. Mais l'« offre » de logement pertinente implique aussi un usage adéquat : c'est l'objet des actions de monitoring et de sensibilisation aux écogestes qui sont proposées. Mentionnons aussi que, depuis 2003, la politique de rénovation des quartiers prioritaires a permis de dédensifier 1/3 des quartiers et de créer un paysage ouvert, prêt à être remodelé.

3°) Restaurer la « convivença » toulousaine, en ciblant les relations au sein des quartiers prioritaires et entre ces quartiers pour travailler sur la mise en valeur des territoires et de leurs habitants,

L'animation et la vie sociale des quartiers sont autant d'occasions de débat et de rencontre entre les habitants et les institutions. Inscrire ces quartiers dans la transition énergétique articulera pleinement le contrat de ville avec les finalités du développement durable.

Au total, ces projets de développement durable ou d'« excellence environnementale » comme il peut être dit, visent à fournir un « **outillage** » fortement complémentaire et articulé aux orientations stratégiques de la politique métropolitaine de la ville durable. Cet outillage est d'ailleurs conçu comme reproductible ou **réplicable dans la métropole et ailleurs**. Contribuer à un quartier « intelligent » fait également partie de cette orientation. L'ensemble des **innovations** envisagées ou attendues se situent sur 4 niveaux :

- financières, avec notamment des partenaires privés ;
- techniques/technologiques ;
- organisationnelles au sens où elles visent à des modes collaboratifs de faire ;
- sociétales, au sens où la coopération entre les habitants est plus qu'indispensable.

4. La consolidation de l'exemplarité de l'administration

La mise en œuvre d'une démarche de développement durable dans toute organisation, collectivité ou entreprise, est un processus qui engage en interne toutes ses fonctions. Il s'agit de mettre en place un véritable **programme d'action transverse**, avec des correspondants dans les principales entités de l'organisation, et en impliquant les parties prenantes, dans le cadre des budgets et moyens disponibles.

Dans les évolutions récentes du programme « administration exemplaire » du Plan Climat, les éléments qui suivent sont à souligner. Il faut rappeler en préalable que de nombreux services de Toulouse métropole et de la Ville de Toulouse sont mutualisés.

Transversalité et collaboration inter-métiers

Le développement durable en général et le Plan Climat de Toulouse Métropole en particulier relèvent d'enjeux et

objectifs qui sont très largement partagés dans les services de la collectivité, et parfois même d'actions concrètes très transversales.

La transversalité et la collaboration inter-métiers portent souvent sur des actions qui traversent plusieurs services opérant ensemble.

Plus généralement, la collectivité développe une culture professionnelle de la collaboration inter-métiers et/ou de la gestion en mode projet. Des services travaillent ainsi, voire même découvrent parfois, d'autres services qui s'avèrent être de véritables partenaires. Lorsque le sujet le permet, les questions de développement durable peuvent être ainsi portées par plusieurs agents ou services.

Cette transversalité inter-métiers est particulièrement nécessaire dans le cas de la mise en œuvre du contrat de ville décrite ci-dessus. La bonne implication des personnels est devenue un atout fondamental pour la réussite du projet.



Dans le contexte budgétaire actuellement tendu -cf. ci-dessous-, l'indispensable recentrage des activités sur les cœurs de métier des personnels doit encore davantage s'appuyer sur les ressources et compétences humaines liées au développement durable. Dans des cas précis, l'élargissement de la compétence interne à travers des partenaires externes doit être étudié et réalisé si nécessaire.

La **semaine du développement interne** est, dans ce cadre, un événement important, qui est aussi convivial. En 2015, il a connu un nouveau grand succès, toutes les animations ont affiché complet.

Dans plusieurs des actions ci-dessous, on trouvera ce type de collaboration mise en œuvre.

Actions significativement avancées en termes de développement durable

Les domaines suivants sont particulièrement contributeurs du programme de Toulouse Métropole.

Alimentation de proximité et restauration scolaire

Il s'agit ici de compétences directement exercées par les communes de la Métropole. Toutefois, en présentant ici particulièrement le cas de la Ville de Toulouse, il s'agit non seulement d'illustrer des pistes d'action possibles, souvent existantes dans les autres communes, mais aussi de faire valoir l'impact de l'action à une échelle économique et sociale plus grande que le périmètre strictement communal.

En matière de cantine scolaire, la Ville privilégie les produits locaux, labellisés, et/ou bio. Elle tente de développer, et donc impulser sur le territoire, les circuits courts.

La Régie agricole de Toulouse produit lentilles et jus de raisin pour la Cuisine Centrale, avec un projet de verger pour produire pommes et poires toujours pour cette même Cuisine. Toute la production de la régie est bio. Il apparaît aujourd'hui possible d'envisager une « reproduction » du développement de la Régie sur notre territoire dans de nombreuses autres villes, selon des formes à déterminer.

Commande publique et événements écoresponsables

La politique de développement durable intégrée la commande publique de Toulouse Métropole va du champ des achats durables aux événements « produits » par la collectivité, même si ce ne sont pas les mêmes services qui interviennent. C'est cet ensemble ou « filière » d'action qu'il faut prendre en compte.

Il est à noter qu'un véritable « coût global » de l'achat durable doit prendre en compte, idéalement, le transport des produits achetés, les garanties liées, les coûts de stockage, l'obsolescence, les déchets générés lors de la production et en fin de vie, la maintenance et l'entretien lorsqu'il s'agit d'équipements.

- **Les achats durables** : la politique générale des achats de Toulouse métropole pourrait être résumée par ce slogan : « conjuguons nos efforts pour tout acheter mieux ».

Avec plus de 560 millions d'achats par an, la Ville de Toulouse et Toulouse Métropole constituent un des tou t premiers

pôle local d'acheteurs dans le territoire. Levier économique, la commande publique est ainsi, également, un levier pour l'emploi local. Une large gamme d'actions vise ainsi à favoriser l'accès des PME à la commande publique : simplification des dépôts de candidature aux marchés publics, remise d'offres dématérialisées, dialogue constructif avec les fournisseurs, amélioration des délais de paiement, augmentation du taux des avances,

Acheter mieux, c'est en même temps acheter responsable. Ainsi, la commande publique favorise-t-elle l'insertion par l'activité économique, à travers les marchés et clauses d'insertion ; utiliser les marchés réservés aux entreprises adaptées ; privilégier les circuits courts ; prendre en compte le coût global d'un produit....

Ainsi, en signant la **charte des marchés publics** en décembre dernier, nous nous sommes engagés, entre autres, à utiliser tous les leviers permis par la réglementation pour favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique de la Ville, de Toulouse Métropole et de ses entités partenaires.

Depuis, nous avons concentré nos efforts sur la dématérialisation des marchés, leur simplification et nous proposons des cahiers des charges simplifiés pour les marchés de faibles montants.

La dématérialisation, quant à elle, se traduit par la mise en ligne des dossiers de consultation téléchargeables sur la plate-forme (www.marchespublics.toulouse-metropole.fr). Toulouse Métropole ne remet plus aujourd'hui aucun dossier papier. De plus, la collectivité incite les entreprises à transmettre leurs candidatures et leurs offres par voie électronique, et les y oblige même pour certains marchés. A moyen terme, notre objectif est de dématérialiser, au sein de la chaîne comptable, toutes les pièces des marchés d'ici 2017. Ce processus est en bonne voie.

- Les événements écoresponsables

Développer les événements écoresponsables de la collectivité, en utilisant la charte des événements écoresponsables, est une des actions phares du Plan Climat. Pour la vision développement durable de l'événement, il s'agit à la fois :

- d'utiliser les événements comme vitrines de l'engagement de la collectivité dans la « durabilité » ;
- de produire des événements à faible impact et à forte valeur ajoutée sociale

En 2015 et au premier semestre 2015, plus d'une douzaine d'événements ont été accompagnés pour garantir l'application de leurs engagements dans le domaine de l'écoresponsabilité : Canal en fête, Novela, Toulouse plage, Rio loco, Semaine européenne du développement durable, Semaine européen de de réduction des déchets, Semaine de la mobilité, Défi famille énergie positive, marché de Noël, Créactiv, Plein champs, Sport et santé, Marathon.

Un événement très important pour la collectivité, qui doit être considéré de manière spécifique, est **l'Euro 2016**, principalement pour les matches qui se dérouleront à Toulouse. Sans pouvoir totalement respecter la charte des événements responsables de la Ville et de la Métropole, l'événement à Toulouse répondra à des enjeux importants en termes de déplacements (émissions de gaz à effet de serre), d'emploi local et de gestion de déchets, ainsi que d'accessibilité au stade des supporters pour les personnes à mobilité réduite. Pour en renforcer la « durabilité », soutenue par l'UEFA et le ministère français chargé des sports, un plan de mobilité privilégiant les transports en commun sera mis en place ; les marchés publics concernés intègrent des clauses d'insertion et de performance environnementale.

Au-delà, la collectivité impulse ou soutient des démarches d'écoresponsabilité auprès d'événements qu'elle n'organise pas directement. Ainsi pour Alternatiba Toulouse, événement autonome et indépendant, les organisateurs n'ont apposé qu'un seul logo sur leur programme : celui de la charte des événements écoresponsables de Toulouse.

La maîtrise des dépenses énergétiques

- Une synthèse vient d'être effectuée en 2015 sur tous les audits énergétiques réalisés ces dernières années, portant sur :

1. pour la Ville de Toulouse, sur les bâtiments de plus de 400 m², sur toutes les piscines et sur 4 grands sites de travail des personnels ; ce qui correspond à 60 % de la consommation.
2. Pour Toulouse Métropole, sur 7 bâtiments totalisant une surface de 10 500 m².

Cette synthèse a permis de :

- a) réaliser un état des lieux du bâti (surtout isolation thermique et menuiseries) et des équipements techniques (chaufferies) ;
- b) déterminer le profil de consommation de la collectivité et les travaux à réaliser chaque année jusqu'en 2020, en fonction du budget voté.

Les cibles des travaux prioritaires sur lesquels la collectivité doit porter ses efforts budgétaires sont ainsi déterminés,

constituant la **stratégie énergétique** de la collectivité. Le plan d'action porte ainsi pour 2016-2020 sur :

- 12 millions € pour les chaufferies
- 7,5 millions € pour l'isolation par l'intérieur des murs
- 13,8 millions € pour la rénovation des appareils électriques.

- Comme autre événement majeur en 2014-2015, il convient de souligner les campagnes de sensibilisation aux économies d'énergie, le « challenge énergie », qui ont démarré sur plusieurs sites de travail des agents de la collectivité.

Ainsi, par exemple, à la Daurade, il s'est agi de réaliser 5% d'économie d'énergie sur un mois en jouant sur le comportement des occupants.

Une plaquette de présentation a été distribuée aux agents lors de réunions d'information. Ce document donne des éléments de contexte et énumère les éco gestes en matière de chauffage, d'électricité et d'eau.

Des informations sur les caractéristiques du bâtiment et de ses équipements ainsi que sur les niveaux de consommation de fluides sont présentées lors de ces réunions.

L'ambassadeur énergie affecté à chaque site place des affiches (cf. ci-contre) dans des endroits adaptés (lieux de passage, salles de réunion, secrétariats, ..) pour rappeler les bonnes pratiques.

Durant un mois, il affiche les consommations hebdomadaires, effectue des mesures de température dans divers locaux et échange avec les agents sur l'évolution de leur comportement. Ensuite, un bilan est fait et le résultat présenté à l'occasion de nouvelles réunions.

Ce n'est pas la fin de la campagne puisqu'il s'agit ensuite de pérenniser les améliorations constatées. C'est pourquoi, l'affichage des consommations du site sera maintenu à un rythme mensuel afin que les occupants continuent à être informés sur le résultat de leurs actions pour rester mobilisés.



Aspects juridiques et financiers

Au-delà du respect des éléments réglementaires concernant le développement durable, la collectivité entend renforcer le chemin de la durabilité en produisant des « chartes » d'engagement volontaire ou des outils équivalents. Parmi celles-ci, on peut rappeler le Small Business Act de la collectivité ou encore le futur RAUD, référentiel d'aménagement et d'urbanisme durables.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'à travers l'utilisation des ressources de la collectivité, et notamment ses actifs physiques (immobilisations, selon le sens classique du terme, ou encore patrimoine métropolitain et communal), ses actifs immatériels ou tout simplement des ressources humaines, c'est-à-dire des salariés et des partenaires, Toulouse Métropole et la Ville de Toulouse ont fait des choix forts pour être un pôle d'acteurs décisifs dans le sens du développement durable du territoire.

Toutefois, ces ressources sont très contraintes par les tensions budgétaires. Les politiques et actions de développement durable n'y échappent pas, au même titre que toutes les autres. Voté le 18 décembre 2014, le budget 2015 de Toulouse Métropole est très contraint par la baisse des dotations de l'Etat. Il reste pourtant sensiblement identique à celui de 2014 (1,01 milliard d'euros pour le budget principal) bien que la forte maîtrise des dépenses de fonctionnement s'accroisse, là où elle est possible. En effet, plusieurs compétences et actions sont mises en œuvre par des partenaires, concessionnaires en particulier, sur lesquels les marges de manœuvre sont faibles : collecte des déchets, production d'eau potable, par exemple. De plus, la qualité de service doit être maintenue.

Systèmes d'information

Le collectivité poursuit ses efforts en matière de **dématérialisation**, et plus largement de ce que l'on pourrait appeler l'« éco-informatique » de l'administration. Au-delà de l'utilisation dans un sens le plus extensif possible des logiciels

libres, des initiatives permanentes concerne le matériel informatique : recyclage en fin d'utilisation et/ou fin de vie et économie dans la consommation électrique.

L'élargissement continu de l'open data ou de la « libéralisation » des données nécessite une investigation permanente sur ce qui peut être ouvert au public. C'est nécessairement un travail précis, « de fourmi », mais qui porte ses fruits, car aujourd'hui Toulouse Métropole est une des collectivités françaises qui a mis le plus de données en ligne !

La réussite ne peut se faire qu'avec les services producteurs ... C'est fondamental car le projet ne peut pas fonctionner sans leur adhésion. Mais en retour, l'Open data valorise les services impliqués. La démarche permet de s'ouvrir sur l'extérieur, de générer de l'activité économique et de nouveaux services pour les habitants : c'est donc un prolongement très intéressant des missions de service public.

De plus, l'Open data permet de garantir la qualité des fichiers de données car, pour pouvoir être réutilisées, celles-ci doivent respecter des spécifications précises. Par ailleurs, les données peuvent être utiles aux autres services.

Toulouse Métropole est très active au sein de l'association « Open data France » fondée à Toulouse avec 40 collectivités engagées dans l'ouverture des données publiques. Un travail collaboratif inter-collectivités consiste à mutualiser les contributions de chacun et à élaborer des standards afin que les applications développées au niveau local puissent fonctionner dans d'autres villes.

De leur côté, les systèmes de communication vers le grand public utilisent largement les outils numériques et les réseaux sociaux.

La compensation des émissions de gaz à effet de serre par la collectivité

La double collectivité Toulouse Métropole et Ville de Toulouse émet dans son fonctionnement quotidien des gaz à effet de serre, à travers les déplacements et présences des agents, des élus, des visiteurs. Au total, ces émissions sont évaluées à **62 000 tonnes eq. CO2** par an.

Malgré des efforts importants, notamment dans le cadre du programme « administration exemplaire », les réductions des émissions de GES ne seront pas suffisantes pour atteindre l'objectif du Plan Climat : moins 20 % en 2020. Comme d'autres acteurs économiques du territoire, la collectivité souhaite compenser une partie de ses propres émissions en soutenant des projets vertueux sur son périmètre d'action en termes de réduction des émissions de GES.

L'action 83 du Plan Climat prévoit ainsi la création d'un **fonds de compensation territorial volontaire**. La finalité de ce fonds est triple :

- encourager les initiatives économiques locales, privées et publiques, pour créer et entretenir une dynamique territoriale vertueuse et démultipliable, pour inscrire le territoire métropolitain dans la transition énergétique et écologique ;
- financer des projets générant des bénéfices en matière de lutte contre le changement climatique et d'impacts environnementaux, sociaux et économiques favorables pour le territoire ;
- être complémentaire à l'action de la Région, qui vise essentiellement à porter la compensation sur des plantations végétales dans le territoire régional.

Ce fonds dénommé "**innovations et solidarités climat**" permettra d'attribuer des financements à des projets clairement définis en fonction de trois critères d'intervention :

- sobriété : éco-gestes, comportements économes, économie de matière première et de ressources naturelles ;
- efficacité énergétique : réhabilitation énergétique, équipements de chauffage, véhicules performants...;
- énergies renouvelables: production, consommation.

Le fonds possède ainsi une dimension territoriale forte, approche originale correspondant aux propositions phares et innovantes issues de la co-construction du Plan Climat. Il permet de créer une synergie entre les initiatives portées par les acteurs économiques, les collectivités et les citoyens pour lutter contre le changement climatique et favoriser l'adaptation du territoire.

Un montant total de 100 000 € a été inscrit au budget primitif 2014 de la Communauté urbaine puis reconduit au BP 2015 de la Métropole. Il est conçu comme un amorçage permettant de rechercher des dotations financières de divers partenaires pour les années suivantes.

Sous réserve de vérification projet par projet soutenu, il est estimé que ce fonds pourrait globalement permettre la réduction d'environ 1 500 à 2 000 teq CO2 par an.

Les années 2014 et 2015 ont été considérées comme expérimentales et les décisions de soutien adoptées en Conseil de la Métropole.

Les financements à des projets ont été clairement définis en fonction de 4 axes d'intervention :

- 1- Prix carbone décerné dans le cadre du Prix Créactiv, le cadre étant devenu le dispositif Agil'T en 2015**
- 2 - Innovation économique et sociale**
- 3 - Eco-citoyenneté et éco-gestes**
- 4 - Fonds de concours "isolation et énergies" pour les communes membres hors Toulouse**

L'appel à projet « Eco-citoyenneté et éco-gestes », doté d'une enveloppe globale de 30 000 €, visait à encourager la réduction des consommations d'énergie et de ressources par les comportements économes des particuliers et des entreprises.

17 projets ont déposés dans le cadre de l'appel à projet « écocitoyenneté et écogestes » clôturé le 20 octobre 2014. Ces projets ont été analysés sur les critères suivants, indiqués dans l'appel à projet :

- impact quantitatif sur les économies de ressources,
- méthodologie proposée,
- caractère innovant de l'approche proposée pour la sensibilisation et l'exemplarité,
- modalités de suivi et d'évaluation de l'impact de l'action.

Les projets suivants ont été retenus :

Sur la cible habitants

- l'association CLCV pour le projet : « Copropriété RONSARD II : favoriser les économies d'eau et développer les liens sociaux dans la résidence ». Ce projet porte sur 300 logements à Bagatelle.
- l'association Desbals services pour le projet « Eco-citoyenneté et éco-gestes sur les quartiers Bagatelle, Faourette, Papus, Bordelongue et Tabar ». Ce projet a été sélectionné pour son impact important sur la lutte contre la précarité énergétique dans des quartiers prioritaires, avec une approche à la fois collective et individuelle.
- l'association Reflets pour la création d'un outil de sensibilisation innovant, un triporteur à assistance électrique permettant de véhiculer l'information sur les éco-gestes. Une vingtaine d'actions de sensibilisation sont prévues sur les déchets, l'eau et l'énergie dans les communes membres en 2014 et 2015.

Sur la cible entreprises

- la Chambre des métiers et de l'artisanat de Haute Garonne et la Chambre de commerce et de l'industrie de Toulouse, pour le projet d'accompagnement à la responsabilité sociétale de 40 TPE/PME amenées à répondre aux Marchés publics.
- L'association SYNETHIC membre du Pôle Territorial de Coopération Économique, pour le projet d'accompagnement au changement de comportements de 8 PME du territoire et de leur collaborateurs et ce en cohérence avec la plate forme d'achat responsable.

Ces deux projet viennent concrétiser le Small Business Act porté par Toulouse Métropole. Ils ont été fusionnés en un seul projet coordonné en 2015.

L'axe sur fonds de concours pour les communes n'a pas été mis en œuvre ; les communes ayant été amenées à réfléchir à ce type d'action dans le cadre d'un groupe de travail dédié du Club 21.

5. Les perspectives

La mise en révision du Plan Climat en Plan Climat Air Énergie territorial

Le Plan Climat Énergie Territorial 2012-2020 de Toulouse Métropole, adopté en mars 2012 par le Conseil de Métropole, doit obligatoirement être révisé pour répondre à deux actes législatifs et réglementaires :

- réviser le bilan carbone patrimoine et services : *Décret n°2011-829 du 11 juillet 2011 relatif au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au plan climat-énergie territorial*
- adopter un Plan Climat Air Énergie Territorial avant le 31 décembre 2016 – *Loi de transition énergétique pour la croissance verte*.

Les axes de la révision

La révision sera engagée autour de 3 axes contribuant au projet politique de la Métropole :

- la préservation de la qualité de l'air ;
- l'adaptation au changement climatique ;
- la transition énergétique pour la croissance verte.

Concernant la qualité de l'air :

Une analyse interne réalisée par une chercheuse en contrat CIFRE indique que le PCET actuel de Toulouse Métropole comporte déjà de nombreuses actions en faveur de la qualité de l'air. Seuls quelques ajustements seront nécessaires pour être compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA). De plus, un benchmark réalisé auprès d'autres collectivités dotées d'un PCAET montre que le PCET de Toulouse Métropole intègre déjà la qualité de l'air, au même niveau que la plupart des PCAET déjà existants.

Concernant l'adaptation au changement climatique :

Plusieurs actions ont été engagées depuis 2014, notamment la signature de Mayors Adapt, la convention avec Météo France, le travail sur l'îlot de chaleur urbain dans le PLUIH, l'étude sur la vulnérabilité du territoire au changement climatique.

Trois ateliers prospectifs auront lieu de novembre 2015 à janvier 2016 afin d'identifier les impacts et vulnérabilités du territoire au changement climatique, réfléchir aux scénarios des futurs possibles, définir les objectifs 2025-2050 d'adaptation du territoire. Les résultats de ces ateliers menés avec des élus thématiques et des techniciens serviront de base pour l'élaboration des actions du Plan Local d'Adaptation (PLA) au changement climatique fin 2016.

Dans le cadre de la convention territoire à énergie positive pour la croissance verte

Toulouse Métropole s'est engagée dans un plan d'actions innovant sur l'économie circulaire, l'écoconstruction, la RSE des TPE/PME, les services climatiques.... En outre, en cohérence avec le schéma de développement économique, la mobilisation des acteurs économiques sera nécessaire pour consolider le plan d'actions et saisir les opportunités économiques du changement climatique.

Des diagnostics à lancer ou réviser pour accompagner la révision du Plan Climat

Un profil climatique a été réalisé par Météo France afin de caractériser le changement climatique sur le territoire. Fin 2015, l'étude prospective permettra de disposer d'un portrait de l'impact du changement climatique sur notre territoire aux horizons 2015-2050.

Toulouse Métropole s'est engagée dans un prédiagnostic pour l'obtention du label Cit'ergie porté par l'ADEME. Presque toutes les métropoles sont aujourd'hui labellisées en France (Bordeaux, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice). L'audit Cit'ergie permettra d'évaluer les points forts et faibles du Plan Climat, dans le cadre de sa révision. Une évaluation intégrale du Plan Climat sera à réaliser en complément.

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) interne doit être réalisé pour analyser les consommations d'énergie et émissions de gaz à effet de serre du patrimoine et des services de TM.

Une dynamique participative à impulser en interne et sur le territoire

En interne

Le Plan Climat est une démarche transversale qui implique l'ensemble des services. Elle doit donc être portée au plus haut niveau de la hiérarchie pour montrer et rendre lisible l'engagement de la collectivité et faciliter le travail interservices. Un processus adéquat sera ainsi mis en place.

Sur le territoire

Un « **Forum Climat Citoyen** » a présenté le 20 novembre 2015 le bilan et les perspectives du PCET et les modalités de la révision du Plan Climat en PCAET.

Suite à ce lancement, des modalités de concertation précises vont être définies, car les acteurs et citoyens se sont mobilisés. C'est en effet la somme des actions de tous, issues de la sphère professionnelle ou privée, qui permettra d'atteindre les objectifs territoriaux.

Gouvernance et plan de communication

Comité de pilotage, comité de suivi avec l'élue pilote, et comité technique seront mis en place et réunis selon une périodicité appropriée.

Un groupe de travail communication devra élaborer une stratégie de communication dès le lancement de la révision et accompagnée celle-ci puis le PCAET sur toute sa durée.

Adapter le territoire au changement climatique sur 2014-2030

Le Plan Climat actuel comporte déjà des mesures relatives à l'adaptation du territoire face à ses vulnérabilités dues au changement climatique. Depuis son adoption, de nouvelles actions sont venues compléter le programme en cours. Mais il apparaît nécessaire de construire un véritable plan d'adaptation, fondé sur une prospective débattue et validée.

Enjeux et objectifs

Le 21^{ème} siècle compte déjà 13 des 14 années les plus chaudes jamais enregistrées (Organisation mondiale météorologique - janvier 2014). **La hausse des températures globales** n'a que très peu de chance d'être limitée à 2°C, sauf si les mesures de réduction s'accroissent drastiquement. A cette hausse globale des températures s'ajoute la multiplication des **événements climatiques extrêmes**, qui oblige à renforcer la **prévention des risques et la résilience des territoires** (5^{ème} rapport GIEC, 2013).

Selon les modèles climatiques, le **sud-ouest serait la région qui connaîtrait le plus fort réchauffement en France** : +3°C en cas de réchauffement planétaire de 2°C en 2100. Le climat de Toulouse se rapprocherait de celui du sud de l'Espagne actuellement sans en avoir les caractéristiques d'« adaptation », naturelles, urbaines et humaines.

Le projet Plan local d'Adaptation au Changement climatique (PLACC), action phare du PCET, vise à :

- Identifier précisément les impacts sur le territoire du changement climatique;
- Réduire les vulnérabilités des populations, des activités économiques et des ressources naturelles face à ces impacts;
- Favoriser la résilience du territoire.

Méthode d'élaboration

Les impacts du changement climatique se traduisent pour le territoire à la fois en menaces (raréfaction des ressources, difficultés d'approvisionnement du territoire en énergie, conséquences sanitaires, etc.) mais aussi en opportunités : développement de nouvelles filières économiques, diversification du mix énergétique, etc.

Les enjeux et les leviers d'action pour la collectivité seront donc traduits sous cet angle et définis selon une approche croisée:

- par **vulnérabilité**:

→ des populations et modes de vie : îlot de chaleur urbain (ICU) ; qualité de l'air; accroissement de certaines maladies; risques naturels et technologiques ;

- des ressources naturelles : eau et biodiversité ;
- des activités économiques : secteurs primaires, secondaires et tertiaires ;
- du secteur de l'énergie.

- par **nature d'intervention** de la collectivité:

- actions structurantes, de planification/programmation: SCOT, PLUi, PLH, ...
- actions de gestion quotidienne de la collectivité;
- actions pilotes, expérimentations
- actions de sensibilisation pour favoriser l'acceptabilité sociale et accompagner le changement.

Il est rappelé que dans ce cadre, une démarche a été engagée en 2014-2015, avec notamment :

- en septembre 2014 : Signature de l'initiative Mayors Adapt par la CU (Conseil Communautaire sept.2014) ;
- en novembre : signature d'une convention Météo France / CUTM portant sur l'accompagnement du PLA: analyse du climat passé et projections climatiques, définition d'indicateurs pertinents (Conseil Communautaire de nov.2014).

En outre, au 1er janvier 2016, la Métropole sera compétente en matière de **gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations**. Pour être au rendez-vous de ces nouvelles responsabilités, un groupe de travail interne réalisera un inventaire du patrimoine concerné (les digues, les cours d'eau tels que l'Hers, le Touch...), cerner les missions que la compétence recouvre, définira les moyens nécessaires et élaborera un plan d'actions prioritaires. Nous sommes également attentifs aux travaux qui sont conduits sur ce thème à l'échelle nationale.

L'enjeu est d'assurer une couverture complète du territoire en matière de prévention des inondations, dans une approche globale. »

Intégrant ces éléments, il faut donc encore produire un diagnostic finalisé, puis le PLA lui-même, intégré dans le futur PCAET. Enfin, au-delà de 2016, il s'agira de mettre en place ou conforter les actions ciblées.

Mettre en œuvre la convention « TEPCV »

Lauréat de l'appel à projet « Territoire à énergie positive et croissance verte » (TEPcv), Toulouse Métropole a signé avec le ministère du développement durable le 22 juillet dernier une convention-cadre présentant un programme d'actions éligibles.

Celui-ci doit se finaliser à travers une convention particulière d'appui financier. Des ajustements sur la convention-cadre ont permis d'aboutir à un programme modifié comportant 5 actions pour un montant total de 575 000€, éligibles à un financement à 80 %.

Le Bureau du Conseil de Métropole a validé une proposition de convention d'appui financier, adressée au ministère, et la collectivité a inscrit les éléments de dépenses correspondant au Budget Primitif 2016 en cours de finalisation.

Ce programme TEPCV constitue une réelle opportunité, un effet de levier pour Toulouse Métropole pour développer des actions nouvelles, innovantes, créatrices d'emploi et de croissance verte. Les 5 actions inscrites permettront ainsi d'amplifier les opportunités d'innovation pour la transition énergétique, de réaliser des opérations d'investissement et d'impulser des chantiers expérimentaux.

Intégrer le programme d'actions « Villes respirables »

Toulouse Métropole est lauréate, parmi 20 autres collectivités françaises, de l'appel à projets « Villes respirables en 5 ans ».

Les démarches qui seront mises en avant par Toulouse Métropole dans le cadre de ce projet portent sur les secteurs du transport et de la mobilité, de l'agriculture et du logement, afin de contribuer à une amélioration de la qualité de l'air.

Pendant cinq ans, Toulouse Métropole bénéficiera d'un appui financier et méthodologique de la part des services de l'État et de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie).

Réviser, nourrir et intégrer les documents d'urbanisme et réglementaires

Le PLUiH

En avril 2015, la collectivité a prescrit par délibération l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme Local de l'Habitat (PLUi-H) de Toulouse Métropole. Elle a ainsi défini les objectifs à poursuivre, les modalités de collaboration avec les communes membres et l'ouverture de la concertation auprès du public.

En effet, l'un des objectifs de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement dite loi « Grenelle 2 », renforcé par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), est d'inciter les intercommunalités compétentes en matière de documents d'urbanisme à élaborer des PLU intercommunaux couvrant l'intégralité de leur territoire, en favorisant une meilleure articulation entre les politiques publiques liées à l'aménagement du territoire et notamment :

- entre programmation de l'habitat, planification urbaine et capacité de la collectivité à assurer un niveau de services et d'équipements suffisant à l'accueil d'une population nouvelle ;
- entre développement urbain et mobilités ;
- entre développement urbain et préservation, gestion des ressources, activité agricole : l'échelle de la Métropole qui couvre près de 460 km² devient particulièrement pertinente pour aborder les questions liées à la préservation de la biodiversité, au réchauffement climatique et à la transition énergétique, à la vitalité de l'activité agricole locale, etc.

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du PLUiH devront tenir compte des spécificités du territoire métropolitain, marqué notamment par :

- un territoire très attractif avec une croissance démographique parmi les plus fortes de France : + 8 000 habitants en moyenne depuis 1990, dont plus de la moitié en provenance de l'international et du territoire national hors grand sud-ouest,
- une population jeune et qualifiée,
- une forte mobilité avec près de 3,8 millions déplacements quotidiens tous modes confondus, la voiture représentant une part modale de 60%,
- un écosystème économique unique avec de grands groupes industriels, des pôles de compétitivité, un réseau très riche de PME et start up, près de 37 000 chercheurs et 100 000 étudiants,
- des sites et des paysages emblématiques avec du bâti de caractère qui émaille l'ensemble du territoire,
- une trame verte et bleu très présente et structurée par la Garonne, ses affluents et des espaces agricoles et naturels de qualité,
- un territoire concerné par le réchauffement climatique et la transition énergétique.

Au total, le PLUi-H de Toulouse Métropole aura **le développement durable comme fil conducteur**.

La révision du PDU

Toutes les collectivités territoriales de plus de 100 000 habitants doivent élaborer un plan de déplacements urbains (PDU). Concrètement, il s'agit d'anticiper les besoins de déplacements à l'horizon 2030 et de réaliser les investissements et construire les structures nécessaires. Ce projet, très large, va bien au-delà de la simple question du transport. Il englobe la protection de l'environnement, l'urbanisme, l'accessibilité, l'accroissement de la population, les nouvelles technologies... Fixés nationalement, ces objectifs se traduisent différemment selon les collectivités en fonction des équipements et de l'urbanisme existants.

La population de Toulouse Métropole est en progression constante (707 000 habitants aujourd'hui, 15 000 supplémentaires chaque année) et les déplacements ne cessent d'augmenter.

L'actuel Plan de Déplacements Urbains de l'agglomération toulousaine a été adopté en juin 2001. Avec un coût d'investissement global de l'ordre de 2 407 M € (Millions d'Euros), dont 1 495 M € pour les transports en commun et plus de 911 M € pour le volet routier, le PDU approuvé apparaît comme très ambitieux.

En mai 2015, le SMTC (syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération toulousaine) a délibéré pour engager l'élaboration du « Projet Mobilités 2020-2025-2030 », élaboration valant révision du PDU en cours.

Cette délibération définit les modalités de la concertation publique qui sera mise en œuvre. Celle-ci porte sur le

fonctionnement actuel et futur de la grande agglomération toulousaine (périmètre supérieur à celui de la collectivité Toulouse Métropole – soit 115 communes) et la réalisation de nouveaux projets d'infrastructures de déplacements répondant à la structuration et au maillage des territoires ainsi qu'aux évolutions de mobilités urbaines.

Une nouvelle cartographie du bruit

Une cartographie du bruit renouvelée concernant le territoire de Toulouse Métropole doit être réalisée prochainement. Dès son approbation, l'élaboration du Plan de Prévention au Bruit dans l'Environnement (PPBE) sera entreprise. Le PPBE constitue, sur un territoire, un programme d'actions définissant les mesures prévues pour traiter les zones identifiées comme bruyantes, par ordre de priorité et en fonction des enjeux et des moyens disponibles. Il fixe par ailleurs les objectifs visant à préserver les zones calmes. C'est en début 2016 que le PPBE de Toulouse Métropole devrait être finalisé.

En guise de conclusion ... pour s'améliorer encore

Toulouse Métropole et la Ville de Toulouse se sont engagées simultanément dans une même démarche de développement durable à partir d'un outil commun : le **Plan Climat Énergie territorial (PCET)**. Ce plan est la colonne vertébrale structurante d'une *stratégie métropolitaine et municipale de développement durable*.

Toutefois, de nombreuses autres politiques de la collectivité comportent des actions ou projets ressortant du développement durable et donc y contribuent.

Au total, l'amélioration continue du développement durable du territoire porte à la fois :

- sur un changement sociétal durable, nécessaire pour réussir une transition énergétique et écologique ;
- sur le quotidien du citoyen, ce qui permet de favoriser un engagement individuel pour la transition.

Rapide bilan du Plan Climat actuellement en cours

Dans l'attente de l'évaluation à réaliser courant 2016, il apparaît d'ores et déjà des points forts et certaines limites du Plan climat de Toulouse Métropole .

Les **cibles stratégiques** du Plan Climat couvrent ensemble une large part des 5 finalités du développement durable*. Sur la période novembre 2014-novembre 2015, des avancées significatives ont été enregistrées vers la réalisation des objectifs stratégiques. On note notamment :

- des points forts

- Une **démarche globale et transversale** de développement durable, avec un panel d'actions et une mise en cohérence avec les documents de planification en cours ;
- Plus de 80 % des actions engagées ; au sein des services de la collectivité, 30 directions impliquées ;
- Grâce aux actions impulsées par le Plan Climat, Toulouse Métropole est lauréate de l'appel à projets national « Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte » ;
- La trajectoire de diminution des émissions de gaz à effet de serre semble engagée ; avec le processus de révision en 2016, les observations restent à consolider avec des données plus récentes.

- des axes d'amélioration

- Conforter la mobilisation indispensable de tous les acteurs (élus, administration, société civile) pour atteindre les objectifs à l'échelle du territoire ;
- Affirmer au plus haut niveau l'engagement de la collectivité et la nécessaire implication des services ;
- Consolider une véritable stratégie de sensibilisation et de communication, pour rendre lisible aux yeux des citoyens les enjeux du PCET, les actions mise en œuvre, et leurs résultats ;
- Engager une révision avec un nombre d'actions concentré, des objectifs chiffrés et un budget dédié ;
- Renforcer le plan d'actions sur les thématiques : qualité de l'air, transition énergétique pour la croissance verte et adaptation au changement climatique.

Évaluation d'ensemble des résultats en 2015

En l'absence de chiffrage précis et complet à l'heure actuelle, le tableau suivant fait un bilan intermédiaire et provisoire du Plan Climat, en fonction de ses grands axes stratégiques.

Indicateurs	Exécution 2012-2015 (base 2005)	A réaliser 2015-2020 (base 2005)
% réduction des émissions de GES	Stabilisation réussie et probablement amorçage d'une légère baisse	Renforcer la réduction ; créer des indicateurs pertinents (cf. révision du Plan Climat) Le dynamisme démographique pourrait être compensé par des projets d'aménagement et de construction performants
% augmentation efficacité énergétique / sobriété énergétique	Non encore déterminée sur l'ensemble du territoire. La performance énergétique globale reste plutôt bonne du fait de l'âge récent du stock de logements et de nombreux bâtiments tertiaires	Établir les données nécessaires et renseigner l'indicateur. Dans les 15 années futures, le remplacement des équipements énergétiques (électriques et thermiques) et la rénovation énergétique seront à l'ordre du jour.
% augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation Doublement de la production d'EnR	- Plus de 4 % de consommation EnR hors déplacements - 2 % de production directe sur le territoire	- Maintenir un objectif ambitieux, vers les 20 % de consommation (part EnR) en 2020, <u>toutes sources d'énergie verte comprises</u> . - Atteindre 260 000 Tep/an en 2020
Développement de la dynamique d'adaptation du territoire	Actions diffuses inscrites dans le PCET Signature de Mayors Adapt	Renforcer la dynamique d'adaptation en : - développant davantage la « culture » de l'adaptation ; - élaborant un plan local d'adaptation particulier

Au total, les **cibles stratégiques** du Plan Climat couvrent ensemble une large part des 5 finalités du développement durable indiquées en introduction (tableau ci-dessous).

Axes Plan Climat	Finalités DD	Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
Énergies (renouvelables)						
Mobilités durables						
Précarité énergétique						
Bâtiment						
Limitation des impacts / Ressources						
Urbanisme						
Mobilisation						
Administrat ^e exemplaire						
Adaptation						

Un tableau simple comme celui ci-dessus permet déjà d'identifier les « transversalités » à conforter entre politiques publiques pour une meilleure efficacité de l'action publique en faveur du développement durable.

État d'avancement général et premiers résultats du Plan Climat

Les **7 cibles stratégiques** du Plan Climat font « système », c'est-à-dire que chacune apporte sa contribution aux objectifs globaux et qu'inversement des résultats insuffisants de l'une pèsent sur la réussite de l'ensemble. On ne peut donc que conduire le tout.

Elles se déclinent en **86 actions**, dont un programme en soi dénommé « administration exemplaire ».



Plus précisément **par cible, les actions indiquées dans le présent rapport** – ce qui ne porte donc pas sur toutes les actions du Plan Climat- peuvent être appréciées de la manière suivante.

Cible 1

Finalités DD directement atteintes

Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
---------------------------------	-----------------------------------	---	--	--------------------------------------

Degré de satisfaction de l'avancement du bloc d'actions

Alerte – risque de blocage	Avancement à améliorer	Avancement satisfaisant	Bon achèvement prévisionnel avant 2020	Achèvement après 2020
----------------------------	------------------------	-------------------------	--	-----------------------

Cible 2

Finalités DD directement atteintes

Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
---------------------------------	-----------------------------------	---	--	--------------------------------------

Degré de satisfaction de l'avancement du bloc d'actions

Alerte – risque de blocage	Avancement à améliorer	Avancement satisfaisant	Bon achèvement prévisionnel avant 2020	Achèvement après 2020
----------------------------	------------------------	-------------------------	--	-----------------------

Cible 3

Finalités DD directement atteintes

Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
---------------------------------	-----------------------------------	---	--	--------------------------------------

Degré de satisfaction de l'avancement du bloc d'actions

Alerte – risque de blocage	Avancement à améliorer	Avancement satisfaisant	Bon achèvement prévisionnel avant 2020	Achèvement après 2020
----------------------------	------------------------	-------------------------	--	-----------------------

Cibles 4 et 5

Finalités DD directement atteintes

Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
---------------------------------	-----------------------------------	---	--	--------------------------------------

Degré de satisfaction de l'avancement du bloc d'actions

Alerte – risque de blocage	Avancement à améliorer	Avancement satisfaisant	Bon achèvement prévisionnel avant 2020	Achèvement après 2020
----------------------------	------------------------	-------------------------	--	-----------------------

Cibles 6

Finalités DD directement atteintes

Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
---------------------------------	-----------------------------------	---	--	--------------------------------------

Degré de satisfaction de l'avancement du bloc d'actions

Alerte – risque de blocage	Avancement à améliorer	Avancement satisfaisant	Bon achèvement prévisionnel avant 2020	Achèvement après 2020
----------------------------	------------------------	-------------------------	--	-----------------------

Cibles 7

Finalités DD directement atteintes

Climat / transition énergétique	Biodiversité, milieux, ressources	Cohésion sociale et solidarités territoriales	Épanouissement de tous les êtres humains	Développement économique responsable
---------------------------------	-----------------------------------	---	--	--------------------------------------

Degré de satisfaction de l'avancement du bloc d'actions

Alerte – risque de blocage	Avancement à améliorer	Avancement satisfaisant	Bon achèvement prévisionnel avant 2020	Achèvement après 2020
----------------------------	------------------------	-------------------------	--	-----------------------